

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'IMPACT DES ORGANISATIONS SOCIALES DE DÉFENSE DES DROITS DES
TRAVAILLEURS MIGRANTS EN CHINE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE DE SCIENCE POLITIQUE

PAR
ANNIE BILLINGTON

FÉVRIER 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Remerciements

À Hélène Piquet, directrice de recherche hors pair – pour son écoute et ses conseils.

À Marie-Ève Reny – pour son regard et ses *puzzles*.

À ma famille et amis – pour tout.

INTRODUCTION	3
CHAPITRE UN	9
I.1 REVUE DE LITTÉRATURE	9
I.1.1 L'APPROCHE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	12
I.1.2 L'APPROCHE CORPORATISTE	16
I.1.3 LES AUTRES APPROCHES	23
I.2 CHOIX DE L'APPROCHE ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	26
CHAPITRE DEUX	31
2.1 LES TRAVAILLEURS MIGRANTS : CITOYENS DE DEUXIÈME CLASSE	31
2.1.1 QUI SONT LES TRAVAILLEURS MIGRANTS? DÉFINITION CONCEPTUELLE	31
2.1.2 CONDITIONS DE TRAVAIL, CONDITIONS DE VIE, DISCRIMINATIONS ET REVENDICATIONS	34
2.1.3 UNE FORCE SOCIALE GRANDISSANTE – LE POTENTIEL D'ACTION COLLECTIVE (D'INSTABILITÉ SOCIALE) ET LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT CENTRAL	38
2.2 LES ORGANISATIONS SOCIALES EN CHINE	42
2.2.1 - HISTORIQUE ET LES NOUVEAUX ESPACES SOCIAUX	42
2.2.2- LE CADRE D'EXISTENCE JURIDIQUE DES OS, LEURS RÔLES ET LIMITES	46
CHAPITRE TROIS	51
3.1 CONTEXTE D'APPARITION	51
3.2 APPROCHE ET CRITÈRES D'ANALYSE	56
3.2.1 – LE CONCEPT D'AUTONOMIE	56
3.2.2 – LE CONCEPT D'ENCADREMENT IDÉEL	58
3.3- L'ANALYSE DES ORGANISATIONS SOCIALES DE DÉFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS : UN ÉTAT DES LIEUX.	60
3.3.1 PRÉSENTATION DES OS : UN PORTRAIT	60
3.3.2 - CLASSIFICATION DES OS ET TYPOLOGIE SUGGÉRÉE	77

CHAPITRE QUATRE	86
4.1- L'ÉTAT CHINOIS ET LES RELATIONS ÉTAT-SOCIÉTÉ : FRAGMENTATION ET DYNAMISME	87
4.2. LES OS DE DÉFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET LA MOBILISATION	89
4.2.1- LES FORMES DE MOBILISATION	89
4.2.2 – L'IMPACT DES OS DE DÉFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS SUR LEUR(S) MOBILISATION(S) : UNE PORTÉE CERTAINE MAIS LIMITÉE	91
4.2.3 – SOMMES-NOUS EN PRÉSENCE D'UN MOUVEMENT SOCIAL DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ?	102
CONCLUSION	106
BIBLIOGRAPHIE	110

L'impact des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants en Chine

Auteur : Billington, Annie

Description : La fin des années 1970 en Chine a vu l'apparition d'un espace social nouveau, investi par une variété d'organisations sociales créées par différents acteurs, selon différents objectifs. Perçues comme un signe de l'effervescence d'une vie associative et de l'émergence d'une « société civile », ou plutôt comme un élément de continuité des mécanismes de contrôle corporatistes exercés par l'État sur la société chinoise, les réformes sociales entamées par Deng Xiaoping ont alimenté les débats académiques occidentaux et chinois sur l'impact de cette ouverture sur l'avenir du pays. Parmi les acteurs de ce nouvel espace de négociation se trouvent les *mingong*, c'est-à-dire les dizaines de millions de « travailleurs migrants » en provenance des zones rurales vers les zones urbaines en quête de travail. Laissés pour compte de la croissance économique chinoise, à laquelle ils contribuent pourtant de manière décisive, et exclus des canaux officiels de représentation politique et juridique, les *mingong* sont imbriqués dans un système socio-économique qui leur est *de facto* discriminatoire. Ils ne restent cependant pas silencieux devant la violation de leurs droits, garantis par la législation. À l'aide d'une approche synchrétique, ce mémoire se penche sur la portée des organisations de défense des droits des travailleurs migrants, et sur l'impact qu'elles revêtent sur la mobilisation de ces travailleurs. Une typologie des diverses organisations sociales ayant fait leur apparition depuis les années 1990 est ainsi élaborée afin de faire ressortir la variété des cadres de référence et des stratégies à la base de l'action de ces organisations.

MOTS-CLÉS DE L'AUTEUR : Chine, Travailleurs migrants, Organisations sociales, Droit, Réforme, Mobilisation.

INTRODUCTION

Le point de départ de cette étude des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants en Chine reflète un double-constat et tente de briser deux « mythes » se perpétuant dans la conscience populaire au sujet de la Chine : (1) la nature non démocratique et non libérale du régime chinois se traduit par l'absence d'organisations sociales non exclusivement gouvernementales qui défendent les intérêts de divers groupes sociaux tels les travailleurs migrants, ou des causes sociales telles l'environnement. (2) Les Chinois subiraient passivement les atteintes aux violations de leur droit, alimentant ainsi l'image du Chinois au caractère « non litigieux ».

Les réformes économiques entamées dans les années 1970 par Deng Xiaoping permettent dès le départ le développement fulgurant des villes des zones côtières du pays, au détriment des régions centrales et de l'ouest, et des campagnes, où vit une majorité de la population. Cette situation génère d'importants déséquilibres sociaux-économiques –encore plus marqués qu'auparavant-, et explique les vagues constantes de migrations de dizaines de millions de Chinois des campagnes vers les villes en quête de travail. Il s'agit des « travailleurs migrants » (*nongmingong* ou *mingong*). La situation juridique des *mingong* découle de l'instauration du système d'enregistrement du lieu de résidence, qui se traduit par le permis de résidence ou *hukou*, en vigueur depuis 1958. Ce système divise la population en deux groupes de résidents: les urbains et les ruraux. Il vise à empêcher la mobilité de la population. En théorie, les résidents sont tenus de demeurer dans leur lieu de résidence à moins d'obtenir une autorisation expresse de le quitter. En pratique toutefois, les paysans ont très tôt, dès le début des réformes économiques, pris le chemin des villes sans détenir de *hukou* urbain. Ces paysans travailleurs, les *mingong*, sont désignés de diverses manières par les autorités chinoises et les chercheurs. Une appellation revenant souvent pour parler de ce groupe est celle de « population flottante », qui rend l'idée d'une population sans attache fixe, en transit. Or, les *mingong* sont des laissés pour compte de la croissance économique chinoise, à laquelle ils contribuent pourtant de manière décisive. Ils

constituent donc un « produit croisé » de deux politiques contradictoires¹. Si les réformes économiques ont initié d'importants mouvements de migrations de paysans des campagnes chinoises vers les centres urbains, le système du *hukou* leur refuse cependant tous les bénéfices associés à leur nouveau milieu de travail : sécurité sociale, éducation, services de santé, etc. Citoyens de deuxième classe, ne jouissant pas des mêmes droits que les détenteurs du *hukou* urbain, les travailleurs migrants souffrent de discrimination institutionnelle et sociale, et sont grandement vulnérables à l'exploitation. Au fil des ans, de nombreux cas d'exploitation ont été recensés. En 2006, on estime le nombre de travailleurs migrants entre 130 et 200 millions, soit près de 40% de la population active en milieu urbain².

Depuis le début des réformes en cours, le régime met l'accent sur le maintien de la stabilité et la croissance économiques. L'instabilité sociale est donc une importante source de préoccupation pour Zhongnanhai, le haut-lieu du pouvoir chinois à Beijing, appelé la seconde « Cité interdite ». Parmi les acteurs sociaux les plus susceptibles de porter atteinte à l'ordre social, tel que perçu par les dirigeants du PCC, se trouvent les travailleurs migrants. L'ère de l'actuel président chinois Hu Jintao est marquée par le concept d'« harmonie sociale/société harmonieuse » (traduction approximative et généralement acceptée de 和谐社会), le discours politique étant imprégné depuis près de cinq ans par ce slogan à la base des principales orientations de l'administration Hu-Wen³. L'idée de la « société harmonieuse » s'inscrit au sein d'une vision triptyque du développement de la Chine depuis la VIe session plénière du XVIe Comité central du Parti communiste chinois (PCC) d'octobre 2006, aux côtés du slogan du « développement pacifique » et celui du « développement scientifique »⁴. Il ne faut par contre s'y méprendre. Si la vision d'une « société harmonieuse » - à forte consonance idéologique - revêt une résonance concrète chez la population chinoise, elle n'en cache pas moins le constat d'un pays de plus en plus divisé. Par la théorisation de ce concept dans la résolution de la VIe session

¹ China Labour Bulletin, « Migrant Workers in China », juin 2008. Disponible au <http://www.china-labour.org.hk/en/node/100259>; page visitée le 25 janvier 2009.

² Il est difficile de donner un chiffre du nombre exact de travailleurs migrants en Chine, les différents rapports et sources gouvernementales présentant des données divergentes et parfois peu fiables. Voir entre autre China Labour Bulletin, « Migrant Workers in China ».

³ Wen Jiabao étant l'actuel premier ministre.

⁴ Lam, Willy Wo-Lap, « Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao : la construction d'une "société harmonieuse" est-elle possible sans réformes politiques ? », *Perspectives chinoises*, n°2007/3, 2007.

plénière du XVI^e Comité central du PCC, les dirigeants du parti ont, du moins officiellement, reconnu les nombreux problèmes d'inégalités sociales et des déséquilibres régionaux⁵.

L'ouverture économique des réformes s'accompagne d'une ouverture au plan social où trouvent niche de nombreuses organisations sociales (*shehui tuanti*)⁶. Ces nouveaux acteurs sociaux servent deux fonctions principales : (1) ils représentent les intérêts de certaines franges de la population auprès des instances du pouvoir et du processus de création de politiques publiques et (2) ils prennent le relais de l'État dans l'offre de nombreux services sociaux, suite au désengagement de ce dernier au moment des réformes. Cette évolution remonte à la reconnaissance du rôle utile des organisations sociales (OS) formulée par Jiang Zemin dans le cadre du XV^e congrès du PCC en 1997. À partir des années 1990, des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants font leur apparition dans les centres urbains du pays, de Beijing à Shenzhen, en passant par Chengdu.

Malgré cette reconnaissance officielle de la part du PCC de l'existence des organisations sociales (OS) et de leur utilité, les relations entre l'État et les OS restent ambiguës. Si d'un côté l'État chinois perçoit l'utilité –et même la nécessité– de ces OS pour maintenir une certaine stabilité sociale (fourniture de services, fonctions sociales nouvelles), le PCC, en tant que parti autoritaire léniniste, refuse une autonomisation de ces groupes. Les moyens de contrôle exercés sur cette nouvelle sphère publique sont forts et contraignants; les OS chinoises apparaissent ainsi ne connaître que très peu de liberté d'action et de revendication.

À défaut de jouir d'une autonomie par rapport au pouvoir politique, nous pouvons alors nous demander quelle est la portée réelle de ces OS? D'un autre côté, l'existence même d'organisations sociales non strictement gouvernementales peut-elle être le signe de l'émergence d'une société civile? La présence d'un nombre grandissant d'OS de défense des droits des travailleurs migrants peut-elle être appréciée comme nourrissant l'émergence d'une mobilisation de ces travailleurs?

⁵ Laliberté, André, « La Chine après le XVII^e Congrès du Parti communiste chinois. Vers une harmonie sociale ? », conférence de l'IEIM, 28 novembre 2007.

⁶ Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », in Lowell Dittmer et Liu Guoli (dir. publ.), *China's Deep Reform. Domestic Politics in Transition*, Lanham : Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2006, p. 285 et p. 298, note 1.

Le questionnement de départ, et la raison d'être du projet, s'articulent autour de l'évaluation de la portée des OS chinoises dans la mobilisation des travailleurs migrants pour la défense de leurs droits. L'existence et la portée des organisations de représentation d'intérêts en Chine est-elle représentative des réalités vécues dans des contextes similaires de nouvelles sphères publiques en contexte de régime autoritaire? Le cas chinois est-il une anomalie? Quels facteurs jouent un rôle prépondérant dans l'articulation des actions des OS et de leur portée? Quelles variables agissent sur la portée des OS au sein de la société chinoise, auprès des employeurs et de l'État chinois? Cette étude se situe dans la continuité des recherches sur les organisations « non-gouvernementales » en contexte autoritaire et des recherches sur les travailleurs migrants en Chine. La problématique de recherche est la suivante : dans quelle mesure certaines OS de défense des droits des travailleurs migrants ont-elles plus de succès que d'autres dans leur représentation des intérêts des travailleurs migrants, et revêtent donc un impact plus grand? En quoi cet impact nous éclaire-t-il sur la capacité de mobilisation de ces travailleurs?

Dans le cadre d'une étude des organisations non-gouvernementales/organisations sociales dans le contexte chinois, une classification des concepts utilisés s'impose. Si en Occident le terme « ONG » réfère généralement à des organisations non-étatiques à but non-lucratif –se distinguant à la fois des secteurs de l'État et du marché- elles sont souvent associées à la vitalité de la société civile⁷. Ce terme est de plus en plus utilisé par les chercheurs, les media et autres observateurs de la société chinoise pour décrire les nombreuses organisations qui feraient office d'un « troisième secteur ». Cependant, la dénomination officielle est celle d'« organisation populaire » (*minjian zuzhi*) regroupant trois sous-branches (1) les organisations sociales (*shehui tuanti* ou *shetuan*) (2) les unités privées qui ne sont pas des entreprises (*minban feiqiye danwei*) et (3) les fondations (*jijinhui*)⁸. Ce sont les organisations sociales qui nous intéresseront le plus dans le cadre de cette recherche. Elles sont définies par le Conseil d'État en tant « qu'organisations à but non-lucratif formées de manière volontaire par des citoyens chinois dans le but de réaliser des objectifs communs aux membres et qui conduisent des activités selon leurs chartes »⁹.

⁷ Macloed, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour (dir. publ.), *Relations Internationales. Théories et concepts*. 2^e éd. Montréal : Athéna éditions, 2004, p.162.

⁸ Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China. The rise of dependent autonomy*, New York : Routledge, 2009, pp.2-3.

⁹ *Ibid*, p.3 (traduction libre). Voir aussi Li, Yuwen « A Critical Examination of the Legal Environment for Social Organisations in China », in Li Yuwen (dir. publ.), *Freedom of Association in China and Europe : Comparative Perspectives in Law and Practice*, Leiden, Koninklijke Brill NV, 2005, p.20 – note 4

Les termes d'« ONG » et de « société civile » sont grandement utilisés au sein de la documentation semi-officielle et des recherches sur le sujet en Chine et à l'étranger, surtout depuis la 4^e Rencontre Internationale sur les Femmes et le Forum Non-Gouvernemental de Beijing en 1995¹⁰. S'ils relèvent de concepts différents quoique similaires, les termes semblent aujourd'hui utilisés de façon relativement interchangeable. Nous choisirons principalement celui d'« organisation sociale » pour ce travail. D'une part, il est moins chargé d'une connotation normative. D'autre part, il correspond mieux à la diversité de la réalité sociale pratique en Chine.

Parmi les organisations sociales telles que classifiées par la loi chinoise, s'y retrouvent les organisations académiques, professionnelles, sociales, culturelles. Les nombreuses analyses et typologies académiques diffèrent souvent, par contre, des typologies officielles et offrent une variété de classements plus ou moins représentatifs de cette réalité sociale diversifiée et complexe. Une tendance dominante à la base de ces typologies au sein de la littérature est le classement selon le critère du degré d'autonomie de l'organisation vis-à-vis l'État. Susan Whiting, en 1991, classe les OS chinoises en trois catégories (1) presque gouvernementales (2) semi-gouvernementales et (3) non-gouvernementales¹¹. Jude Howell, de son côté, fait plutôt référence à quatre types d'OS (1) les organisations de masse (2) les organisations semi-officielles (3) les organisations populaires et (4) les organisations illégales¹². Pour Li Yuwen, quatre types d'OS coexistent en Chine (1) les organisations enregistrées ayant le statut d'une personne morale, (2) les organisations affiliées à une OS enregistrée (3) les OS enregistrées en tant qu'entreprises (4) les OS non enregistrées (illégales)¹³. Lu Yiyi résume les catégorisations des chercheurs en deux branches principales, (1) les organisations dites « *top-down* », soit les ONG officiellement organisées et supervisées (*guanban*) et (2) les organisations « *bottom-up* », les organisations dites populaires (*minban*).

Suivant la réflexion de Lu Yiyi, nous remettons en question l'utilité de ces typologies pour l'analyse politique de la portée des organisations sociales en Chine. Leur insistance sur la notion d'autonomie, assortie à une vision limitée de celle-ci dans le contexte chinois, empêche de saisir la diversité et la complexité des relations entre ces OS, l'État et le secteur privé. L'étude des OS de défense des droits des travailleurs migrants exige une classification axée autour de cadres

¹⁰ Lu Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China*, op.cit., p. 21.

¹¹ Whiting, Susan H., « The politics of NGO development in China », *Voluntas*, Vol.2, no.2, 1991.

¹² Howell, Jude « An Unholy Trinity ? Civil Society, Economic Liberalization and Democratization in post-Mao China », *Government and Opposition*, Vol.33, no.1, 1998.

¹³ Li, Yuwen, « A Critical Examination of the Legal Environment for Social Organisations in China », op.cit.

de référence, à la base des discours et actions de ces organisations. Une fois établi le fait que dans le contexte chinois actuel, une certaine forme de dépendance est inévitable –et parfois même bénéfique- pour les OS, il est important de se tourner vers de nouveaux critères d'analyse pour comprendre la subtilité des rapports entre les acteurs et la portée du travail des OS de défense des droits des travailleurs migrants. C'est en partie ce que nous tenterons de faire dans le cadre de cette recherche.

À cet effet, cette recherche s'organise autour de l'étude de cas d'organisations sociales de défense des travailleurs migrants en Chine. Elle s'inscrit dans une approche qualitative des données étudiées et vise à évaluer l'impact des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants à partir d'une revue de littérature sur les recherches déjà établies à ce sujet de même qu'à partir de nombreuses données secondaires rassemblées lors de ces recherches à des fins autres que répondre à la question telle que présentée dans ce travail.

Dans un premier temps, l'analyse qualitative des lois, règlements et discours officiels des dirigeants du PCC touchant aux thèmes des organisations sociales et aux travailleurs migrants en Chine est essentielle afin de mieux cerner le contexte d'*habitus* légal et politique de ces acteurs. Afin de procéder à ce type d'analyse, nous nous intéresserons certes au contenu manifeste des documents étudiés, mais aussi au contenu latent, c'est-à-dire à la signification implicite des mots utilisés. Dans le contexte chinois tel que nous le connaissons actuellement, le discours élaboré par le PCC pour encadrer les idées de travailleurs migrants et organisations sociales se doit d'être étudié dans ses sens dévoilés et voilés¹⁴.

- L'analyse du contenu manifeste est avant tout le fait d'une grille d'analyse que nous voulons mixte, soit contenant des catégories analytiques dérivées de l'approche conceptuelle tout en laissant une partie de l'analyse libre aux interprétations émergeant du matériel choisi¹⁵.
- L'analyse du contenu latent est élaborée principalement par la confrontation de ce qui est promulgué par une loi, un règlement ou mis de l'avant dans un discours avec la réalité sur le terrain, dans la pratique.

¹⁴ L'Écuyer, René, *Méthodologie de l'analyse développementale de contenu. Méthode GPS et concept de soi*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1990, p.28.

¹⁵ Landry, Réjean, « L'analyse de contenu », in Benoît Gauthier (dir. publ.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1998, p.336.

Cette première étape d'analyse de contenu nous permet ainsi non seulement de mettre en contexte l'environnement politique et juridique du sujet étudié, mais aussi de mieux cerner des éléments de données secondaires à la base de notre étude sur les différentes organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants.

L'analyse passe aussi par une revue de littérature des recherches effectuées sur différentes organisations de défense des droits des travailleurs migrants par des universitaires et chercheurs. Cela implique une révision systématique des bases de données sociales, politiques et juridiques ainsi que les ouvrages et chapitres d'ouvrages publiés sur la question puis l'année 2000, année charnière pour l'apparition de ces OS. Cette revue de littérature permet ainsi de rassembler les études de cas disponibles en français et en anglais sur le sujet général de recherche, et d'assurer une diversité des sources quant à l'origine du chercheur et les lieux de recherche (différentes régions chinoises).

Soulignons les limites de notre travail. Bien que cette revue de littérature se veuille exhaustive, le caractère « sensible » du sujet –on touche ici parfois à des questions d'activisme et d'action collective- et le manque de données sur les OS créés par les travailleurs migrants eux-mêmes, en plus de la taille immense du territoire de recherche (la Chine continentale), rend difficile de broser un tableau complet des organisations étudiées¹⁶. Nous ne pouvons ainsi rendre compte de la situation que selon les informations disponibles.

À partir des diverses données issues des sources secondaires choisies, accumulées à travers le temps et l'espace, nous établissons une liste complète de ces données primaires recueillies ayant trait spécifiquement à la question de recherche, à savoir une liste des apports et des limites quant à la portée des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants tels que perçus par les chercheurs « propriétaires » de ces sources primaires. L'élaboration de cette liste nous permet par la suite de combiner nombre de ces éléments afin d'établir une typologie originale des organisations sociales en fonction de différents indicateurs qui nourriront notre réflexion et la réponse à notre question de recherche.

¹⁶ Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », in Rachel Murphy (dir. publ.), *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, New York : Routledge, 2009, p.178.

Avant t'entamer l'analyse concrète des données secondaires, nous sommes au fait des avantages et inconvénients associés à cette méthode d'analyse. Si d'une part l'exploitation de données secondaires permet de bien préciser les enjeux à analyser à partir des recherches antérieures, de remettre en question certaines données accumulées au sein du champ, de vérifier les conclusions d'autres chercheurs, de comparer diverses sources de données et de mettre en perspective les données antérieures par rapport à la situation actuelle, par contre, d'autre part, l'utilisation de ces sources risque d'engendrer un écart entre les objectifs de la collecte primaire et ceux de l'analyse secondaire, de mettre de côté des considérations conceptuelles et théoriques et de souffrir d'un possible manque de fiabilité de certaines données¹⁷. Cependant, dûment choisies suivant les critères élaborés par David Stewart¹⁸, ces sources apporteront des informations par ailleurs essentielles, impossibles à obtenir en l'absence d'une étude de terrain.

La pertinence de cette recherche est à la fois sociale, politique et scientifique. Cette pertinence s'articule autour de trois points : (1) l'importance de remettre en question les mythes véhiculés dans la conscience populaire sur la société chinoise, à s'avoir l'image d'une société statique sans espace public aucun et d'individus passifs devant la violation de leurs droits. (2) Le besoin de confronter le cas chinois à la situation des relations État-société/ONG en contexte autoritaire autres afin de voir en quoi l'évolution de la Chine confirme les tendances vécues ailleurs ou présente une anomalie. (3) L'intérêt d'étudier le cas particulier des travailleurs migrants chinois car, a) ils sont perçus en tant que source potentielle d'instabilité sociale par les dirigeants du PCC, leur trajectoire peut nous informer de la trajectoire plus générale du pays et b) les travailleurs migrants présentent des particularités d'analyse qui en font un sous-champ dynamique des études sur les travailleurs chinois.

¹⁷ Gauthier, Benoît et Jean Turgeon, « Les données secondaires », in Benoît Gauthier (dir. publ.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1998, pp. 403-409.

¹⁸ Stewart, David, *Secondary Research, Information Sources and Methods*, Newbury Park : Sage Publications, 1984, pp. 23-33.

CHAPITRE I

I.1 Revue de littérature

L'étude politique du développement des OS suite aux réformes implique de poser un regard sur le développement des relations entre l'État et la société chinoise. L'analyse des relations État-société est présentée en tant que l'analyse des relations, interactions et rapports entre d'une part l'État –qui peut englober, le gouvernement, le système politique, les institutions et d'autre part la Société- c'est-à-dire, de manière générale, tout le reste, incluant la sphère économique, les communautés religieuses, les mouvements sociaux, les relations sociales, entre autres. Le niveau d'analyse se veut aussi complexifié en allant au-delà d'une étude des politiques publiques et de la *ligne du Parti* pour se pencher sur « le rôle que jouent les communautés épistémiques »¹⁹, ces acteurs politiques et/ou politisés se situant à l'extérieur du cercle du gouvernement central ou du Parti, mais dont l'existence est tout aussi déterminante pour comprendre les enjeux.

Depuis l'arrivée au pouvoir du PCC en 1949, que pouvons-nous conclure des relations entre l'État et la société chinoise? Comment analyser et définir ces relations? La tendance est-elle à la continuité ou au changement? Comment est présenté l'impact des organisations sociales dans les rapports entre l'État, les divers acteurs et les groupes d'intérêts au sein de la littérature?

L'étude des relations entre l'État et la société, et plus particulièrement les organisations non gouvernementales et autres organisations sociales en contexte de régime autoritaire ou post-totalitaire fait l'objet d'une littérature riche et complexe. Cependant, deux approches principales ont dominé la littérature occidentale depuis les réformes.

¹⁹ Laliberté, André, « La réforme du droit et les transformations de la notion de sécurité en Chine », *Politique et Sociétés*, Vol.25, no.2-3, 2006, pp.5-6.

D'une part, l'utilisation du concept de la « société civile » pour comprendre les rôles et l'importance socio-politique de ces organisations demeure l'approche la plus populaire dans un premier temps. Les chercheurs tendent alors à percevoir les relations entre l'État et la société comme en processus de changement. Si certains chercheurs nient un lien entre l'« apparition » des OS et un changement aussi radical que l'apparition d'une société civile en Chine, d'autres dénoncent carrément l'utilisation de ce type de concept tiré de l'expérience sociale et politique occidentale pour comprendre la RPC.

D'autre part, le modèle d'analyse corporatiste attire nombre de chercheurs sinologues qui voient en les relations entre les OS des réformes et l'État chinois une forme de continuité du contrôle réel exercé sur la société en dépit d'une ouverture au niveau économique. L'accent est alors souvent mis sur l'idée de cooptation. Les débats entourant ce modèle d'analyse, par contre, font foi de l'existence de nuances et d'une diversité dans son application.

Qu'en est-il de la littérature chinoise sur les OS? Pour Lu Yiyi, auteure de l'ouvrage *Non-Governmental Organizations in China* paru en 2009, bien qu'utilisant de plus en plus les termes de « société civile » et d'« ONG » dans leurs recherches²⁰, les chercheurs chinois approchent les OS à l'aide de paradigmes différents de la littérature occidentale. Elle souligne l'importance de deux contributions théoriques : (1) le concept de « société post-totalitaire » et (2) l'idée de la dualité de la nature des ONG chinoises²¹. À noter que selon Lu, cette littérature consiste principalement en des écrits visant l'étude du fonctionnement et de la gestion des OS – ne se préoccupant de questions socio-politiques qu'en filigrane. Quisha Ma présente les réflexions d'intellectuels chinois sur cette question, depuis les années 1990, sous un angle plus politisé mais tout aussi ancré dans des considérations pragmatiques²². La contribution théorique principale revient alors à l'idée d'« interaction constructive » entre l'État et une certaine forme de société civile, où l'espace social n'est ni sclérosé, ni confrontationnel mais plutôt interactif.

Cependant, si les paradigmes semblent différents entre approches occidentales et chinoises, pour Lu Yiyi, la lunette principale d'analyse reste la même : on y catégorise et oppose « État » et « société »²³. Cette dichotomie, associée à une interprétation classique du concept de société civile, représente pour de nombreux chercheurs l'élément le plus important -mais le plus

²⁰ Ma, Qiusha, *Nongovernmental Organizations in Contemporary China*, New York : Routledge, 2006, p.16.

²¹ Lu Yiyi, *Non-governmental Organisations in China*, op.cit., p. 19.

²² Ma, Qiusha, *Nongovernmental Organizations in Contemporary China*, op.cit., pp.16-35.

²³ Lu Yiyi, *Non-governmental Organisations in China*, op.cit., pp.136-137.

difficile- à surmonter²⁴, depuis les années 1980. Lu pose ainsi plutôt les OS comme représentants d'à la fois la continuité et le changement des relations État-société chinoises. Pour d'autres, l'utilisation de cette dualité –quoique grossière- reste essentielle pour une définition claire de l'étape de transition entre une phase d'union entre l'État et la société et le début de leur séparation²⁵.

Depuis quelques années, les nombreuses adaptations et autres variations par les chercheurs utilisant les modèles tirés des approches de société civile et du corporatisme illustrent la difficulté théorique entourant l'analyse des OS chinoises. Il ne semble pas exister de cadre d'analyse spécifique pouvant être appliqué au cas chinois. Les deux approches sont de plus en plus remises en questions pour leurs faiblesses analytiques apparentes et sont confrontées à de nouvelles conceptualisations du problème qui tentent, chacune à leur manière, de répondre aux importants manques et silences de la littérature. Des modèles hybrides et autres conceptualisations particulières dominent de plus en plus le volet théorique des études sur les OS chinoises, les chercheurs mettant de côté les approches globalisantes pour faire ressortir le particulier. L'application d'un seul et unique modèle théorique n'est plus la norme dans la littérature²⁶.

Si les organisations sociales, nouveaux acteurs sociaux et représentants d'intérêts sont partie intégrante de la littérature sur les concepts de « société civile » et de « corporatisme », nous nous pencherons donc aussi sur leurs critiques et les nouveaux modèles analytiques utilisés pour répondre aux défauts de ces deux modèles dominants. Un vaste corpus d'études existe à ce sujet pour décrire la variété des relations existantes entre un gouvernement (démocratique, autoritaire ou autre) et les acteurs sociaux dans divers contextes : Amérique latine²⁷, Japon²⁸, Union

²⁴ Voir par exemple les travaux d'Elizabeth Perry, pour un questionnement entourant les frontières de ces catégories analytiques.

²⁵ Voir entre autres He, Zengke, *Modernity and Tradition*, No.4, pp.41-48, cité dans Quisha Ma, *Nongovernmental Organizations in Contemporary China*, op.cit., p. 32

²⁶ Ding, Yijiang, "Corporatism and Civil Society in China: An Overview of the Debate in Recent Years", *China Information*, Vol.12, no.4 (Printemps 1998), p.45

²⁷ Collier, David, « Trajectory of a Concept : Corporatism in the Study of Latin American Politics » in Peter H. Smith, *Comparative Perspectives on Latin America : New Approaches in Methods and Analysis*, Boulder : Westview Press, 1995.

²⁸ Dore, Ronald, « Japan : A Nation Made for Corporatism ? », dans Colin Crouch et Ronald Dore (éds.), *Corporatism and Accountability : Organized Interests in British Public Life*, Oxford : Clarendon Press, 1990.

soviétique²⁹. Le cas de la Chine pose des particularités intéressantes et apporte une nouvelle dimension aux débats existants.

I.1.1 L'approche de la société civile

Définition et encadrement de la notion de société civile

La majorité des auteurs s'entendent sur la polysémie de la notion de société civile. Concept entendu à la base comme issu de réflexions sur des phénomènes liés à l'Occident, à son développement et à son histoire³⁰, nombre d'auteurs remettent en cause son utilité pour comprendre et surtout expliquer la situation chinoise.

La définition dominante utilisée dans la littérature –avant tout occidentale- lie l'idée de société civile aux notions d'indépendance vis-à-vis l'État, d'espace de liberté, de force sociale contre l'État, de revendications politiques et de débats publics. On parle avant tout de droits et libertés politiques face à l'État³¹. Dans cet esprit, la notion de société civile peut désigner le réseau informel des organisations non-gouvernementales (ONG) existant au sein d'une société³². Une définition moins politiquement visée mais soulevant tout de même les concepts de liberté et d'autonomie est mise de l'avant par les réflexions hégéliennes et marxistes, à savoir l'existence d'une sphère privée autonome distincte de l'État où se déroulent les activités sociales et économiques³³. Cette vision d'une société civile moins politisée soulève la perception d'un

²⁹ Bunce, Valérie et John M. Echols III, « Soviet Politics in the Brezhnev Era : Pluralism or Corporatism ? » in Donald Kelly (dir. publ.) *Soviet Politics in the Brezhnev Era*, New York : Praeger Press, 1980.

³⁰ Habermas, Jürgen, *The Structural Transformation of the Public Sphere*, Cambridge: MIT Press, 1989.

³¹ Brook, Timothy, and Michael B. Frolic (dir. publ.), *Civil Society in China*, Armonk: M.E. Sharpe, 1997; Diamond, Larry, « Toward Democratic Consolidation », *Journal of Democracy*, vol.5 (Juillet 1994) p. 4-17; Ding, Yijiang, « Corporatism and Civil Society in China: An Overview of the Debate in Recent Years », *China Information*, vol.12, no.4 (Printemps 1998), p.45; Peerenboom, Randall, « Social Networks, Civil Society, Democracy and Rule of Law: A New Conceptual Framework », in Chair Hahm, Chaibong Hahm et Daniel Bell (dir. publ.), *The Politics of Relationality: Civil Society, Economics and Law in East Asia*, Rowan & Littlefield, 2003. Disponible au http://ssrn.com/abstract_id=372680; page visitée le 7 mai 2009.

³² Béjà, Jean-Phillipe, « The Changing Aspects of Civil Society in China », *Social Research*, Vol.73, no.1 (Printemps 2006), p.53.

³³ Ding, Yijiang, « Corporatism and Civil Society in China: An Overview of the Debate in Recent Years », *loc. cit.*, p.45; Peerenboom, Randall, « Social Networks, Civil Society, Democracy and Rule of Law: A New Conceptual Framework », in Chair Hahm et al., *The Politics of Relationality: Civil Society, Economics and Law in East Asia*, *op.cit.*

espace public « idéalisé » qui, dans la pratique, n'existe réellement dans aucun contexte, aussi libéral et démocratique soit-il. À cet effet, soulignons l'observation de Philip Kuhn, qui pose la société civile comme un idéal-type, un modèle plutôt qu'une réalité³⁴.

Les définitions de la société civile telles que présentées dans le champ des relations entre l'État et la société apparaissent donc diverses et leur utilisation dépend de l'objectif du chercheur. Plusieurs approches et angles d'analyse sont mis de l'avant pour étudier la société civile et la sphère publique au sein de la littérature. Reste qu'une forte normativité est associée à la notion de société civile, puisqu'elle est généralement utilisée en tant qu'outil d'analyse de processus de démocratisation³⁵. Sylvie Paquerot met en garde contre « l'utilisation du concept de société civile dans sa conception normative ». Cette conception est peu utile « puisqu'elle ne permet pas de saisir les rapports de force réels qui se déploient à l'intérieur de chacune des sphères (politique, économique et sociale) ainsi qu'entre les acteurs des différentes sphères »³⁶. Les particularités du cas chinois sont sources d'une littérature foisonnante sur le sujet.

Les approches et débats

Dès les premières analyses des relations entre État et société en Chine, les approches « *top-down* » (stato-centrées) ont dominé le champ : la politique chinoise n'était que question de coercition et l'État chinois était perçu comme monolithique et totalitaire³⁷. De nouvelles approches visant à rendre compte de l'existence d'une sphère publique –et donc rendre compte de l'émergence possible d'une société civile– sont apparues au sein de la littérature dans les années 1990³⁸. Les analyses se sont alors principalement concentrées sur les relations entre l'État et les

³⁴ Brook, Timothy et Michael B. Frolic, « The Ambiguous Challenge of Civil Society », in Timothy Brook et Michael Frolic, *op.cit.*, p.8.

³⁵ Zheng, Yongnian et Joseph Fewsmith (dir. publ.), *China's Opening Society. The non-state sector and governance*, New York : Routledge, 2008, p.5 ; Madsen, Richard, « The Public Sphere, Civil Society and Moral Community: A Research Agenda for Contemporary China Studies », *Modern China*, Vol.19, no.2, 1993.

³⁶ Paquerot, Sylvie, « Société civile, acteurs, espaces dans la globalisation : ce que nous apprend le débat mondial sur l'eau », *Politique et Sociétés*, Vol.28, no.2, 2009, p.42.

³⁷ Gries, Peter Hayes et Stanley Rosen, « Introduction : popular protest and state legitimation in 21st-century China », in Peter Hays Gries et Stanley Rosen (dir. publ.), *State and Society in 21st-century China. Crisis, contention and legitimation*. New York : RoutledgeCurzon, 2004, p. 3.

³⁸ Perry, Elizabeth, « Trends in the study of Chinese politics : state-society relations », *China Quarterly* 139, 1994, pp.704-714.

groupes dits « d'intérêts » ou « groupes stratégiques »³⁹. Nous pouvons citer les travaux de Andrew Walder sur les travailleurs ou de Jean Oi, sur les paysans. Cependant, la majorité des écrits issus de ces nouvelles approches continuent de percevoir les relations État-société selon une perspective stato-centrée, où la société reste entièrement dépendante de l'État⁴⁰.

Les débats actuels sont beaucoup plus riches, et se divisent autour de deux grands angles : (1) l'approche « *top-down* » qui, si elle poursuit un argumentaire basé sur la domination de l'État par rapport à la société, admet une relative pluralisation des relations, et (2) l'approche « *bottom-up* », qui souligne l'importance de l'induction interrogative dans l'étude des relations entre l'État et la société plutôt que l'application de théories et concepts tirés des réflexions en contexte occidental. L'utilisation de la notion de « société civile » pour comprendre ces relations est ainsi remise en question, ou du moins la notion est-elle déconstruite.

Au sein des approches « *top-down* » du champ, la plupart des analyses ont mis en évidence les différentes formes de contrôles exercées par l'État sur la société et ses organisations, de même que la perpétuité de la domination de l'État sur la sphère publique malgré les réformes économiques et l'ouverture et pluralisation des relations sociales qui en découlent⁴¹. Si d'un côté nombre de chercheurs sont sceptiques quant à l'émergence d'une société civile comprise comme l'existence d'une sphère publique autonome⁴², d'autres voient en l'ouverture d'un certain espace public et en l'existence d'organisations sociales un potentiel d'émergence réel d'une société civile⁴³.

³⁹ Dittmer, Lowell et William Hurst, « Contemporary Chinese Politics Amid the Maturation of Reform », in Lowell Dittmer et Liu Guoli (dir. publ.), *op.cit.*, p. 30.

⁴⁰ Gries, Peter Hayes et Stanley Rosen, « Introduction : popular protest and state legitimation in 21st-century China », *op.cit.*, p. 4.

⁴¹ Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, p. 285 ; Baum, Richard et Alexei Shevchenko, « The 'State of the State' », in Merle Goldman et Roderick MacFarquhar (dir. publ.), *The Paradox of Reform of China's Post-Mao Reforms*, Cambridge : Harvard University Press, 1999.

⁴² Béjà, Jean-Phillipe, « The Changing Aspects of Civil Society in China », *loc. cit.* ; Pearson, Margaret, *China's New Business Elite: The Political Consequences of Economic Reform*, Berkeley : University of California Press, 1997.

⁴³ Brook, Timothy, « Auto-Organization in Chinese Society », in Timothy Brook, and Michael B. Frolic (dir. publ.), *op.cit.* ; Rankin, Mary Backus, « Some Observations on a Chinese Public Sphere », *Modern China*, vol. 19, 1993 ; Goldman, Merle, *From Comrade to Citizen: The Struggle For Political Rights*, Harvard University Press, 2007. Pour une présentation détaillée des débats chinois entourant l'utilisation théorique du concept de société civile, voir Ma, *Nongovernmental organizations in Contemporary China*, *op.cit.*, chap. 1

L'impact des organisations sociales en Chine aujourd'hui reflète-t-il les trajectoires vécues en Europe de l'Est et en Asie de l'Est, par exemple? Pour Jean-Philippe Bèjâ, les associations sociales chinoises ne jouent pas le même rôle que celui des associations ayant émergées en Pologne et en Tchécoslovaquie dans les années 1970-1980, ces dernières étant beaucoup plus combative envers l'État. L'apparente émergence d'une « société civile » chinoise n'est en aucun cas le reflet d'une évolution vers une trajectoire similaire à celle connue en Europe de l'Est⁴⁴. Les penseurs actuels du débat entourant la société civile chinoise semblent en majorité se ranger derrière l'argument selon lequel l'apparition d'organisations sociales en Chine, quoique significative, n'est pas aujourd'hui indicatrice de l'émergence d'une sphère publique autonome pouvant mener à des changements systémiques. Peu endossent le paradigme de la démocratisation « inévitable » de la Chine suivant l'effervescence des OS.

Dans son ouvrage, Lu Yiyi souligne trois critiques théoriques principales adressées à l'approche dite de la « société civile » dans la littérature. (1) Ce cadre d'analyse implique un degré d'autonomie minimal des ONG par rapport à l'État, ce qui ne correspond aucunement à la réalité chinoise d'imbrication entre les OS et les pouvoirs gouvernementaux. (2) Le symbole démocratique et d'émancipation politique associé à la notion de société civile ne cadre pas avec la trajectoire de développement des OS depuis les réformes sous Deng Xiaoping. (3) En tant que concept, la « société civile » exige une distinction entre les concepts d'« État » et de « société » qui n'aide pas à l'analyse d'entités aux contours flous⁴⁵.

On retrouve cet argumentaire parmi les tenants de l'approche « *bottom-up* », l'utilisation même du concept « société civile » dans le cadre de l'analyse des relations État-société en Chine posant problème. On ne peut ainsi comprendre les phénomènes sociaux chinois de représentation des intérêts et de dynamiques entre acteurs étatiques et sociaux par l'application directe des approches théoriques tirées de contextes occidentaux. À cet effet, des chercheurs tels Metzger et Ma rejettent le concept de « société civile » car les notions et perceptions de l'« État » et de l'« individu » divergent de manière trop prononcée entre l'Occident « libéral » et la Chine⁴⁶. Afin de mieux cerner les dynamiques implicites aux relations État-société en Chine, d'autres auteurs tel Peter Hays Gries et Stanley Rosen déconstruisent carrément les notions d'« État » et de

⁴⁴ Bèjâ, Jean-Philippe, « The Changing Aspects of Civil Society in China », *loc. cit.*, p.54

⁴⁵ Lu Yiyi, *Non-governmental Organisations in China*, *op.cit.*, p.12.

⁴⁶ Ma Shu-yun, « The Chinese Discourse on Civil Society », *China Quarterly*, vol.137, 1994, pp. 180-192; Metzger, Thomas, « Modern Chinese Utopianism and the Western Concept of Civil Society », *Asian Perspectives*, vol.18, no.1 (Printemps/Été 1994), pp.1-6.

« société » pour mieux les reconstruire selon une réalité propre au cas chinois⁴⁷. L'idée de société civile telle que conceptualisée au sein d'une approche « occidentale » des relations État-société n'a plus de valeur, ou en prend une nouvelle qui ne permet pas la transposition d'une grille d'analyse stricte. Ces auteurs critiquent les deux côtés du débat sur l'émergence d'une « société civile » en Chine car pour eux, les sceptiques comme les enthousiastes prennent pour acquis que l'expérience chinoise doit ressembler à celle de l'Occident, lui niant ainsi la possibilité de suivre sa propre trajectoire⁴⁸. Les chercheurs issus de cette approche étudient généralement la Chine selon une perspective historique et culturelle, soulignant l'importance des particularités associées à l'aire culturelle analysée⁴⁹.

1.1.2 L'approche corporatiste

Définition et encadrement du corporatisme

Cadre d'analyse très utilisé en politique comparée, de nombreux chercheurs voient en cette approche une réponse critique aux analyses privilégiant l'idée de la société civile comme marqueur du développement des OS et un outil des plus utiles pour étudier le cas chinois. Au sein de la littérature générale sur le corporatisme, la définition la plus couramment utilisée est celle de Phillippe Schmitter

*Corporatism can be defined as a system of interest representation in which the constituent units are organized into a limited number of singular, compulsory, noncompetitive, hierarchically ordered and functionally differentiated categories, recognized or licensed (if not created) by the state and granted a deliberate representational monopoly within their respective categories in exchange for observing certain controls on their selection of leaders and articulation of demands and supports*⁵⁰.

⁴⁷ Gries, Peter Hayes et Stanley Rosen, « Introduction : popular protest and state legitimation in 21st-century China », *op.cit.*, p. 5.

⁴⁸ Gries, Peter Hayes et Stanley Rosen, « Introduction : popular protest and state legitimation in 21st-century China », *op.cit.*, p. 4. – Des critiques similaires existent au sein de l'étude de nombreux phénomènes en Chine, par exemple le débat entourant l'émergence de l'État de droit (Voir Randall Peerenboom, *China's Long March Toward Rule of Law*, New York : Cambridge University Press, 2002).

⁴⁹ Une des figures de proue les plus importantes de cette approche est Elizabeth Perry.

⁵⁰ Schmitter, Phillippe, « Still the Century of Corporatism? » in Frederick Pike et Thomas Stritch (dir. publ.) *The New Corporatism*, Notre Dame : University of Notre Dame Press, 1974, pp.93-94.

Le corporatisme pose donc comme idéal-type un système où une organisation donnée constitue l'unique centre de représentation des intérêts d'un groupe déterminé, et est légitimé par l'État. Jouissant d'une certaine autonomie d'action, cette organisation sert de relais relationnel entre l'État, les acteurs locaux et les membres et agit en tant qu'agent de contrôle sur ces derniers. Le corporatisme représente ainsi un système de mécanismes institutionnels de contrôle, mais aussi de coopération dans un objectif d'ordre et d'harmonie sociale⁵¹.

Dans son approche du corporatisme, Schmitter veille à ne pas opposer le corporatisme à l'idée de la présence d'une certaine autonomie au sein de la sphère publique. La notion du corporatisme se situe plutôt sur un « spectre » distinguant de part et d'autre un *corporatisme étatique* et un *corporatisme social*. Le degré d'autonomie des groupes sociaux par rapport à l'État détermine leur position sur ce spectre.

- Le corporatisme étatique correspond à la domination de l'État sur des groupes d'intérêts et autres groupes sociaux jouissant de peu d'autonomie. L'analyse, suivant cette version, met l'accent sur des facteurs économiques et institutionnels.
- Le corporatisme social renvoie à l'idée d'une sphère publique autonome où les groupes sociaux négocient avec l'État les intérêts de leurs membres.

Plusieurs interprétations et applications du modèle corporatiste coexistent, pour analyser une variété de situations dans les pays scandinaves, au Pérou, en Irlande, en Afrique du Sud, en Australie, en ex-URSS, entre autres. Le corporatisme est donc défini selon plusieurs indicateurs et est source de débats quant à son impact dans un système donné. Le corporatisme est-il un concept implicitement occidental, est-il anti-démocratique ou permet-il plutôt la promotion pragmatique de l'égalité sociale? Des visions distinctes et souvent polarisées s'affrontent autour du problème du niveau d'indépendance/d'autonomie contractuelle (*engagement*) entre les organisations sociales et l'État, et sur les répercussions de ces relations sur le développement social et

⁵¹ Unger, Jonathan et Anita Chan, «Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », in Jonathan Unger (dir. publ.), *Associations and the Chinese State: Contested Spaces*, Armonk: M. E. Sharpe, 2008, p.51.

politique⁵². Les termes de cooptation, de coopération, de négociation, de subordination, définissent tour à tour les types de relations entretenues par les formes de corporatisme, selon l'étude de cas et selon la position du chercheur.

Pour Anita Chan et Jonathan Unger, peu importe le modèle de corporatisme établi dans un pays, le mot clé englobant les tendances marquantes de ces formes de relations sociales est la notion d'« harmonie »⁵³. En effet, les relations de coopération plutôt que de concurrence entre l'État et les organisations sociales, qu'elles soient imposées (corporatisme étatique) ou consensuelles (corporatisme social), cherchent avant tout une gestion sociale et politique sans heurts, harmonieuse. Le corporatisme est ainsi un modèle qui ne peut être associé à un régime politique en particulier, ou à une phase d'un « développement vers la modernité »⁵⁴; ce modèle nie l'idée selon laquelle les sociétés démocratiques et non démocratiques seraient ontologiquement divergentes.

Finalement, malgré une définition du corporatisme qui englobe une vision graduée des différents degrés d'autonomie possibles des organisations sociales par rapport à l'État, le cadre corporatiste demeure une approche avant tout structurelle et stato-centrée des relations État-société. Si cette approche admet l'existence d'une pluralité des relations économiques, ces relations restent cependant dominées par l'État⁵⁵.

Les approches et débats

⁵² Meade, Rosie et Orla O'Donovan « Corporatism and the ongoing debate about the relationship between the state and community development », *Community Development Journal*, vol.37, no.1, janvier 2002, pp.1-2.

⁵³ Chan, Anita et Jonathan Unger, « Corporatism in China : A Developmental State in an East-Asian Context », in Barrett McCormick et Jonathan Unger (dir. publ.), *China After Socialism : In the Footsteps of Eastern Europe or East Asia ?*, Armonk : Sharpe, 1996, p.97. Cette idée est reprise en 2008 dans Unger, Jonathan et Anita Chan, « Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », *op.cit.*, p.51.

⁵⁴ Roniger, Luis, « Political Clientelism, Democracy and Market Economy », *Comparative Politics*, vol.36, no.3 (avril 2004), pp.353-375.

⁵⁵ Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, p. 285.

En RPC, des formes de corporatisme sectoriel existent déjà sous Mao, que l'on pense aux associations de travailleurs, de paysans, quoique pour de nombreuses années cette approche corporatiste aux relations État-société est poussé à l'extrême d'un étatisme totalitaire et fermé à la « négociation ». Qu'en est-il depuis les réformes de 1978? Pour Chan et Unger, la tendance est à la dévolution d'un certain pouvoir à des échelons bureaucratiques intermédiaires – sans toutefois légitimer l'apparition d'organisations indépendantes du pouvoir de l'État⁵⁶. Des organisations voient par contre de plus en plus le jour, s'appropriant de nouveaux espaces sociaux et répondant à des besoins dans une multitude de domaines, dont la défense des droits des travailleurs migrants. Ces organisations peuvent-elles être étudiées sous l'angle du corporatisme?

Depuis les années 1990, nombre de sinologues ont appliqué les variations de l'approche corporatiste pour répondre aux faiblesses du cadre théorique de la société civile appliqué à la RPC et pour souligner la part de contrôle exercée par l'État sur les organisations sociales. Dès 1991 dans un article de la revue *Voluntas* intitulé « The Politics of NGO development in China », Susan H. Whiting donne crédit à l'approche corporatiste dans son analyse du cadre politico-légal pour les ONG chinoises, démontrant les mécanismes de préemption et cooptation prévus au sein de la réglementation pour limiter l'autonomie des organisations⁵⁷. Pour Vivienne Shue, l'étude selon une perspective corporatiste de la *ligne officielle de Parti* ne permet pas de rendre compte de la réalité pratique des OS chinoises, et de voir dans quelle mesure ces organisations jouissent d'une indépendance ou ne sont que des groupes « tampons » pour favoriser l'harmonie et la stabilité alors que l'État se désengage de certaines de ses responsabilités sociales, avec les réformes⁵⁸. D'après son étude sur les organisations associatives en milieu rural, le corporatisme étatique cadre dans une certaine mesure toutes les relations et fonctions observées. Par contre, Shue propose de les situer sur un continuum –tel que présenté par Schmitter, mais au sein d'un même pays- afin de distinguer le degré d'imbrication ou non à l'État⁵⁹.

Si B. Michael Frolic utilise la notion de « state-led civil society » dans un chapitre du même nom en 1997, pour décrire la place centrale de l'État dans la légitimation, la cooptation et parfois la création des organisations sociales chinoises – tout en leur laissant un certain degré

⁵⁶ Unger, Jonathan et Anita Chan, «Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », *op.cit.*, p.54.

⁵⁷ Whiting, Susan H., « Politics of NGO development in China », *loc.cit.*

⁵⁸ Shue, Vivienne, « State Power and Social Organization in China », in J.S. Migdal, A. Kohli, et V. Shue, *State Power and Social Forces. Domination and Transformation in the Third World*, Cambridge : Cambridge University Press, 1994, p.77.

⁵⁹ *Ibid*, p.78.

d'autonomie⁶⁰, d'autres formes de corporatismes sont identifiées comme tel en Chine. Yu Keping avance l'idée du « government-led civil society », qui, s'il reconnaît l'omniprésence de l'État dans ses interactions avec la société, il se différencie du cadre de Frolic par l'emphase mise sur la coopération entre l'État et les OS plutôt que la cooptation.

Cette approche rejoint la distinction établie par Anita Chan entre le corporatisme étatique et le corporatisme social en Chine. D'une part, le corporatisme étatique impose hiérarchie et contrôle organisationnels aux relations entre État et société, alors que le corporatisme social permet la représentation des intérêts de la « base » (*grassroots*) au sein de relations avant tout sectorielles et horizontales⁶¹. La coopération se fait ainsi entre acteurs et partenaires d'un même secteur. Pour Anita Chan et Jonathan Unger, « state corporatism provides a more accurate description of what persists today among almost all of China's large, prominent associations »⁶². Les chercheurs admettent qu'il existe par contre aussi une tolérance relative au niveau local pour l'existence d'un secteur « informel » au sein du modèle corporatiste, tant que ces organisations non-enregistrées restent *sous le radar* politique. Les recherches récentes de Chan et Unger apportent, par ailleurs, un élément d'analyse additionnel dans l'étude du contrôle étatique des OS : la décentralisation du corporatisme étatique, avec le développement d'un « corporatisme régional », peut faire entrer en concurrence les échelons d'autorité inférieurs avec les intérêts de Zhongnanhai. La tendance chinoise est donc au développement d'outils corporatistes mais avec un penchant pour une forme de corporatisme social pour les autorités locales. Ces dernières se retrouvent souvent coincées entre les intérêts du gouvernement central, ceux des organisations sociales et autres acteurs sous leur gouverne directe, et leurs propres intérêts⁶³. Dans son étude sur le corporatisme et la société civile en Chine, Ding Yijiang parle aussi de l'existence d'un *corporatisme local* ou *corporatisme fragmenté*, soulignant l'idée d'un système corporatiste où à chaque niveau gouvernemental et unité géographique correspond une organisation sociale associée à un groupe d'intérêt/groupe stratégique⁶⁴.

⁶⁰ Frolic, Michael B., « State-led Civil Society », *op.cit.*, pp. 56-58.

⁶¹ Chan, Anita « Revolution or Corporatism ? Workers and Trade Unions in Post-Mao China », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, no.29, janvier 1993, p.45.

⁶² Chan, Anita et Jonathan Unger « Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », *op.cit.*, p.55.

⁶³ *Ibid*, pp.62-63.

⁶⁴ Ding, Yijiang, « Corporatism and Civil Society in China: An Overview of the Debate in Recent Years », *loc.cit.*, p.46. Voir aussi Chan, Anita et Jonathan Unger, « Corporatism in China : A Developmental State in an East-Asian Context », *op.cit.*, p.113.

Par ailleurs, dans quelle mesure pouvons-nous parler d'un modèle corporatiste « est-asiatique »? Présente lors de périodes de développement des pays d'Asie de l'Est, les chercheurs Anita Chan et Jonathan Unger se demandent dans quelle mesure cette structure corporatiste, avec un penchant pour l'étatisme dans un premier temps, influence le développement de la Chine, et continuera de l'influencer à l'avenir⁶⁵. Bien que reconnaissant la nature hétéroclite du corporatisme, Chan et Unger tentent de montrer en quoi les traditions économiques, politiques de même que culturelles de cette région géographique peuvent nous informer de la situation chinoise.

Pour nombre d'auteurs, une vision corporatiste des relations État-société présente les avantages analytiques suivants pour l'étude de la Chine : (1) elle rend compte de l'apparition d'organisations sociales suite à l'ouverture et aux réformes depuis 1978 (2) elle évite de tomber dans un enthousiasme trop poussé face à l'apparition de ces nouveaux acteurs publics, en soulignant le caractère contraignant de leurs nouvelles responsabilités sociales (pont entre l'État et la société) et leur peu de degré de liberté⁶⁶ (3) elle permet d'expliquer les fondements des décisions étatiques permettant l'apparition de ces organisations sociales⁶⁷ (4) elle reflète des éléments tels qu'exprimés par le PCC pour prioriser l'harmonie sociale dans ses relations avec la société et entre les membres de la société (5) elle permet de comparer la situation chinoise à différents types de corporatisme dans des contextes similaires mais autres⁶⁸.

Le cadre d'analyse corporatiste présente cependant un certain nombre de limites soulevées par plusieurs chercheurs s'intéressant à la question de la représentation des intérêts. L'utilité du modèle corporatiste est alors remise en question pour l'explication de cette relation de plus en plus ambiguë et éclectique entre l'État chinois et la société/les acteurs de ce nouvel espace public.

Plusieurs auteurs ont identifié des problèmes quant à l'utilisation d'un cadre d'analyse corporatiste. Parmi les limites identifiées: (1) la portée de la domination de l'État sur la société

⁶⁵ Chan, Anita et Jonathan Unger, « China, Corporatism and the East Asian Model », *op.cit.*, p. 32.

⁶⁶ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants ». Communication présentée dans le cadre du 2^{ème} Congrès de Réseau Asie, Paris, septembre 2005. Disponible au www.reseau-asie.com; page visitée le 3 février 2009.

⁶⁷ White, Gordon, Jude Howell, and Shang Xiaoyuan, *In Search of Civil Society: Market Reform and Social Change in Contemporary China*, Oxford : Clarendon Press, 1996.

⁶⁸ Chan, Anita et Jonathan Unger, « Corporatism in China : A Developmental State in an East-Asian Context », *op.cit.*

n'est aussi importante que le prétend l'analyse corporatiste. Les relations entre l'État et la société sont plutôt plurielles, dynamiques et suivant un processus négocié⁶⁹. (2) Le principal interlocuteur des organisations sociales n'est pas l'État mais des acteurs privés, comme les employeurs⁷⁰. Avec le retrait de l'État de nombreux programmes sociaux, les organisations sociales remplacent l'État dans ses fonctions. Il est important de rendre compte de la multitude des acteurs sociaux qui entrent en relations. (3) Les organisations sociales ne souffrent pas toujours du peu d'autonomie face à l'État. Au contraire, elles peuvent en tirer des bénéfices et jouir d'une marge de manœuvre plus importante pour défendre leurs intérêts⁷¹. Il devient ainsi important d'accorder une place prépondérante dans l'analyse aux acteurs sociaux et aux facteurs liés à l'agence, et non pas qu'aux facteurs liés à la structure. Les acteurs développent en effet de plus en plus de stratégies de négociations avec l'État dans la représentation des intérêts de leurs membres⁷². Certains utilisent même le discours étatique des droits pour trouver des alliés au sein même des autorités contre des acteurs privés⁷³. (4) L'utilisation du modèle d'analyse corporatiste masque aussi l'importance des réseaux horizontaux présents au sein des OS, qui ne peuvent être que l'équivalent de « club sociaux », sans objectifs de défense de droits ou d' « *advocacy* »⁷⁴.

⁶⁹ Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, p. 286 ; Peerenboom, Randall, « Social Networks, Civil Society, Democracy and Rule of Law: A New Conceptual Framework », *op.cit.*; Mertha, Andrew C., *China's Water Warriors. Citizen Action and Policy Change*, Ithica : Cornell University Press, 2008, p. 5; Yep, Ray, « The limitations of corporatism for understanding reforming China: an empirical analysis in a rural county », *Journal of Contemporary China*, vol.9, no.25, 2000, pp. 547-566; Shambaugh, David, *China's Communist Party. Atrophy and Adaptation*, Berkeley : University of California Press, 2008.

⁷⁰ Zhang, Yunqiu, « From State Corporatism to Social Representation: Local Trade Unions in the Reform Years », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *op.cit.* ; Ngai, Pun « The making of global dormitory labour regime », in Rachel Murphy (dir. publ.), *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, *op.cit.*; Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », in Rachel Murphy (dir. publ.), *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, *op.cit.*; Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *Social Research*, vol.73, no.1 (Printemps 2009).

⁷¹ Peerenboom, Randall, « Social Networks, Civil Society, Democracy and Rule of Law: A New Conceptual Framework », *op.cit.*; Brook, Timothy et Michael B. Frolic, *op.cit.*, p.12.

⁷² Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, p. 286.

⁷³ Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.203. Le PCC a en effet encouragé la population chinoise à user du droit comme un outil afin de défendre ses droits, lequel discours a été repris par plusieurs secteurs de la population chinoise, dans divers contextes.

⁷⁴ Peerenboom, Randall, « Social Networks, Civil Society, Democracy and Rule of Law: A New Conceptual Framework », *op.cit.*

I.1.3 Les autres approches

Au regard de ces forces et limites des approches corporatistes et de la société civile, un questionnement similaire surgit quant à la valeur de l'application d'une de ces deux théories dominantes.

L'étude de la réalité sociale contemporaine chinoise et des relations existantes entre l'État et la société ne semblent pouvoir s'expliquer d'après un seul modèle d'analyse⁷⁵. Cet argument aussi proposé par Yijiang Ding reflète bien la difficulté d'utiliser une approche trop spécifique pour comprendre un phénomène dans le contexte chinois, la réalité ne cadrant souvent pas avec les nombreuses théories élaborées dans la plupart des cas en contexte occidental. Peter Hays Gries et Stanley Rosen nous rappellent les limites quant à l'utilisation d'approches issues de ces contextes pour l'étude des relations État-société : (1) ces approches sont fondées sur une grille de lecture « libérale » et en disent plus sur les attentes des chercheurs par rapport à la Chine, qui devient alors un miroir de l'Occident, que sur une compréhension réelle du phénomène étudié et (2) elles tentent de faire cadrer la réalité chinoise aux catégories et concepts occidentaux bien que celle-ci ne les reflète souvent pas⁷⁶.

De plus, la complexité de l'étude repose surtout sur le fait d'étudier un pays –État et société- en transition (*a moving target*) et un pays où semblent co-exister PLUSIEURS modèles de relations État-société⁷⁷. Il apparaît selon certains auteurs que dans de nombreux cas, le choix des études de cas en Chine est si vaste que peu importe l'approche utilisée, on trouvera toujours des cas pour confirmer les hypothèses; cela est problématique.

Cependant, en admettant que la perspective comparative reste un moyen des plus intéressants pour comprendre la Chine et expliquer un certain nombre de phénomènes sociaux, et « pour explorer des alternatives aux concepts occidentaux dominants de société civile »⁷⁸,

⁷⁵ Ding, Yijiang, « Corporatism and Civil Society in China: An Overview of the Debate in Recent Years », *loc. cit.*, p.45; O'Brien, Kevin J., « Discovery, Research (Re)Design, and Theory Building », in Maria Heimer and Stig Thøgersen (dir. publ.), *Doing Fieldwork in China*, Honolulu: University of Hawaii Press, 2006, pp. 27-41. Disponible sur SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1104758>.

⁷⁶ Gries, Peter Hayes et Stanley Rosen, « Introduction : popular protest and state legitimation in 21st-century China », *op. cit.*, p. 4.

⁷⁷ Saich, Tony, *Governance and Politics of China*, 2^{ème} édition, New York : Palgrave Macmillan, 2004, p.226.

⁷⁸ Peerenboom, Randall, « Social Networks, Civil Society, Democracy and Rule of Law: A New Conceptual Framework », *op. cit.*

plusieurs chercheurs s'inspirent des modèles existants pour en déduire de nouveaux modes d'analyses et conceptualisation.

Dans l'ouvrage *Governance in China* publié en 2004, Jude Howell décrit l'état des relations entre les autorités gouvernementales et les ONG en tant que « sphère protopublique embryonnaire ». Pour ce chercheur, non seulement pouvons-nous parler (1) d'une gouvernance étatique fragmentée, imprévisible et localisée, mais aussi (2) de l'existence d'une contestation et reconfiguration constante des relations entre les divers types d'organisations sociales et les divers paliers gouvernementaux⁷⁹. Howell se veut très critique de la rigidité du modèle corporatiste pour l'analyse des OS car il ne reconnaît pas la diversité de la réalité des nouvelles formes d'organisations dites « publiques ».

Les travaux de Tony Saich présentent la notion de « l'État négocié ». Cette conceptualisation des relations entre l'État et la société chinoise souligne la diversité de ces relations, d'une part, et leur fluidité, d'autre part, révélant ainsi une routine de négociations et renégociations entre les différents acteurs étatiques et les OS⁸⁰. L'analyse des OS en Chine passe donc par l'étude de deux facteurs principaux : (1) le déclin de la capacité de l'État central à implanter ses politiques publiques et (2) les stratégies développées par les OS pour contrer le contrôle exercé par l'État en le tournant à leur avantage⁸¹. Saich critique l'approche corporatiste pour sa volonté mais son incapacité à s'appliquer aux différents scénarios et études de cas. Puisque les objectifs particuliers des OS divergent selon une myriade de variables, chaque stratégie de négociation avec l'État est différente, certains préférant optimiser le lien avec le chaperon étatique car il leur est bénéfique, d'autres choisissant une stratégie d'évasion⁸².

De son côté, Andrew Mertha étudie les organisations sociales chinoises –en particulier les OS environnementales- en misant sur la bonification de l'approche de « l'autoritarisme fragmenté » avec trois éléments issus des théories de politiques publiques américaines, soit (1) l'importance du rôle des *entrepreneurs politiques*, (2) l'étude des cadres de références et idées au

⁷⁹ Howell, Jude (dir. publ.), *Governance in China*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2004, pp.163-164.

⁸⁰ Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, p.286.

⁸¹ *Ibid*, p.292.

⁸² Saich, Tony, *Governance and Politics of China*, *op.cit.*, pp.230-231.

sein d'un groupe, et (3) l'impact des coalitions et autres appuis à plus grande échelle⁸³. Cette approche lui permet de surmonter les faiblesses du modèle de l'autoritarisme fragmenté en soi pour expliquer les prises de décisions en termes de politiques publiques au sein d'un régime autoritaire, en incluant l'importance des organisations sociales et leur impact dans le processus politique et sur les enjeux sociaux.

Pour Lu Yiyi, deux raisons principales expliquent le caractère inadéquat des approches corporatistes et de la société civile pour aborder et expliquer la place et l'impact des OS chinoises. Premier obstacle : la trop grande importance accordée au degré de dépendance – variable- des OS envers l'État. Cette unique variable est à la base de nombreuses typologies et argumentaires. Deuxième obstacle : passer outre la diversité des OS sur le territoire chinois, omettant ainsi les subtilités liées à la notion d'« autonomie ». Lu différencie les deux termes d'« indépendance » et d'« autonomie » et propose une approche conceptuelle des OS chinoises selon l'idée d'« autonomie dépendante »⁸⁴.

L'auteur met de l'avant l'idée selon laquelle la dépendance des OS à l'État, qui est aujourd'hui indéniable et inévitable à divers degrés si elles souhaitent fonctionner, n'équivaut pas à une perte totale d'autonomie. L'État chinois n'exerce pas de contrôle omniscient sur les activités des OS et celles-ci jouissent de marges de manœuvres relativement variables (de restreintes à grandes)⁸⁵. Il existe donc une forme d'autonomie *de facto*. La variable déterminante devient ainsi, dans l'analyse des OS, non pas le degré de dépendance à l'État –comme pour les approches plus dominantes- mais le degré d'autonomie *de facto*. Les relations entre les OS et l'État sont donc caractérisées par l'opportunisme et le pragmatisme dans la défense des intérêts, plutôt qu'une visée de remise en question politique, telle qu'habituellement portée par la « société civile ».

L'apport de Benjamin L. Read à la littérature sur le sujet est aussi intéressant dans la mesure où il mise sur l'étude de trois variables pour déterminer le potentiel politique d'organisations sociales privées de type *grassroots*⁸⁶. Dénonçant les limites de l'approche de la

⁸³ Mertha, Andrew C., *op.cit.*, p.16.

⁸⁴ Lu Yiyi, *Non-governmental organisations in China*, *op.cit.*, p.139.

⁸⁵ *Ibid*, pp.144-145. Reprenant la thèse de Lieberthal, Lu parle d'« autoritarisme fragmenté ».

⁸⁶ Read, Benjamin L., « Inadvertent Political Reform via Private Associations : Assessing Homeowners's Groups in New Neighborhoods », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *op.cit.*, pp.152-153. L'étude de cas de l'auteur est ici les groupes privés de propriétaires résidentiels, en milieu urbain (*homeowners*).

société civile, Read soutient une approche plutôt empirique et comparative des éléments suivants : (1) la démocratie interne au groupe, (2) l'autonomie externe du groupe et (3) l'autorité de représentation du groupe. Une telle analyse permet de faire ressortir la diversité des types d'organisations au sein d'un même « groupe d'intérêt » (ici les propriétaires) et souligne l'importance de s'attarder aux représentations et cadres de références de chaque groupe.

Ces différentes approches nourrissent la réflexion quant aux éléments à prendre en compte lors de l'étude des OS chinoises en général, et l'étude de certains groupes d'intérêts ou groupes sociaux en particulier. Nous retiendrons trois éléments clés qui guideront le choix de l'approche dans le cadre de cette recherche : (1) on ne peut considérer l'État chinois comme un État unitaire; il est fragmenté et son pouvoir échelonné, (2) le niveau d'indépendance accordé par l'État aux OS ne reflète pas le degré d'autonomie réel vécu par les organisations et (3) il existe une profonde diversité des cadres de références et idées au sein des organisations sociales pour un même « groupe d'intérêt/groupe social ».

1.2 Choix de l'approche et hypothèses de recherche

Suivant les nombreux débats quant à l'approche analytique la mieux adaptée pour l'étude des OS chinoises, comment privilégier un cadre lorsqu'il existe tant de diversité parmi les OS? Il convient de se pencher sur la particularité des OS étudiées⁸⁷, dans ce cas-ci les OS de défense des droits des travailleurs migrants, afin de déterminer l'approche qui saura le mieux rendre compte de la situation. Si diverses organisations sociales jouissent d'une grande autonomie, d'une supervision étatique peu imposante et d'une flexibilité quant à leur obligation d'enregistrement au sein de leur localité⁸⁸, certains *groupes* et certains intérêts, plus « sensibles » politiquement, ne bénéficient pas d'un tel traitement; c'est le cas des *mingong* qui, comme mentionné en introduction, représentent une source potentielle d'instabilité pour le gouvernement central. Ainsi, selon certaines directives internes du département des affaires civiles, aucun « groupe social particulier » tels les travailleurs migrants ou les employés d'État congédiés, ne peut se constituer

⁸⁷ Unger, Jonathan « 'Bridges' : Private Business, the Chinese Government and the Rise of New Associations », *The China Quarterly*, No.147 (septembre 1996), p.796.

⁸⁸ Unger, Jonathan et Anita Chan, « Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », *op.cit.*, p. 56

en ONG, pour éviter toute forme d'action collective et toute menace au pouvoir en place⁸⁹. L'État souhaite ainsi canaliser la représentation des intérêts de ces *groupes* vers une entité placée sous l'égide du PCC, particulièrement les syndicats. Le modèle corporatiste étatique chinois ayant longtemps nié une place à la défense des intérêts des travailleurs migrants au sein d'une structure officielle, et encore moins dans un espace informel⁹⁰, ce modèle permet aujourd'hui à certaines associations de défense des droits des travailleurs migrants d'agir, chapeautées par un organisme gouvernemental. Cette évolution traduit la préoccupation étatique annoncée pour le développement du pays dans l'harmonie sociale, et une approche par la cooptation de ces groupes plus « sensibles ». Le cadre corporatiste n'est pas le plus adéquat pour l'étude de toutes les OS chinoises, mais il sied –dans une certaine mesure– à la spécificité de l'étude d'organisations de défense des *mingong*.

Les principaux concepts retenus utiles à l'analyse de la portée des OS de défense des droits des travailleurs migrants sont issus à la fois de l'approche structurelle –avec en toile de fond le modèle corporatiste– et de l'approche idéelle liée à l'*agence*⁹¹. Le cas chinois ne permet pas de strictement privilégier une de ces deux approches au détriment de l'autre, de par la diversité des OS de défense des droits étudiées et de par la complexité et le dynamisme des relations entretenues à tous les niveaux (entre OS et les acteurs privés, entre OS et autorités locales, entre OS et l'État central, entre l'OS et ses membres et entre les OS entre-elles). Les concepts d'autonomie et d'encadrement (*framing*) ressortent comme étant les mieux aptes à rendre compte de la variété des situations vécues par les OS de défense des droits des travailleurs migrants tout en se complétant l'un l'autre pour formuler les hypothèses de recherche. Ces deux concepts reflètent deux aspects indispensables de l'action de l'OS qui affectera vraisemblablement son impact.

Dans un premier temps, toutes les OS sont soumises au système d'enregistrement des organisations sociales tel que promulgué par le PCC. Cependant, toutes ne s'enregistrent pas, ou elles le font de manière détournée. Le type d'enregistrement est alors représentatif d'un certain

⁸⁹ Lu, Yiyi « NGOs in China. Development dynamics and challenges », in Zheng Yongnian et Joseph Fewsmith (dir. publ.), *China's Opening Society. The non-state sector and governance*, New York : Routledge, 2008, p.91 ; Ma, Qiusa, « Defining Chinese Nongovernmental Organizations », *Voluntas*, Vol.13, no.2 (juin 2002), p.121.

⁹⁰ Unger, Jonathan et Anita Chan, « Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », *op.cit.*, p.66.

⁹¹ Nous entendons par *agence* une autonomie d'actions des acteurs, par rapport aux contraintes et occasions permises par la structure. Une importance est alors attribuée aux idées, intérêts et objectifs des acteurs comme unité première d'analyse pour expliquer une situation, une « réalité ».

degré de dépendance de l'OS à l'État. En plus du type d'enregistrement, les relations établies avec les autorités centrales et locales et les ressources et moyens d'actions (financement, dévouement, etc) nous permettent de déterminer quelles OS de défense des droits des travailleurs migrants ont plus de succès que les autres dans leur représentation des intérêts des travailleurs migrants, et donc une portée plus grande. En Chine, les OS plus près du pouvoir étatique ont-elles une marge de manœuvre plus grande et, du coup, jouissent-elles de plus d'autonomie afin de défendre les droits des travailleurs migrants et représenter leurs intérêts? Dans quelle mesure le degré d'autonomie d'une OS affecte-t-elle le succès des actions d'une OS? Aussi, en quoi l'enregistrement officiel d'une organisation, doublé de son patronage (*sponsorship*) par un organisme gouvernemental reconnu, est-il un frein ou non à l'action « autonome » de l'OS pour la défense des droits des travailleurs migrants? En reprenant la réflexion de Lu Yiyi - telle que présentée dans son ouvrage *Non-Governmental Organisations in China* - qui distingue les notions d'indépendance et d'autonomie pour l'analyse de la marge de manœuvre réelle des OS, nous pouvons dégager une première limite de ces analyses basées sur une typologie des OS selon leur degré d'autonomie (facteur gradué d'autonomie face à l'État central, aux autorités locales, aux bailleurs de fonds, etc).

À la lumière de cette limite fondamentale, cette variable structurelle ne suffit pas à expliquer les variations sur le terrain. Elle ne tient pas compte de l'*agence* qui, si elle ne peut véritablement contrôler le type d'enregistrement la régissant⁹², elle joue un rôle actif dans l'encadrement de son action, de son discours et de ses fonctions. Cette deuxième variable dépend de facteurs divers tels que l'interlocuteur de l'OS, son lieu de fonction, le type de travail effectué par ses membres (usine, services, etc), l'idéologie du fondateur et les types de services offerts.

Encore plus que l'autonomie réelle, que la structure organisationnelle ou la capacité matérielle de l'organisation, il apparaît que l'idéologie à la base de l'OS, ses cadres de références et les idées véhiculées par le *leadership* de l'organisation sont primordiales à l'analyse. Elles offrent une lecture plus nuancée des relations entre les OS, les entreprises et le gouvernement, et une lecture plus ciblée de l'impact des OS de défense des droits des travailleurs migrants sur leur mobilisation. Inspirée de certaines théories des mouvements sociaux, cette grille de lecture accorde une valeur centrale aux cadres de référence à la base de la visée du fondateur/dirigeant de l'organisation, et en filigrane de la ligne de conduite des différentes OS et de l'identification des

⁹² Le PCC impose un cadre d'enregistrement très rigide qui refuse l'accès à une majorité des OS désirant s'enregistrer. Voir le chapitre 2.2.

membres envers les valeurs et croyances véhiculées⁹³. L'approche idéelle souligne la diversité de choix de directions que peuvent prendre les OS pour leur développement, et implique donc de poser un regard sur les intentions des acteurs⁹⁴. Il devient ainsi important de marquer le rôle important des idées et des représentations stratégiques⁹⁵ dans l'élaboration des offres de services, de l'organisation interne de l'association et dans les relations avec les *mingong* et les autres acteurs (entreprises et État). Avec qui les OS étudiées partagent-elles ces représentations stratégiques et intérêts? Dans quelle mesure ces représentations influent-elles sur les actions des OS? À partir de quel moment peut-on parler de participation politique en contexte autoritaire?

L'analyse de l'impact des OS de défense des droits des travailleurs migrants passe par une mise en avant des cadres de référence autour desquels sont faits les choix stratégiques et discours des OS⁹⁶. Citant Rein et Schön, Christian Constantin définit un cadre de référence en tant que « perspective à partir de laquelle il est possible d'attribuer un sens à une situation problématique, mal délimitée et mal définie et d'agir ; (...) il fournit les références à l'action »⁹⁷. Pour les OS défendant les droits des travailleurs migrants, trois cadres de références à la défense des droits s'offrent à eux : (1) une conception du développement et de la justice selon le principe de l'harmonie sociale (2) une approche juridique : le recours aux institutions juridiques pour défendre les droits des travailleurs migrants et (3) une approche revendicatrice pour le changement social et l'autonomisation (*empowerment*) des travailleurs migrants.

Avec en toile de fond l'approche corporatiste des relations entre l'État et les divers acteurs de la société, et grâce à l'approche idéelle, nous tenterons de comprendre la place qu'occupent les organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants au sein de l'espace public et face aux diverses strates gouvernementales. Cette approche synchrétique permet

⁹³ Ho, Peter, « Introduction : Embedded activism and political change in a semi-authoritarian context », in Peter Ho et Richard Louis Edmonds (dir. publ.), *China's Embedded Activism. Opportunities and constraints of a social movement*, New York : Routledge, 2008, p.7.

⁹⁴ Ne pas oublier de tenir compte d'instances d'« auto-censure » dues à l'environnement institutionnel, dans l'étude des intentions. Voir Ho, Peter « Introduction : Embedded activism and political change in a semi-authoritarian context », *op.cit.*, p.8.

⁹⁵ Constantin, Christian, « Comprendre la sécurité énergétique chinoise », *Politique et Sociétés*, Vol.25, no.2-3, 2006, pp.23-26. Voir aussi Mertha, Andrew, *op.cit.*, p.12.

⁹⁶ Notons ici les propos de Mertha sur la pertinence de s'intéresser à la manière dont est cadré le discours d'une OS chinoise, en contexte politique autoritaire : « unlike Eastern Europe, framing here does not signal a prelude to regime change (...). Rather, issue framing is compatible with the evolving non-democratic but increasingly pluralistic political processes of authoritarian regimes, provided the goal critics is not fundamental regime change ». Mertha, Andrew, *op.cit.*, pp.12-13.

⁹⁷ Constantin, Christian, « Comprendre la sécurité énergétique chinoise », *loc.cit.*, pp.24-25.

de nuancer les typologies élaborées avec des critères tirés uniquement de théories occidentales et de cadres d'analyses stato-centrés, tout en évitant de conceptuellement singulariser le cas chinois afin de garder une part de retombées comparatives pour des recherches futures. La typologie proposée se veut un outil permettant de mieux cerner l'impact des actions des OS pour la défense des droits des travailleurs et sur leur mobilisation. La mobilisation est ainsi pensée en termes d'interactions entre éléments structurels et tentatives d'actions réelles et symboliques y découlant; l'étude se veut une analyse de la production mais aussi de la réception des actions et discours des OS de défense des travailleurs, interrogeant leur efficacité et leur interprétation⁹⁸.

Nos intuitions de recherche sont doubles quant à la réponse à la problématique de recherche : (1) les organisations sociales de défense des droits des travailleurs moins autonomes face à aux autorités et bailleurs de fonds sont plus en mesure de représenter avec succès les intérêts des travailleurs migrants si elles encadrent leurs actions et discours en des termes juridiques. Cependant si l'acceptation d'une forme de contrôle étatique permet de jouir d'une portée d'action, l'autonomie devient un frein à la mobilisation effective des travailleurs migrants. (2) Par contre, les OS plus autonomes et non associées officiellement à l'État par le système d'enregistrement revêtent un impact plus grand lorsque leurs discours, actions et fonctions sont fondées sur des revendications et encadrées comme tel. Dans ce cas, les possibilités de mobilisation sont plus marquées, quoique toujours restreintes dans l'espace et dans le temps. Il apparaît ainsi que dans le cadre des recherches sur les organisations sociales dans le contexte d'un régime autoritaire, le cas chinois ne suivra pas les trajectoires typiques d'autres pays et que la présence de ces organisations ne mène ni à des formes de mobilisations importantes ni ne débouche sur des changements systémiques.

⁹⁸ Bennani-Chraïbi, Mounia et Olivier Fillieule (dir. publ.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris : Presses de Science Po., 2003, p. 43- 44.

CHAPITRE DEUX

2.1 Les travailleurs migrants : citoyens de deuxième classe

2.1.1 Qui sont les travailleurs migrants? Définition conceptuelle

L'étude des travailleurs migrants chinois implique une interrogation conceptuelle quant à leur position et leur composition sociale et politique : cette « population flottante » forme-t-elle un groupe social, une nouvelle classe sociale ? Sommes-nous en présence de nouveaux acteurs sociaux ? Comment comprendre l'entité conceptuelle « travailleurs migrants » ? Les réflexions de Brubaker⁹⁹, bien que vouées à l'étude de l'ethnicité, soulignent l'importance d'éviter la tendance à voir les groupes en tant qu'unité fondamentale d'analyse en soi et en tant qu'éléments de base du tissu social. Sans bannir l'étude du « groupe » de la science politique, Brubaker met en garde contre l'essentialisation et la réification de ces entités auxquelles on attribue des intérêts, des actions, des intentions¹⁰⁰ et prône une approche relationnelle, dynamique et désagrégée – au-delà de la perspective constructiviste qu'il trouve peu contre-intuitive et complaisante. Cette interrogation de l'unité d'analyse permet ainsi de mieux cerner une partie de l'objet de notre étude. En tant que variable plutôt que constante, les travailleurs migrants (1) sont partie d'un processus politique relationnel, et non pas en dichotomie « naturelle » contre l'État (2) deviennent groupe ou ne le deviennent pas, selon le contexte (3) sont perçus et définis en catégories différentes par différents acteurs, dont eux-mêmes et (4) sont « représentés » par des organisations qui défendent des intérêts plus ou moins définis, plus ou moins réels, promouvant une rhétorique leur étant associée. Enfin, selon Brubaker

if one wants to trace the process through which persons sharing some categorical attributes come to share definitions of their predicament, understandings of their interest and a readiness to

⁹⁹ Brubaker, Rogers, *Ethnicity Without Groups*, Cambridge : Harvard University Press, 2004.

¹⁰⁰ *Ibid*, p.8.

*undertake collective action, it is best to do so in a manner that highlights the contingent and variable relationship between mere categories and bounded, solidary groups*¹⁰¹.

L'analyse de l'impact des organisations sociales sur la mobilisation des travailleurs migrants requiert donc un questionnement des relations variables entre différentes catégorisations et la nécessaire distinction entre groupes fortement soudés ou groupes d'affinités faiblement soudés.

Les auteurs étudiant les travailleurs migrants chinois sont unanimes à l'effet que bien que les *mingong* constituent un nouveau groupe social¹⁰² avant tout résultant de politiques structurelles étatiques, ce groupe est loin d'être homogène et soudé par des liens de solidarité identitaires¹⁰³. Les actions et interactions des travailleurs migrants ne peuvent donc se comprendre qu'en les contextualisant.

Par ailleurs, de plusieurs expressions sont utilisées pour décrire ces individus qui proviennent pour la plupart des régions rurales en quête d'emploi dans les grandes villes du pays. Les termes *mingong*, *nonmingong*, « peasant workers », « floating population », « migrant flood », entre autres, servent à circonscrire ce groupe de travailleurs et l'enjeu, dans le cadre de diverses recherches.

L'émergence des *mingong* tient à de nombreux facteurs structurels, historiques et sociaux. Comme le rappellent Cai Fang et Kenneth D. Roberts, la migration interne rurale-urbaine pour le travail (*labor migration*) n'est pas un phénomène unique à la Chine des réformes, et comporte des caractéristiques semblables aux mouvements de population ailleurs¹⁰⁴. Aussi, ces mouvements de migration intérieurs présentent quelques caractéristiques semblables à la

¹⁰¹ *Ibid*, p.36.

¹⁰² Certains auteurs parlent de « classe sociale ». Voir Wang, Chunguang, « The Changing Situation of Migrant Labor », *Social Research*, Vol. 73, 2006.

¹⁰³ Voir entre autres : Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China. Peasant Migrants, the State, and the Logic of the Market*, Berkeley : University of California Press, 1999 ; Guang, Lei « Guerilla Workfare : Migrant Renovators, State Power, and Informal Work in Urban China », *Politics & Society*, 33, 2005, p.485 ; Ling Li, « Note, Towards a More Civil Society: Mingong and Expanding Social Space in Reform-Era China », *Columbia Human Rights Law Review*, vol.149, no.33, 2001, p.153; Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *loc.cit*.

¹⁰⁴ Cai, Fang, « Institutional Barriers in Two Processes of Rural Labor Migration in China », 工作论文系列九, Working Paper Series No. 9, avril 2001, p.1; Roberts, Kenneth D., « China's 'Tidal Wave' of Migrant Labor : What Can We Learn From Mexican Undocumented Migration to the United States ? », *International Migration Review*, vol.31, no.2, été 1997.

migration internationale¹⁰⁵. Cependant, des éléments avant tout structurels font de la Chine un cas particulier. La sinologue Dorothy Solinger, dans son ouvrage phare sur le sujet, argumente que bien que l'*agence* ait une part non négligeable dans l'explication des mouvements massifs de paysans des campagnes vers les villes, la migration interne chinoise résulte de facteurs institutionnels, comme le permis de résidence, le développement des marchés en zones urbaines et le régime urbain des services publics (*urban public goods regime*)¹⁰⁶. Nous pouvons donc affirmer que le gouvernement chinois, de par la préférence accordée au monde urbain dans ses politiques de gestion du développement politique puis économique a largement contribué à l'émergence de cette catégorie sociale, de ce groupe qui n'en est pas un.

Le « rêve chinois » est aussi par contre d'autant plus présent suite aux réformes qu'il pousse les paysans vers les villes où les possibilités d'enrichissement sont nombreuses quoique souvent difficiles¹⁰⁷. Faute d'alternatives viables, les paysans quittent la campagne en prenant les risques qui sont associés à la migration. Ces derniers ne sont pas dépourvus d'*agence* et le mouvement vers les villes ne peut être perçu que d'un point de vue stato-centré, le rôle des migrants dans l'élaboration de leurs trajectoires exerçant d'importantes pressions sur le gouvernement¹⁰⁸. Pour Ling Li, le mouvement migratoire vers les villes est un processus tout à fait rationnel entrepris par des acteurs rationnels¹⁰⁹.

D'importantes variations existent tant au niveau du profil démographique que des types d'emplois occupés et des conditions de vie. Si l'on peut affirmer, suivant les statistiques, que les travailleurs migrants sont majoritairement des hommes, qu'ils sont jeunes et peu éduqués, ces chiffres cachent une réalité infiniment plus complexe suivant avant tout des variables

¹⁰⁵ Li Chunling, « Migrations villes-campagnes et mobilité sociale », in Jean-Louis Rocca (dir. publ.), *La société chinoise vue par ses sociologues : Migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*, Paris : Les Presses de Science Po, 2008, p.48.

¹⁰⁶ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China. Peasant Migrants, the State, and the Logic of the Market*, *op.cit.*, 1999.

¹⁰⁷ Ling Li, « Note, Towards a More Civil Society: Mingong and Expanding Social Space in Reform-Era China », *loc.cit.*, p.162. Voir aussi Li Chunling, « Migrations villes-campagnes et mobilité sociale », *op.cit.*; Laurence Roulleau-Berger et Lu Shi, « Routes migratoires et circulations en Chine : entre mobilités intracontinentales et transnationalisme », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20, no.3, 2004.

¹⁰⁸ Mallee, Hein « Migration, *hukou*, and resistance in reform China », in Elizabeth Perry et Mark Selden (dir. publ.), *Chinese Society*, 2^{ème} édition, *Change, conflict and resistance*, New York : RoutledgeCurzon, 2003, p.136.

¹⁰⁹ Ling Li, « Note, Towards a More Civil Society: Mingong and Expanding Social Space in Reform-Era China », *loc.cit.*, pp.181-182.

géographiques, temporelles et de sexe : lieu d'origine, lieu de destination, moment de la migration¹¹⁰. Ces variations, et les emplois occupés, sont ainsi grandement liées aux *guanxi*, ces cercles de relations sociales régies par des règles strictes mais « non écrites » d'entraide et de réciprocité¹¹¹. Par exemple, les femmes dominent les secteurs manufacturiers dans la zone du Delta de la rivière des perles et les femmes de la province du Anhui ceux des aides domestiques; Tianjin et Wuhan sont des centres où l'on retrouve de nombreux *mingong* devenus entrepreneurs commerciaux; l'industrie du vêtement de Beijing est largement constituée de travailleurs des provinces du Jiangsu et du Zhejiang dès les premières vagues de migration¹¹².

2.1.2 Conditions de travail, conditions de vie, discriminations et revendications¹¹³

Le processus de migration interne chinois, directement et indirectement régulé par l'État communiste depuis les années 1950, est source d'un phénomène de « commodification » des paysans devenus travailleurs, suivant avant tout les aléas du marché¹¹⁴. La vie et l'image des migrants sont associées au marché et à sa représentation symbolique. Ainsi, cette image des migrants en tant que « commodité » reflète bien les variables existant entre leurs conditions de travail, de vie ainsi que les diverses formes de discrimination dont ils sont l'objet et les revendications qu'ils expriment. De manière générale, si les réformes institutionnelles poussent

¹¹⁰ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China*, *op.cit.*, p.54.

¹¹¹ Shen, Yuan, « L'hégémonie fondée sur les relations dans l'industrie du bâtiment », in Jean-Louis Rocca (dir. publ.), *op.cit.*, p.112; Laurence Roulleau-Berger et Lu Shi, « Les travailleurs migrants à Shanghai », *Perspectives chinoises*, n°87, 2005; Jiang, Wenran « Prosperity at the Expense of Equality. Migrant Workers are Falling Behind in Urban Chinese Rise », in Errol P. Mendes et Sakunthala Srighantan (dir. publ.), *op.cit.*, p.21.

¹¹² Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China*, *op.cit.*, pp.206-238.

¹¹³ Pour une présentation des conditions de vie et de travail des *mingong* d'après l'étude de lettres personnelles, voir Anita Chan, « The Culture of Survival : Lives of Migrant Workers through the Prism of Private Letters », in Perry Link, Richard Madsen and Paul Pickowicz (dir. publ.), *Popular China*, Boulder: Rowman & Littlefield, 2002, pp. 163-188. Voir aussi Florence, Eric « Migrant Workers in the Pearl River Delta. Discourse and Narratives about Work as Sites of Struggle », *Critical Asian Studies*, vol.29, no.1, 2007, pp.121-150.

¹¹⁴ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China*, *op.cit.*, p.57.

les paysans à quitter –temporairement¹¹⁵– leurs terres, la persistance d'institutions traditionnelles, particulièrement le *hukou*, leur impose un coût de relocalisation élevé¹¹⁶.

Les politiques gouvernementales envers les *mingong* apparaissent ancrées dans un processus certes contradictoire mais en évolution. Selon le document *Report on the Problems of Chinese Farm-turned Workers* publié par un groupe de recherche du Conseil d'État chinois¹¹⁷ trois phases historiques marquent les rapports entre les migrants et le gouvernement : (1) une phase de contrôle stricte des années 1950 à la fin des années 1970 (2) une phase transitionnelle de départ temporaire des campagnes à un départ à plus long terme dans les années 1980/mi-1990 et (3) phase d'ouverture politique à partir des années 1990, allant de la contrainte à la guidance. Cet échelon temporel masque, dans un premier temps, l'inadéquation entre le discours officiel juridique eu égard aux *mingong* et la réalité, ainsi que dans un deuxième temps les variations dans les relations entre cette population et les différentes autorités locales. Si le gouvernement central reconnaît bien les problèmes auxquels font face les *mingong* dès leur arrivée en ville¹¹⁸, celui-ci n'exerce que peu de contrôle effectif sur les conditions de travail des migrants, le sort de ces derniers reposant essentiellement entre les mains des autorités locales (régionales et/ou surtout municipales) et des entrepreneurs. Certaines municipalités sont plus accueillantes que d'autres, selon l'état de leur économie¹¹⁹ et souvent de leur géographie. Ces deux éléments sont par ailleurs liés. De plus, l'État ne s'occupe que très peu du secteur informel au sein duquel évolue une grande part de cette population¹²⁰. Cet espace informel non régulé par l'État devient préjudiciable pour les migrants autant qu'il peut toutefois les avantager. Tel que pour les lois du marché où la « commodité » par excellence est un apparent flot constant d'individus prêts à travailler à

¹¹⁵ On parle de migration de type « circulaire » pour le cas chinois, c'est-à-dire un mouvement vers les villes afin d'y gagner sa vie, suivi d'un retour en campagne. Il existe plusieurs raisons expliquant ce phénomène. Voir Roberts, Kenneth D., « China's 'Tidal Wave' of Migrant Labor : What Can We Learn From Mexican Undocumented Migration to the United States ? », *loc.cit.*, pp.13-17.

¹¹⁶ Cai, Fang, « Institutional Barriers in Two Processes of Rural Labor Migration in China », *loc. cit.*, p.12. Bien que les restrictions associées au *hukou* soient amoindries à partir des réformes, avec le *boom* économique, ce « passeport intérieur » continue d'être un outil de régulation des migrations, à la discrétion des autorités locales, qui l'utilisent pour exclure de nombreux *mingong* des avantages sociaux urbains. Voir Woo, Margaret Y.K., Christopher Day et Joel Hugenberger, « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *Loyola University Chicago International Law Review*, vol.4, no.2, 2005, pp.108-110.

¹¹⁷ Cité dans Jiang, Wenran « Prosperity at the Expense of Equality. Migrant Workers are Falling Behind in Urban Chinese Rise », *op.cit.*

¹¹⁸ Cui, Chuanyi et Cui Xiaoli « Changing the Policy Paradigm on Chinese Migrant Workers. Towards Balanced Urban and Rural Development, People-Oriented, Equal Treatment and Consultative Management », in Errol P. Mendes et Sakunthala Srighantan (dir. publ.), *op.cit.*, p.110.

¹¹⁹ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China*, *op.cit.*, p.77.

¹²⁰ Guang, Lei « Guerilla Workfare : Migrant Renovators, State Power, and Informal Work in Urban China », *loc.cit.*, pp. 490-493.

moindre coût, les conditions de travail, de vie et de discrimination/exploitation varient d'un endroit à l'autre, d'une occupation à l'autre¹²¹.

Le gouvernement chinois, de nombreux chercheurs et une majorité d'ONG oeuvrant à la défense des droits de la personne en Chine soulignent les conditions de travail difficiles et souvent dangereuses auxquelles sont confrontées les *mingong* au quotidien. Bas salaires, travail méprisé par la population urbaine, sans protection sociale, salaires et/ou heures supplémentaires impayées, tel apparaît être le lot vécu par les *mingong*. Le désengagement étatique dans l'application de la régulation¹²² de ces aspects du secteur du travail pour un détenteur du *hukou* rural (salaires, sécurité, etc) apparaît ne pas avoir été remplacé par l'idée d'une « responsabilité sociale des entreprises ». De plus, de nombreuses entreprises multinationales continuent d'exercer des pressions et résistance envers la promulgation de nouvelles lois concernant le droit du travail¹²³. Dans de nombreux domaines, il est aussi possible de parler d'« auto-exploitation »¹²⁴, une situation où le travailleur s'impose lui-même des conditions de travail excessives pour des raisons allant par exemple du besoin d'être compétitif dans un milieu où l'offre dépasse la demande, à la peur du retour à la campagne les mains vides. Les *guanxi* liés à la recherche d'emploi et à l'embauche exercent aussi une pression sur le degré de consentement à cette « auto-exploitation »¹²⁵.

Si l'État a voulu se désengager de la régulation des conditions de travail des *mingong*, il reste cependant très présent dans la supervision et le contrôle des conditions de vie de ces populations rurales venues en ville. Le système du *hukou*, malgré les réformes pour en assouplir les restrictions reste, d'une part, un frein majeur à l'intégration réelle des paysans au sein des villes : absence de couverture médicale, difficulté pour trouver un logement comparable aux standards des résidents urbains, restrictions quant à l'accès à l'éducation pour les enfants des migrants, démantèlement de leurs lieux de résidence, entre autres. D'autre part, cette

¹²¹ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China*, op.cit., p.77.

¹²² Bien qu'il existe de nombreuses lois et réglementations pour protéger les travailleurs, dont depuis 2003 l'inclusion formelle au sein de la loi du travail (*Labor Law*), celles-ci ne sont pas systématiquement renforcées par un système de contrôle et d'application efficace.

¹²³ Choukroune, Leïla et Antoine Garapon, « Les normes de l'harmonie chinoise », *Perspectives chinoises*, No.3, 2007.

¹²⁴ Guang, Lei, « Guerilla Workfare : Migrant Renovators, State Power, and Informal Work in Urban China », loc.cit., p.495.

¹²⁵ Mobrand, Erik, « Mobilization or Repression of Migrants in Urban China? Hometown networks, leadership, and lessons from international and historical comparisons », *The Journal of Comparative Asian Development*, Vol.6, no.2 (automne 2007); Roberts, Kenneth D., « China's 'Tidal Wave' of Migrant Labor : What Can We Learn From Mexican Undocumented Migration to the United States ? », loc.cit.

discrimination liée à la division de la population chinoise en deux catégories « citoyennes » marginalise les individus d'origine rurale en leur attribuant une image d'« intru », de personne de « mauvaise qualité ». L'image du *mingong*, sa catégorisation, véhiculée entre autres par les media, peut donc être liée à une technique narrative reflétant de nouveaux modes de gouvernance et de contrôle de la part du PCC¹²⁶. La discrimination vécue par les migrants est ainsi d'ordre institutionnel et économique, mais aussi sociale et culturel. L'instabilité et l'insécurité des conditions de vie de cette population flottante deviennent alors associées à l'instabilité et l'insécurité conséquentes du processus de réformes – fin de la sécurité d'emploi, baisse de la sécurité sociale, aléas du marché- et à la criminalité urbaine.

Marginalisés malgré le *boom* économique qu'a connu la Chine grâce en partie à leur présence, et malgré les nombreuses politiques pour les protéger, les travailleurs migrants restent une population vulnérable en Chine. Cette vulnérabilité n'est cependant pas représentative d'un phénomène de victimisation catégorisant les divers acteurs de la société chinoise en victimes ou bourreaux, ou en groupes de solidarités. Des études récentes montrent bien que les *mingong* savent généralement s'adapter à leur milieu de vie urbain et trouver leur compte au sein d'un relatif vide institutionnel laissé par l'État dans le secteur informel¹²⁷; « tout dépend de leurs capacités à faire reconnaître leurs compétences »¹²⁸. Imbriqués au sein d'un système socio-économique qui leur est *de facto* discriminatoire, les travailleurs migrants ne restent non plus silencieux devant la violation de leurs droits garantis par la législation. Depuis le milieu des années 1980 sont recensées des revendications ponctuelles de la part de *mingong*, parfois liées à des mouvements de protestations et adressées aux divers acteurs privés touchant à des conditions de travail spécifiques et souvent individuelles¹²⁹. Diverses tactiques sont utilisées par les migrants pour exprimer ces revendications – grèves, manifestations, recours juridiques- mais une constante marque leurs demandes : les travailleurs migrants ne s'expriment presque toujours qu'en termes ponctuels, individuels et particuliers ; des enjeux sociaux plus vastes, collectifs et généralisés font peu partie du discours, et le système politique n'est pas remis en question¹³⁰. Des litiges d'intérêt public ont récemment impliqué le cas de travailleurs migrants, mais ce type de revendications

¹²⁶ Florence, Eric, « Migrant Workers in the Pearl River Delta. Discourse and Narratives about Work as Sites of Struggle », *loc.cit.*, pp.121-125.

¹²⁷ Voir entre autres Guang, Lei, « Guerilla Workfare : Migrant Renovators, State Power, and Informal Work in Urban China », *loc.cit.*

¹²⁸ Roulleau-Berger, Laurence et Lu Shi, « Les travailleurs migrants à Shanghai », *loc.cit.*

¹²⁹ Howell, Jude « An Unholy Trinity ? Civil Society, Economic Liberalization and Democratization in post-Mao China », *loc.cit.*, p.75.

¹³⁰ Kwan Lee, Ching, *Against the Law : Labour Protests in China's Rustbelt and Sunbelt*, Berkeley : University of California Press, 2007.

reste pour l'instant plus que marginal. De plus, les *mingong* ne font ni partie d'un groupe homogène de « travailleurs » chinois, ni ne constituent un groupe soudé aux intérêts communs en soi. En effet, si le travailleur migrant ne ressent pas de solidarité avec le travailleur urbain¹³¹, son identité n'est pas systématiquement définie par ses liens de relations liés à son village d'origine ou au statut de migrant. Guang Lei décrit ce phénomène comme celui d'un « double-réseau », où le travailleur évolue au sein de plusieurs réseaux relationnels pouvant représenter des intérêts différents et parfois même divergents. Les relations au sein des réseaux *mingong* ne peuvent ainsi être primordialisées au détriment d'y déceler d'importantes formes de solidarité, certes, mais aussi de compétitivité et de clientélisme.

2.1.3 Une force sociale grandissante – le potentiel d'action collective (d'instabilité sociale) et la réponse du gouvernement central

Bien que les *mingong* soient souvent perçus en tant que « problème social », les autorités chinoises reconnaissent leur apport continu et essentiel au développement économique de la Chine. Leur présence est indispensable dans certains secteurs de travail, notamment la construction et le secteur manufacturier, où respectivement 80 % et 68% des travailleurs proviennent des zones rurales¹³². L'adéquation *mingong* et développement, non fortuite, montre l'importance sociale de ces travailleurs. Représentent-ils pour autant une force sociale ?

Pour Dorothy Solinger, les *mingong* représentent un des cinq groupes sociaux qui influenceront la politique chinoise au cours des prochaines années¹³³. Dans le contexte d'une montée générale des incidents protestataires sur le territoire chinois depuis le début des années 2000 et d'une préoccupation gouvernementale grandissante pour l'harmonie sociale, de

¹³¹ Travailleurs urbains mis à pied ou autres employés de l'État. Voir Guang, Lei « Guerilla Workfare : Migrant Renovators, State Power, and Informal Work in Urban China », *loc.cit.*, p.498.

¹³² Statistiques de la cinquième recension nationale de 2000, citées dans Cui, Chuanyi et Cui Xiaoli « Changing the Policy Paradigm on Chinese Migrant Workers. Towards Balanced Urban and Rural Development, People-Oriented, Equal Treatment and Consultative Management », *op.cit.*, p.110.

¹³³ Solinger, Dorothy « The Political Implications of China's Social Future : Complacency, Scorn and the Forlorn », in Cheng Li (dir. publ.) *China's Changing Political Landscape*, Washington : Brookings Institution Press, 2008, pp.253 ; 255-257.

nombreux chercheurs avancent que les travailleurs migrants sont aujourd'hui dans la mire du gouvernement chinois en tant que « menace » potentielle à la stabilité¹³⁴ et même à l'autorité du parti¹³⁵. La mesure de cette menace est source de débats, puisque cette population ne priorise aucunement la mobilisation politique face aux revendications ponctuelles du quotidien, adressées aux employeurs et autres acteurs privés. Tel que le rappelle Ching Kwan Lee, il faut éviter tout entendement dichotomique « stabilité/instabilité » ou « consentement/protestation » dans l'étude des relations entre les travailleurs migrants chinois et les autorités, une réalité qui est beaucoup plus nuancée¹³⁶. Avant tout gérées au niveau local - avec les variables, les avantages et inconvénients qui y sont associés- ces « menaces » liées à l'existence des migrants ne peuvent donc être généralisées. Reste que depuis le tournant du siècle, la question des *mingong* est entrée dans le discours politique officiel de Zhongnanhai pour faire partie des priorités du gouvernement central.

Le XVI^{ème} Congrès du Parti en novembre 2002 marque ce changement d'attitude des autorités centrales envers les migrants, allant d'une politique à tendance restrictive –aux niveaux juridique, économique, administratif et institutionnel- à une politique considérée comme de protection et de reconnaissance. L'importance nouvelle accordée aux questions touchant les travailleurs migrants atteint son apogée en février 2005, lors d'un discours du Premier ministre Wen Jiabao présentant la situation des *mingong* en tant que problème social de première instance. Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer ce changement. D'une part, des facteurs tels l'augmentation du nombre de travailleurs migrants, la reconnaissance de leur apport économique, le changement des perceptions au sein de l'opinion publique ainsi que l'adoption officielle d'une conception scientifique du développement durable mettant l'être humain au centre du processus sont mis de l'avant¹³⁷. Une orientation plus sociale imprègne donc le nouveau discours du gouvernementnel Hu-Wen, souhaitant rétablir un certain équilibre socio-économique entre les régions urbaines et rurales. La Chine compte aujourd'hui parmi les sociétés les plus inégalitaires

¹³⁴ Mendes, Errol P. et Sakunthala Srighantan (dir. publ.), *op.cit.*, p. 2 ; Saich, Tony, *Governance and Politics of China*, *op.cit.*, p.288; Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.198.

¹³⁵ Lu, Yiyi « NGOs in China. Development dynamics and challenges », *op.cit.*, p. 91 ; Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, p.171.

¹³⁶ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *op.cit.*, p.229.

¹³⁷ Cui, Chuanyi et Cui Xiaoli, « Changing the Policy Paradigm on Chinese Migrant Workers. Towards Balanced Urban and Rural Development, People-Oriented, Equal Treatment and Consultative Management », *op.cit.*, pp. 109-110. À noter que le 1^{er} décembre 2006, la Chine ratifie la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la discrimination en lieu de travail.

du monde. D'autre part, le changement d'attitude s'explique aussi par le besoin d'enrayer les taux grandissants de criminalité et violence associés aux *mingong*¹³⁸ ; préserver l'ordre social. Des nombreuses politiques promulguées depuis 2002, celles visant la protection et la promotion des droits des travailleurs migrants abondent. La référence aux droits devient la pierre angulaire des interventions gouvernementales face à cette population qu'on perçoit comme « arriérée ».

La rhétorique juridique du discours politique sur les travailleurs migrants n'est pas innovatrice et s'encadre dans le contexte des réformes juridiques et des campagnes plus vastes d'éducation au droit¹³⁹. De nombreux auteurs font le lien entre le développement de ces campagnes d'éducation et le désir gouvernemental de calmer les tensions sociales par l'utilisation de canaux juridiques¹⁴⁰. Ces campagnes vont aussi de pair avec le développement de projets d'aide juridique qui s'adresse aux plus démunis de la société chinoise¹⁴¹, visant l'amélioration de l'accès à la justice au-delà des programmes de conscientisation initiaux. Le gouvernement central cherche ainsi officiellement dans un premier temps, de par de nouvelles lois nationales, politiques et autres plans et décrets, par exemple, (1) à améliorer le sort des *mingong* en octroyant un accès à l'éducation pour leurs enfants, (2) à rembourser les salaires impayés pour les travailleurs de la construction, (3) à assouplir les restrictions du *hukou* pour l'obtention de permis de résidence, (4) à diminuer les délais administratifs et autres restrictions dites « non raisonnables » au niveau local, (5) à renforcer les mécanismes de protection des droits des travailleurs migrants, (6) à leur donner accès aux services sociaux et assurances, (7) à les reconnaître en tant que partie intégrante du corps des travailleurs et les intégrer au sein des syndicats nationaux, etc. Plusieurs dizaines de politiques, lois et règlements ont été mis de l'avant¹⁴². De plus, dans un deuxième temps, en plus de vouloir protéger les droits des travailleurs migrants, elles visent à « préserver » une harmonie sociale en essayant d'amener toute expression de revendications sur le terrain juridique et donc

¹³⁸ Froissart, Chloé, « Escaping from Under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.199.

¹³⁹ Piquet, Hélène, *La Chine au carrefour des traditions juridiques*, Bruylant : Bruxelles, 2005, p. 64 ; Zheng, Yongnian, « Du gouvernement par la loi à l'État de droit ? L'évolution de l'environnement juridique en Chine », *Perspectives chinoises*, no.54, 1999, p.31.

¹⁴⁰ Voir entre autres Cai, Yongshun, « Civil Resistance and Rule of Law in China. The Defense of Homeowners' Rights », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *op.cit.*, p.176 ; Peerenboom, Randall, *China's Long March Toward Rule of Law*, *op.cit.*, p.319 ; Pei, Minxin, « Rights and Resistance. The Changing Context of the Dissident Movement », in Elizabeth Perry et Mark Selden (dir. publ.), *op.cit.*

¹⁴¹ Gallagher, Mary E. « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *op.cit.*

¹⁴² Parmi eux, notons le Labor Law, qui couvre les *mingong* depuis 2003, le Labor Contract Law, le Employment Promotion Law et le Mediation and Arbitration of Labor Disputes depuis 2008, les règlements Payment of Litigation Cost de 2007 et Providing Legal Aid Services for Migrant Workers in the Construction Trade de 2006, et aussi la politique Solving the Problems of Rural Migrant Workers du Conseil d'État.

dans les enceintes de contestation délimitées par un discours officiel axé sur la défense des droits. Cependant, cette rhétorique juridique dans laquelle le gouvernement chinois cadre son discours sur les *mingong* peine à cacher les nombreuses limites quant à l'implantation de ses politiques.

Il est possible de s'interroger sur les intentions réelles du gouvernement central dans sa multiplication quasi-boulimique de décrets favorisant le sort des travailleurs migrants. De fait, Dorothy Solinger exprime son scepticisme face à un discours juridique qui s'accompagne plus souvent qu'autrement de formes de brutalité répressive et d'impasses ¹⁴³; Jiang Wenran souligne le fait qu'aucune des nouvelles lois ou politiques ne semble avoir qualitativement amélioré la position des migrants au sein de la société chinoise ¹⁴⁴; Mary Gallagher remet en cause la capacité de fonctionnement réelle de l'aide juridique si, malgré les discours officiels, les moyens ne suivent pas (argent, formation, disponibilités, accès) ¹⁴⁵. Pour Cui et Cui du Conseil d'État, les limites restent plutôt techniques, des difficultés dans l'implantation des nouvelles politiques au niveau local ¹⁴⁶. Ces études montrent une réalité chinoise décentralisée, une réalité où la gestion locale des affaires touchant aux *mingong* prend qualitativement plus d'importance et revêt un impact plus important que l'annonce de politiques depuis Beijing. Les politiques centrales sont ainsi perçues comme servant avant tout de rhétorique dans les relations entre travailleurs et autorités locales, ces dernières étant prises en étau entre la population qui demande de plus en plus la protection de ses droits et Zhongnanhai, pour qui la stabilité sociale devient un critère d'évaluation d'une saine gestion territoriale ¹⁴⁷. Différentes administrations, différents bureaux et différentes agences entretiennent des relations avec les migrants sans toutefois exercer de coordination horizontale systématique. Les réponses locales au cadre officiel de la migration interne élaboré à travers les nombreuses politiques et lois émises restent donc variées et aléatoires.

¹⁴³ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China*, *op.cit.*, pp.85-86.

¹⁴⁴ Jiang, Wenran, « Prosperity at the Expense of Equality. Migrant Workers are Falling Behind in Urban Chinese Rise », *op.cit.*

¹⁴⁵ Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*

¹⁴⁶ Cui, Chuanyi et Cui Xiaoli, « Changing the Policy Paradigm on Chinese Migrant Workers. Towards Balanced Urban and Rural Development, People-Oriented, Equal Treatment and Consultative Management », *op.cit.*, pp. 118-122.

¹⁴⁷ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *op.cit.*, p.244. Il ne faut pas minimiser l'impact du système d'évaluation des cadres locaux (en fonction du maintien de la stabilité sociale) sur leur attitude –répressive ou de coopération– face aux demandes des *mingong*.

Si l'approche gouvernementale à la situation des travailleurs migrants apparaît complexe et stratifiée, il en va de même de la gestion du développement des organisations sociales sur le territoire, depuis les années 1980. Confronté à de nouveaux espaces sociaux apparus au moment de l'ouverture économique sous Deng Xiaoping, le gouvernement chinois mise sur des politiques aux apparences contradictoires stimulant tout en limitant les organisations sociales qui s'approprient ces espaces.

2.2 Les organisations sociales en Chine

2.2.1 - Historique et les nouveaux espaces sociaux

Si le développement des ONG en République populaire de Chine est grandement lié au processus des réformes économiques et sociales depuis la fin des années 1970, il est toutefois possible de retracer l'existence d'organisations de type sociale et l'idée d'association civile à la Chine impériale. Pour Ma Qiusa, il est essentiel de se pencher sur la place et l'évolution des organisations sociales depuis les Qing afin de mieux comprendre le rôle des organisations sociales d'aujourd'hui¹⁴⁸. La liberté d'association n'est pas complètement inconnue dans l'histoire de la vie sociale, politique et économique chinoise¹⁴⁹. Elle est incluse au sein de la Constitution Qing de 1908. Bien que cette vie associative ne soit pas liée à l'idée d'une représentation des intérêts, et bien qu'elle soit balisée par des normes sociales inspirées d'une vision des relations État-société hiérarchiques et bureaucratiques, elle jouit d'un espace de développement plus important que celle sous le Parti communiste chinois (PCC), selon Jean-Philippe Béjà¹⁵⁰. Mais si, comme l'affirme Béjà dans son ouvrage *À la recherche d'une ombre chinoise*, les notables sous les Qing jouissaient, par exemple, de la possibilité de créer des associations caritatives relativement autonomes du pouvoir central¹⁵¹, la question de l'autonomie

¹⁴⁸ Ma, Qiusa, « Defining Chinese Nongovernmental Organizations », *loc.cit.*, p.119.

¹⁴⁹ Wu, Yuzhang, « Government Administration of Social Organisations –Its Model and Effects », in Li Yuwen (dir. publ.), *op.cit.*, p.71; Brook, Timothy, « Auto-organization in Chinese Society », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *op.cit.*, p.22; Liu, Peifeng, « Approval and Non-interference in the Management of Social Organisations: An Examination of Theory and Practice », in Li Yuwen (dir. publ.), *op.cit.*, p.153.

¹⁵⁰ Béjà, Jean-Philippe, *À la recherche d'une ombre chinoise*, Paris : édition du Seuil, 2004.

¹⁵¹ *Idem*.

associative et de la présence de pratiques aux allures de société civile dans la Chine traditionnelle est source de débats. Peut-on parler de l'existence d'une « société civile » en Chine pré-communiste? Ce cadre théorique, maintes fois retenu dans la littérature pour comprendre le degré d'autonomie des organisations civiles face au pouvoir, demeure source d'ambiguïtés car trop dépendant de la définition de la sphère civile prise par l'auteur. Il en résulte des apports à la littérature contradictoires en apparence, mais qui fondamentalement s'accordent sur un argument central : la portée de l'existence d'associations en Chine dynastique ou républicaine ne correspond pas à la prévalence de telles associations en Europe du XIXe siècle. Bien que la notion de « public » (*gong*) ait pris tout son sens à la fin de la dynastie Qing - avec la multiplication d'associations de marchands, de paysans et d'intellectuels- ces regroupements ne se posent d'aucune façon en tant que pouvoir d'opposition, ni même en tant que pouvoir intermédiaire, face au gouvernement¹⁵². Pour Joseph Fewsmith, le pouvoir des associations est subsidiaire à celui de l'État, et est accepté comme tel, influencé par la pensée confucéenne¹⁵³.

Cependant, il est intéressant de souligner la position non-uniforme du gouvernement à l'égard des associations, dès les Qing. Alors que les chambres de commerce bénéficient de l'appui d'instances étatiques, la réponse face aux nouvelles associations d'intellectuels est moins nuancée et plus dure, plus restrictive. L'influence politique —réelle ou perçue— des associations intellectuelles mène ainsi l'État chinois à se méfier de ce type d'associations ; une réaction étatique de « deux poids deux mesures » donc, dans l'histoire chinoise, face aux organisations civiles, selon les objectifs visés et des idées véhiculées.

On peut penser que l'arrivée au pouvoir du PCC marque la fin d'une vie publique en dehors du giron étatique communiste. Cependant, il existe dans les années 1950 et 1960 trois types d'organisations dites « non gouvernementales » (1) quelques organisations académiques et professionnelles —l'élite— de l'époque pré-communiste (2) des associations dites d'amitié, travaillant à un rapprochement diplomatique informel entre la « nouvelle » Chine et la communauté internationale (3) les organisations du Peuple et les organisations de masse¹⁵⁴. Le PCC exerce bien évidemment un contrôle sur ces groupes en les utilisant à différentes fins

¹⁵² Voir Ma, Qiusha, « Defining Chinese Nongovernmental Organizations », *loc. cit.*, p.115; Fewsmith, Joseph, « From guild to interest group: the transformation of public and private in late Qing China », *Comparative Studies in Society and History*, vol.25, no.4 octobre 1983, p.617; Des Forges, Roger V., « States, Societies and Civil Societies in Chinese History », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *op. cit.*

¹⁵³ Fewsmith, Joseph « From guild to interest group: the transformation of public and private in late Qing China », *loc. cit.*, p.617.

¹⁵⁴ Ma, Qiusha, « Defining Chinese Nongovernmental Organizations », *loc. cit.*, pp.119-120.

politiques et de gestion sociale¹⁵⁵. Leur marge de manœuvre est ainsi très limitée et leurs pratiques dépendent d'un soutien gouvernemental. Selon Ma Qiusha, ce sont des « governmental NGOs »¹⁵⁶. La période de la Révolution culturelle marque un temps d'arrêt complet de la vie associative, vie qui reprend à partir des réformes à la fin des années 1970.

L'analyse et la présentation du développement des organisations sociales en Chine depuis les réformes se heurtent à plusieurs obstacles, dont l'accès à l'information et aux statistiques. Si de nombreuses données sont disponibles dans les registres officiels, d'autres ne sont pas considérées comme devant être accessibles au public ou ne sont tout simplement pas recensées, comme c'est le cas de la plupart des OS dites « *grassroots* ». Il devient alors difficile d'avoir un portrait complet ou juste de la situation. Cependant, il est possible de délimiter les grandes tendances de l'apparition et du développement des OS en Chine depuis les réformes.

Se fiant aux statistiques du *Civil Affairs Statistical Yearbooks* et l'*Encyclopedia of Chinese Social Organizations* – qui ne comptabilisent que les données des ONG officiellement enregistrées- Qiusha Ma souligne deux tendances : (1) les ONG chinoises ont connu une progression « impressionnante » depuis le début des réformes, atteignant leur apogée en 1996 avec 200 000 enregistrements officiels¹⁵⁷. Les restrictions imposées par le PCC à la fin des années 1990 ont grandement ralenti le rythme du développement des OS, mais la progression demeure constante. Ma conclut de cette analyse à un « substantial change in China's power structure and state-society relationship »¹⁵⁸. (2) Le développement des ONG chinoises se fait de manière déséquilibrée au niveau géographique (les régions côtières économiquement plus avancées connaissant un nombre plus élevé d'ONG que les régions intérieures) et au niveau démographique (le ratio d'une ONG/habitant étant plus fort dans les territoires moins densément peuplés). Pour Ma, il est essentiel d'intégrer des statistiques sur les ONG populaires « *grassroots* » afin de ne pas fausser les analyses de la situation de la vie associative en Chine depuis les réformes. En effet, la majorité des OS chinoises n'est pas officiellement enregistrée auprès du Ministère des Affaires Civiles (de 50% à 80% des OS, selon les sources).

¹⁵⁵ Brook, Timothy, « Auto-organization in Chinese Society », *op.cit.*, pp.36-37.

¹⁵⁶ Ma, Qiusha « Defining Chinese Nongovernmental Organizations », *loc.cit.*, p.120.

¹⁵⁷ À noter que certains chercheurs estiment le nombre total d'ONG en Chine entre 1, 5 et 2 millions. Voir Büsgen, Michael, « NGOs and the Search for Chinese Civil Society Environmental Non-Governmental Organizations in the Nujiang Campaign », La Haye : Institute of Social Studies, Working Paper Series no.422 (février 2006), p.1.

¹⁵⁸ Ma, Qiusha, *Nongovernmental Organizations in contemporary China*, *op.cit.*, p.87

Plusieurs motifs expliquent la décision du gouvernement de permettre le développement des OS au moment des réformes. Nous pouvons mettre de l'avant trois raisons principales. Premièrement, l'État central a voulu opérer un transfert de fonctions qui autrefois lui revenaient, dans les domaines social et économique. On assiste ainsi à une certaine « privatisation » des services publics par l'entremise d'organisations intermédiaires, dans le but de diminuer l'appareil étatique devenu trop lourd et ainsi partager les responsabilités sociales entre différents acteurs¹⁵⁹. La gestion de nombreux services sociaux et autres fonctions collectives est alors reprise par nombre d'organisations sociales. Deuxièmement, la réforme de la sphère associative représente à certains égards un moyen pour le gouvernement central d'imposer des contraintes aux autorités locales, et de mieux contrôler ce niveau d'administration local¹⁶⁰. Elle permet d'établir de nouvelles courroies de transmission pour l'expression de demandes populaires, et sert de stabilisateur social face au pouvoir central. Elle « localise » les enjeux. Dans un troisième temps, le développement des OS est aussi perçu par certains chercheurs comme une tentative consciente et délibérée de Zhongnanhai, influencé par une partie de l'élite politique plus « libérale », de permettre à la population de jouir de plus de droits¹⁶¹.

Les réformes symbolisent le retrait du PCC des sphères économique et sociale, amorçant une séparation entre le Parti et le gouvernement, et créant ainsi un espace social rapidement approprié par nombre d'organisations¹⁶². Le contrôle étatique exercé sur la société s'amointrit à quelques égards. Suivant les différentes hypothèses établies quant à l'espace social nouveau créé au moment des réformes, l'apparition ou le renforcement d'organisations sociales depuis les années 1980 semble ainsi découler de processus à la fois « *top-down* » (transfert de fonctions, diminution des lourdeurs administratives, décentralisation de pouvoirs) et « *bottom-up* » (appropriation de l'espace social, pression populaire, apparition de nouveaux besoins sociaux, appui et financement international).

¹⁵⁹ *Ibid*, pp.47-49 ; Lu, Yiyi, « NGOs in China. Development dynamics and challenges », *op.cit.* ; Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.1 ; Li, Yuwen, « A Critical Examination of the Legal Environment for Social Organisations in China », *op.cit.*, p.18.

¹⁶⁰ Read, Benjamin L., « Inadvertent Political Reform via Private Associations : Assessing Homeowners' Groups in New Neighborhoods », *op.cit.*

¹⁶¹ *Ibid*, p.366 - note 2 ; He, Baogang, *The Democratic Implications of Civil Society in China*, New York : St-Martin's Press, 1997, p.22.

¹⁶² Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, p.285 ; Lu, Yiyi, « NGOs in China. Development dynamics and challenges », *op.cit.* ; He, Baogang, *op.cit.*, p.20.

Notons que les politiques étatiques à l'égard de ce nouvel espace social reflètent la position du PCC qui d'une part promeut le développement d'organisations sociales –légalement, socialement et économiquement- tout en imposant d'importantes restrictions, d'autre part. Le gouvernement chinois se dote ainsi d'une politique aux apparences contradictoires qui provoque un développement déséquilibré des OS. La diversité caractérisant l'existence des OS chinoises n'en est que plus accentuée, de même que les prises de positions différenciées du gouvernement envers la multitude d'organisations sur le territoire. Reste que l'État décide graduellement, à partir des réformes, de reconnaître et réguler les OS avec des moyens légaux¹⁶³.

2.2.2- Le cadre d'existence juridique des OS, leurs rôles et limites

Si le droit d'association est un droit fondamental défendu par l'article 22 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, ce principe n'est réellement reconnu qu'en vertu de lois et réglementations nationales, et leur application. L'article 35 inscrit la liberté d'association, d'assemblée, d'expression au sein de la Constitution chinoise, mais de nombreux règlements limitent l'application pratique de ces droits¹⁶⁴. C'est en 1998 avec les *Regulation on Registration and Administration of Social Organizations*¹⁶⁵ que le gouvernement chinois encadre juridiquement la conceptualisation et le contrôle des OS. Sachant que plus de 50% des OS existent et travaillent à l'extérieur du cadre juridique, dans quelle mesure les lois et réglementations affectent-elles le développement des OS ? Pour Wu Yuzhang, « the legislative process lags behind social development »¹⁶⁶.

Quatre éléments principaux encadrent la réglementation de 1998 sur les organisations sociales¹⁶⁷ : (1) un système-dual d'administration exigeant enregistrement et parrainage, (2) des clauses imposant des restrictions pour l'enregistrement des OS, (3) un pouvoir discrétionnaire aux départements gérant l'enregistrement des OS, (4) un système annuel de révision et d'inspection.

¹⁶³ Nous utilisons ici le mot « graduellement » car le cadre législatif entourant les OS est évolutif. Par exemple, une définition juridique de ce qu'est une OS n'apparaît qu'en 1998.

¹⁶⁴ Li, Yuwen « A Critical Examination of the Legal Environment for Social Organisations in China », *op.cit.*, p.48.

¹⁶⁵ *Regulation on Registration and Administration of Social Organizations*, promulguée le 25 septembre 1998, disponible en anglais sur www.lawchina.info.com.

¹⁶⁶ Wu, Yuzhang, « Government Administration of Social Organisations –Its Model and Effects», *op.cit.*, p.89.

¹⁶⁷ Li, Yuwen « A Critical Examination of the Legal Environment for Social Organisations in China », *op.cit.*, p.48.

Avec les éléments du *Provisionnal Regulations for the Registration and Management of Popular Non-Enterprise Work Units*¹⁶⁸ –deuxième texte législatif régulant les OS- ces quatre points sont à la base du système de contrôle des OS. Soulignons que la légalité d'une OS est presque strictement liée au processus d'enregistrement tel qu'élaboré selon de nombreux critères. L'enregistrement officiel d'une OS est un processus complexe et strict, restreignant l'accès à la reconnaissance juridique à une majorité d'associations désirant s'établir –tout en imposant un système de gestion très lourd aux institutions de supervision et aux autorités locales. En 2000, le Ministère des affaires civiles réitère cette approche et sa volonté de contrôle avec les *Temporary Measure to Eliminate Illegal Social Organisations*. Toute organisation non-enregistrée doit mettre la clé sous la porte, et ne peut légalement continuer ses activités. Les quatre éléments formant le paysage juridique des OS chinoises restent ainsi contraignants.

- Le **système dual d'administration** exige que chaque organisation s'enregistre auprès d'une branche du Ministère des Affaires civiles et soit parrainée par une unité professionnelle reconnue. Ce système élimine d'emblée toute organisation ne pouvant trouver une unité institutionnelle de parrainage –ce qui s'avère souvent conflictuel pour les organisations représentant des intérêts plus « sensibles »- et il impose aux unités administratives une responsabilité politique envers les OS parrainées. Ceci pousse à l'exercice d'un contrôle serré des activités des OS.
- Les OS doivent **répondre à six critères** pour s'enregistrer, six critères aussi restrictifs que peu représentatifs de la réalité chinoise, concernant le nombre de membres nécessaires, la structure organisationnelle, la viabilité financières, entre autres. Ceux-ci limitent l'accès à l'enregistrement de manière quasi-systématique pour les petites organisations populaires.
- La législation donne aussi un **important pouvoir discrétionnaire aux unités qui gèrent l'enregistrement des OS**. Les termes des règlements établis étant souvent généraux et les clauses peu détaillées, les départements d'enregistrement acceptent/refusent une organisation selon leur appréciation de la situation ou

¹⁶⁸ *Provisionnal Regulations for the Registration and Management of Popular Non-Enterprise Work Units*, promulgué le 25 octobre 1998. Disponible en anglais sur le site China Development Brief, au <http://www.chinadevelopmentbrief.com/node/300>.

encore selon leurs intérêts¹⁶⁹. Le système d'enregistrement des OS souffre ainsi d'une part d'arbitraire.

- Finalement, le quatrième élément principal tel que présenté par Li Yuwen, le **système de révision et d'inspection annuel**, rend les OS annuellement redevables auprès des départements d'enregistrement pour une série de conditions et exigences allant du respect de leur charte et activités au bon fonctionnement de la structure interne.

Cette série de critères juridiques et pré-conditions à l'enregistrement et à l'existence même d'une organisation sociale est ainsi perçue comme un obstacle de taille au développement « sain » des OS chinoises et d'un espace social autonome. Cependant, pour la plupart des chercheurs, il faut aller au-delà d'une étude des textes juridiques sur la vie associative chinoise pour véritablement comprendre la réalité sur le terrain : la loi est alors perçue comme un discours de contrôle et un outil de contrôle gouvernemental dont l'application, en pratique, demeure inégale et contradictoire¹⁷⁰.

D'un côté, le coût de l'application de la réglementation sur les OS pour les unités de gestion et les autorités locales est souvent trop élevé, à la fois financièrement et administrativement. Cela résulte en un faible taux de supervision réelle des activités d'OS et en une latitude quant aux exigences d'enregistrement pour légitimer la fonction de nombreuses OS au niveau local. Liu Peifeng parle d'une attitude systémique de *laissez-faire*. Certaines OS jouissent même du soutien et de la protection de cadres hauts-placés sans pour autant être formellement enregistrées¹⁷¹. Le maintien d'un contrôle total des OS représente ainsi un « défi de taille » pour le gouvernement central¹⁷² puisque les règlements sont continuellement bafoués « à la discrétion » des instances inférieures.

D'un autre côté, des organisations trouvent par ailleurs leur compte dans le système de parrainage qui plutôt que d'exercer un contrôle sur les activités des OS, permet le développement

¹⁶⁹ Ru, Jiang et Leonard Ortolano, « Corporatist control of environmental non-governmental organizations. A State perspective », in Peter Ho et Richard Louis Edmonds (dir. publ.), *China's Embedded Activism. Opportunities and constraints of a social movement*, New York : Routledge, 2008, p.44.

¹⁷⁰ Xie, Haiding, « The Dilemma of Legitimacy Facing China's Civil Society Organizations », in Li Yuwen (dir. publ.), *op.cit.*, p.138.

¹⁷¹ Huang An, « Workers' "Self-Help" Efforts Under Globalisation », *South Wind Window*, novembre 2007, p.3. Disponible sur le site du China Labor News Translations au <http://www.clntranslations.org>; page visitée le 25 janvier 2009.

¹⁷² Lu, Yiyi, « The Autonomy of Chinese NGOs: A New Perspective », *China: an International Journal*, vol.5, no.2 (septembre 2007), p.187.

de ces dernières grâce à des appuis solides. Pour Lu Yiyi, la relation entre les OS et les organes gouvernementaux « parapluie » les chapeautant est une relation plus symbiotique qu'unilatérale¹⁷³. Il existe alors une forme de confiance entre les organismes, la gestion des OS se faisant plutôt suivant des politiques internes que suivant les réglementations officielles¹⁷⁴.

Ainsi, bien que certaines organisations trouvent leur compte au sein du système actuel – ou le contournent – et ne souffrent pas tant d'un manque d'autonomie pratique, tel que pourrait le laisser croire la législation nationale sur les OS, le cadre législatif actuel sur les OS crée de nombreuses barrières institutionnelles et structurelles au développement d'un espace associatif reconnu, surtout pour les groupes d'intérêts qui sont politiquement « sensibles ». Au-delà de la définition et catégorisation juridique en tant qu'organisation sociale, il est essentiel de comprendre et circonscrire le(s) rôle(s) joué(s) par ces organisations.

De façon générale, le rôle d'une OS dépend (1) de sa relation avec l'État-parti et (2) des idées et référents de l'OS face aux intérêts représentés. Les OS remplacent au départ les fonctions gouvernementales de prestations sociales, pour ensuite adopter de nouveaux rôles dans les années 1990¹⁷⁵. Ces nouveaux rôles incluent la promotion de la participation citoyenne, l'aide juridique, la médiation, la recherche et l'accès à la documentation, la représentation commerciale, la défense publique et le positionnement médiatique d'enjeux divers (environnement, évictions forcées, pertes d'emplois, etc), l'offre d'un espace de loisir (clubs sociaux variés, clubs sportifs, etc), l'éducation populaire, entre autres. Les OS chinoises touchent de nombreux pans de la société et captent les intérêts de différents groupes, partout au pays. Elles répondent à des besoins de plus en plus divers et complexes, suivant le développement que connaît la Chine. De part la variété des rôles des OS, il est difficile d'avancer des conclusions générales pour l'ensemble des organisations. Si certaines associations ont une position d'« intermédiaire » entre la société et les instances étatiques et visent la stabilité sociale, d'autres visent à hausser les revendications (*advocacy*) à titre de représentants d'intérêts laissés pour compte. Il arrive aussi souvent que les

¹⁷³ *Ibid*, p.182.

¹⁷⁴ Wu, Yuzhang, «Government Administration of Social Organisations –Its Model and Effects», *op.cit.*, p.87

¹⁷⁵ Ma, Qiusa, « Defining Chinese Nongovernmental Organizations », *loc.cit.*, pp.125-126 ; Cook, Sarah, « From Rice Bowl to Safety Net : Insecurity and Social Protection during China's Transition », *Development Policy Review*, vol.20, no.5, 2002, p.628.

rôles d'une même organisation semblent en contradiction, par exemple chez les groupes d'aide juridique pour les populations vulnérables, qui doivent d'une part protéger les droits de ces populations, réduire les contradictions sociales, tout en assurant une stabilité sociale au nom de l'État¹⁷⁶. L'importance accordée à chaque rôle par une organisation dépend d'une variété de facteurs, et aura une incidence certaine sur l'impact de l'OS sur son milieu. Ces facteurs incluent le type d'enregistrement, la relation avec l'organisme « parapluie » ou avec les autorités locales, les cadres de références de l'organisation, la disponibilité des ressources, la compétition avec d'autres groupes, la motivation du dirigeant, entre autres. Ces facteurs constituent à la fois des déterminants et des limites au rôle des OS et leur efficacité.

Lu Yiyi identifie trois séries de limites liées au rôle des OS et à l'impact de leur travail. Outre (1) le cadre juridique et les limites politiques et institutionnelles y étant rattachées, les OS souffrent (2) de limites internes à l'organisation (qualité et motivations du *leadership*, attirer et garder le talent, loyauté, stabilité, etc) et (3) de limites liées à la culture politique générale (individualisme, *guanxi*, compétitivité, préjugés, « sensibilité » politique de certains enjeux, etc)¹⁷⁷. Malgré ces limites et la non-reconnaissance officielle de la majorité des OS chinoises, le rôle de ces organisations est de plus en plus officieusement reconnu. De nombreuses unités gouvernementales utilisent les données et autres informations obtenues ou produites par les OS, allant jusqu'à se les approprier comme les leurs¹⁷⁸. Les OS deviennent un miroir, une porte ouverte sur la société et ses besoins.

¹⁷⁶ Gallagher, Mary E. « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p.198.

¹⁷⁷ Lu, Yiyi, « NGOs in China. Development dynamics and challenges », *op.cit.*, pp.90-102.

¹⁷⁸ Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p.226.

CHAPITRE TROIS

La Chine est un pays immense et diversifié. Nous sommes ainsi amenés à questionner les différentes catégories d'acteurs utilisées dans la littérature sur les OS pour centrer le débat autour d'acteurs particuliers liés aux sphères politique, sociale et économique. Nous avons voulu comprendre la relation des travailleurs migrants à la défense de leurs droits et l'impact varié des actions des différentes OS sur la mobilisation de ces travailleurs. La déconstruction des organisations sociales pour migrants est donc nécessaire pour déterminer lesquelles ont un impact plus important, et pourquoi. La distinction des organisations fondée sur des critères allant au-delà du simple processus juridique d'enregistrement est ici essentielle. Nous souhaitons donc contribuer, à partir de notre objet précis de recherche – soit les OS de défense des droits des travailleurs migrants- à la réflexion entourant la portée des organisations sociales sur le développement de la Chine.

3.1 Contexte d'apparition

Avec en toile de fond un système qui a longtemps exclu les travailleurs migrants des diverses branches du syndicat national des travailleurs, les tentatives récentes d'intégration des *mingong* au sein des mécanismes corporatistes se sont soldées par un échec¹⁷⁹. Quelques unités syndicales ont été établies au sein de compagnies étrangères embauchant une majorité de travailleurs migrants¹⁸⁰, mais elles ne répondent pas aux besoins des *mingong* en termes de

¹⁷⁹ Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, p.189 ; Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, pp.207-208.

¹⁸⁰ Unger, Jonathan et Anita Chan, « Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », *op.cit.*, p.66.

défense de leurs droits, et ne couvrent pas une variété d'autres fonctions sociales associées aux organisations de l'espace civil¹⁸¹.

D'autre part, malgré les réformes juridiques, l'accès au tribunal est demeuré très limité jusqu'en 2003 pour les migrants victimes d'un problème lié au droit du travail. Avant cette date, de nombreuses municipalités exigent un *hukou* urbain pour pouvoir utiliser les services des tribunaux¹⁸². L'exclusion des institutions juridiques, de même que le faible rapport de force des *mingong* lors d'instances de médiation et autres méthodes extra-judiciaires de règlement de différends, affaiblissent la position des migrants qui se retrouvent en ville sans leur réseau de support traditionnel.

Par ailleurs, peu d'avocats en titre sont prêts à représenter les migrants dans leur quête de justice. Trois raisons principales expliquent cet état des choses : (1) l'existence d'une culture sociale défavorable aux migrants, de nombreux préjugés existant à leur égard, (2) le peu de profits engendrés par la défense de ce type de causes¹⁸³ et (3) le caractère politiquement « sensible » des causes entourant les travailleurs migrants¹⁸⁴.

L'apparition et la multiplication des OS spécifiques aux travailleurs migrants est ainsi due à leur exclusion des canaux officiels de représentation politique et juridique, puis aux tentatives inadéquates de cooptation étatique de leurs intérêts. Établies sous des dénominations éducatives, de recherche ou de service social, ces OS misent sur l'appropriation du discours officiel soulignant le besoin d'éducation et de services particuliers pour les travailleurs migrants¹⁸⁵. Aussi, de plus en plus de groupes internationaux et fondations étrangères soutiennent

¹⁸¹ Ngai, Pun, « China as world factory. New practices and struggles of migrant women workers », in Martha Chen, Renana Jhabvala, Ravi Kanbur et Carol Richards (dir. publ.), *Membership-Based Organizations of the Poor*, New York : Routledge, 2007, p. 91 ; Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p.203.

¹⁸² Woo, Margaret Y.K., et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, p.104.

¹⁸³ Michelson, Ethan, « The Practice of Law as an Obstacle to Justice : Chinese Lawyers at Work », *Law and Society Review*, no.40, 2006, p.1.

¹⁸⁴ L'attribution d'une caractérisation de « sensible » aux causes des travailleurs migrants tient surtout à deux éléments. D'une part, l'interlocuteur principal dans les causes impliquant des travailleurs migrants est avant tout les employeurs, donc les entreprises des centres urbains qui jouissent d'un pouvoir de force politique et économique nettement supérieur à celui des migrants. S'attaquer à ces importants joueurs du développement économique chinois est risqué, la sphère juridique étant soumise à la sphère politique. D'autre part, le gouvernement central perçoit les *mingong* en tant que groupe potentiellement instigateur d'instabilité sociale. Tout soupçon d'association avec des éléments perturbateurs pouvant être sévèrement réprimandé, il devient alors hasardeux de représenter leurs intérêts et revendications.

¹⁸⁵ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p.250 ; Taylor-Cooper, Samm « Promoting Rights Consciousness Among China's Migrant Workers », *China Rights Forum*, no.3, 2006.

stratégiquement et financièrement ces organisations. Puisque les *mingong* ne représentent pas un groupe homogène et que les fondateurs des OS le font pour une variété de motifs, on assiste à l'apparition d'une diversité de types d'associations et d'organisations, jouant des rôles différents, et touchant plus ou moins, de près ou de loin, à la défense des droits de ces travailleurs¹⁸⁶. De plus, Tony Saich souligne l'importance des réseaux liés au lieu d'origine des migrants pour expliquer leurs modes d'organisation et le développement de structures d'entraide informelles¹⁸⁷. Toutefois, puisque le développement actuel des OS visant les *mingong* tend essentiellement au recours à une rhétorique et à des services pour la défense de leurs droits, nous avons ainsi privilégié cet objet particulier de recherche.

Suivant les tendances du développement des OS telles que décrites par Qiusha Ma, la première OS populaire (*grassroots*) de défense des droits des travailleurs apparaît dans le Sud de la Chine dans la région du Delta de la rivière des perles, où le développement économique est précurseur et fulgurant. Une importante part des migrants chinois se retrouve dans cette zone autour de Shenzhen, Dongguan et Guangzhou¹⁸⁸. En 1996, le *Chinese Working Women Network* (CWWN) entame ses projets d'éducation au droit et de services culturels à Shenzhen. Deux ans plus tard, le *Centre Panyu de documentation pour les travailleurs migrants* (Centre Panyu) ouvre ses portes. Fondé par un ancien *mingong* devenu avocat, le centre vise particulièrement l'aide aux travailleurs victimes d'accident du travail et offre des services de soutien et de conseils juridique et médical¹⁸⁹. L'apparition d'autres organisations ne se fait que quelques années plus tard, et les OS populaires de défense des droits des travailleurs migrants n'obtiennent une reconnaissance sociale qu'en 2003, lors des campagnes d'éducation aux droits. En 2004, l'agence Xinhua estime à dix le nombre d'OS pour migrants dans le Delta ; ce chiffre passe à environ 30 en 2008.

Le discours officiel des catégorisations sociales a évolué allant d'un discours centré sur les classes sociales à un langage mettant en valeur le développement et l'évolution vers la richesse. Les migrants font ainsi partie intégrante de nouvelles campagnes nationales de redressement de la pauvreté. Voir Anagnost, Ann, *National past-times: Narrative, representation and power in modern China*, Durham : Duke University Press, 1997, p.88.

¹⁸⁶ Outre la création d'une OS, plusieurs autres moyens existent pour rejoindre la population migrante, tels des magazines, service téléphonique (*hotline*) et émissions de radio. Les migrants peuvent généralement dénoncer leurs conditions de vie et exprimer leurs revendications par l'entremise de ces canaux. Par contre, l'existence d'organisations de défense de leurs droits (OS légalement enregistrées ou non) reste un moyen essentiel pour donner une voix à cette population longtemps exclue, et représenter ses intérêts auprès des employeurs.

¹⁸⁷ Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, p.298.

¹⁸⁸ À noter qu'à Shenzhen, plus de 65% des migrants sont des femmes. Voir Ngai, Pun, « China as world factory. New practices and struggles of migrant women workers », *op.cit.*, p.85.

¹⁸⁹ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p.251.

Dans la capitale, où près d'un quart de la population est migrante, le gouvernement instaure dès 1995 un centre d'aide pour les travailleurs migrants¹⁹⁰. Cependant, peu de *mingong* ont recours à l'aide et aux institutions juridiques avant les campagnes gouvernementales incitant à l'utilisation du droit pour redresser un tort, au début des années 2000¹⁹¹. En 2003, l'adoption de nouvelles *Regulations on legal aid*¹⁹² par le gouvernement de Hu Jintao étend non seulement l'aide juridique aux travailleurs migrants à l'échelle nationale, mais invite aussi les OS à s'impliquer et à compléter l'aide juridique étatique¹⁹³. La part des causes représentant des travailleurs migrants au sein d'organisations gouvernementales d'aide juridique à Beijing devient substantielle après 2003¹⁹⁴. Aussi, de nombreuses cliniques juridiques se spécialisent à partir de ce moment dans l'aide aux travailleurs migrants, dont les cliniques universitaires.

Parmi les motifs qui sous-tendent les revendications des migrants, notons le non-paiement ou le retard pour le paiement des salaires, les accidents de travail et le harcèlement sexuel, dans une moindre mesure¹⁹⁵. Une majorité des cas d'injustices est réglée par voies informelles, ces travailleurs n'ayant ni les connaissances, ni l'argent suffisant pour utiliser les canaux institutionnels juridiques établis. Ils sont donc très dépendants de l'appui des organisations sociales s'ils désirent pousser leurs requêtes au sein d'instances plus formelles. Toutefois, même le soutien d'organisations de défense des droits ne peut garantir la résolution d'un différend entre travailleurs migrants et employeurs. Nous pouvons alors nous demander, du recours au tribunal ou de la médiation extrajudiciaire, quel moyen favorise le plus les travailleurs migrants ? Ce débat est reflété dans les stratégies utilisées par les organisations pour maximiser l'impact de leurs actions pour cette population vulnérable¹⁹⁶. Notons que les années 2000 voient aussi apparaître des litiges d'intérêt public (LIP) pour des cas concernant des travailleurs

¹⁹⁰ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China. Peasant Migrants, the State, and the Logic of the Market*, op.cit., p.93.

¹⁹¹ Par exemple, la campagne de « popularisation du droit » (*pufa*) du Ministère de la Justice.

¹⁹² *Regulations on Legal Aid*, promulgué en juillet 2003. Disponible en anglais au www.chinalawinfo.com.

¹⁹³ Woo, Margaret Y.K., et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », loc.cit., p.115.

¹⁹⁴ *Ibid*, p.120.

¹⁹⁵ *Ibidem*, p.113 ; Ngai, Pun, « China as world factory. New practices and struggles of migrant women workers », op.cit., p.93.

¹⁹⁶ À noter que ce débat s'étend au-delà des frontières chinoises, depuis plusieurs décennies. Si la médiation est souvent prise comme moyen d'éviter les problèmes liés aux recours aux tribunaux et aux instances juridiques formelles, elle présente cependant un certain nombre de limites pour les individus/groupes l'utilisant, surtout dans le cas de populations vulnérables qui souffrent de l'inégalité des rapports de force entre acteurs en présence. Voir les écrits de Laura Nader, entre autres.

migrants, appuyés par des OS d'aide juridique pour *mingong*¹⁹⁷. Cette stratégie représente un moyen d'amener le débat sur la place publique.

Il existe donc plusieurs types d'organisations et de services de défense des droits des *mingong*, avec des stratégies, rôles et objectifs divergents. Peng identifie quatre types d'organisations¹⁹⁸ : (1) les cliniques d'aide juridique –gouvernementales ou universitaires- (2) les organisations parrainées par des branches gouvernementales, (3) les organisations parrainées par des ONG internationales et (4) les organisations dites populaires. Pour Chloé Froissart, les OS de défense des droits des travailleurs migrants se classent selon trois types¹⁹⁹ : (1) les GONGO –les organisations opérées par des branches gouvernementales, (2) les ONG mises sur pieds par des résidents urbains et (3) les ONG mises sur pieds par les *mingong*. Souvent les liens s'entrecroisent et des réseaux sont établis entre les instances gouvernementales, civiles et internationales.

Dans le cadre de cette recherche, nous tenterons de brosser un portrait de la situation des OS de défense des droits des travailleurs migrants grâce à l'analyse de diverses sources secondaires présentant des études de cas. Nous tenterons de rendre ce portrait le plus complet possible, au vu des limites précédemment énoncées, en sachant que nous ne pouvons couvrir l'ensemble des organisations constituant l'objet de recherche. Une typologie sera ensuite proposée, basée sur les informations utilisées, afin de nuancer et bonifier les classifications existantes au sein de la littérature.

¹⁹⁷ Lu, Yiyi, « Les litiges d'intérêt public et le militantisme politique en Chine », Montréal : Droits et Démocratie, mars 2008. Disponible au http://www.ichrdd.ca/site/_PDF/publications/devDemo/Litiges%20Chine%204.pdf, page visitée le 18 juin 2008, p. 13. Le litige d'intérêt public implique des visées plus vastes que la résolution d'un conflit individuel et amène à des changements sociaux et/ou systémiques.

¹⁹⁸ Peng, X.H., « Civil Legal Aid and Labor Rights », Forum: China Labor Research & Support Network, No.6., 2004, cité dans He Jingwei, « South China's Emerging Grassroots NGOs in Migrant Labor Rights. A Preliminary Investigation in Pearl River Delta », 2008. Disponible au <http://www.spp.nus.edu.sg/wp/2008/wp0803.pdf> ; page visitée le 1^{er} décembre 2009.

¹⁹⁹ Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.209.

3.2 Approche et critères d'analyse

Les principaux concepts retenus pour l'analyse de l'impact des OS de défense des droits des travailleurs migrants sont issus à la fois de l'approche structurelle – avec en toile de fond le modèle corporatiste – et de l'approche idéelle liée à l'*agence*. Ces concepts sont l'autonomie et l'encadrement idéal. Cette approche syncrétique permet de nuancer les typologies existantes d'OS *mingong* basées sur des critères stato-centrés, car bien que les apports et limites institutionnels soient reconnus, ils ne représentent pas l'ensemble du portrait des OS de défense des droits des travailleurs migrants en Chine. L'état actuel de la situation impose l'étude d'une variété de critères issus à la fois de la *structure* et de l'*agence*. Nous tenterons par la suite de déterminer l'impact des différents apports et limites du rôle des OS (production) sur la mobilisation des travailleurs migrants (réception).

3.2.1 – Le concept d'autonomie

Une importante part de la littérature sur les organisations sociales chinoises s'intéresse à la question de l'indépendance des OS face à l'État. La majorité des chercheurs concluent à un faible taux –pour ne pas dire inexistant– d'indépendance de la sphère publique face aux autorités centrale et locales. De par le strict système d'enregistrement et un contrôle étatique officiel total, les OS semblent jouir de peu de place pour opérer en toute reconnaissance. Cependant, bien que ces allégations ne soient pas complètement fausses, elles ne reflètent pas la réalité pratique des OS qui sont *de facto* beaucoup plus autonomes, de manière générale, que ce que laisse croire une simple lecture des textes législatifs. Nous reprenons ici la distinction faite par Lu Yiyi dans son ouvrage *Non-Governmental Organisations in China. The rise of dependent autonomy* entre les concepts d'indépendance et d'autonomie. Comment définir le concept d'autonomie ? En quoi diffère-t-il de l'indépendance et par rapport à quoi se mesure-t-il ? Jusqu'où parler d'autonomie dans un système où la reconnaissance (autant formelle qu'informelle) équivaut à la survie d'une organisation ? Dans le contexte chinois, une organisation ne peut espérer survivre sans l'appui de certaines instances étatiques, du moins au niveau local. Il existe ainsi une forme de dépendance inévitable conduisant les OS à *rechercher* le soutien d'acteurs gouvernementaux. Pour la plupart financées par des bailleurs de fonds, les organisations chinoises sont aussi dépendantes d'un financement –souvent étranger– qui peut limiter ses moyens d'actions.

Malgré les réticences de certains chercheurs à utiliser cette notion pour l'étude des OS chinoises, nous croyons que ce critère reste utile pour l'analyse spécifique des OS de défense des droits des travailleurs migrants car le gouvernement chinois adopte depuis quelques années une position à tendance nouvellement corporatiste envers ce groupe, donc beaucoup plus axée sur la volonté de contrôle et de cooptation. Le degré d'autonomie reste un indice important pour mesurer les apports et les limites du rôle des OS.

Trois critères principaux et non exclusifs permettent de mieux déterminer le niveau d'autonomie des organisations étudiées : (1) le type d'enregistrement, (2) la relation avec les autorités et (3) les ressources et moyens d'actions.

a) Le type d'enregistrement

Tel qu'imposé par la réglementation nationale sur les OS, celles-ci doivent suivre un processus d'enregistrement très contraignant pour pouvoir fonctionner en toute légalité. Sans cet enregistrement auprès du Ministère des affaires civiles, les organisations demeurant actives sont considérées comme illégales. Par contre, quelques nuances doivent être apportées au spectrum des statuts d'enregistrements. En effet, certaines organisations préfèrent indirectement s'affilier à des OS déjà enregistrées, et jouissent ainsi d'un statut intermédiaire, alors que d'autres se sont longtemps enregistrées en tant qu'entreprises. Cette voie n'est plus vraiment possible aujourd'hui²⁰⁰.

b) La relation avec les autorités et les acteurs privés

En plus de voir au type d'enregistrement, il est important de déterminer quel niveau de reconnaissance obtient une organisation sociale par les différentes strates d'autorités et les acteurs privés, les entreprises qui embauchent des migrants. Tel que mentionné précédemment, certaines OS jouissent de l'appui des autorités locales sans pour autant être légalement reconnues par l'État central. L'attitude des acteurs politiques face aux OS de défense des *mingong* (répressive, tolérante ou de coopération) doit donc être prise en compte, tout comme la nature des liens entretenus entre ces organisations et les entrepreneurs, qui sont leurs interlocuteurs principaux. Dans de nombreuses instances, les représentants étatiques locaux soutiennent la création

²⁰⁰ Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*

d'organisations sur leur territoire pour répondre aux nombreux problèmes de relations de travail avec les acteurs privés.

c) Les ressources et moyens d'actions

Plusieurs ressources sont identifiées en tant qu'indispensables par les groupes de défense des droits des travailleurs migrants pour leur donner des moyens d'agir. Leur absence limite le travail des OS et a un effet sur l'impact de leurs actions. Parmi ces ressources, celles identifiées entre autres par Margaret Woo et al. nous apparaissent représentatives de la situation actuelle. Les éléments étudiés, inspirés de la recherche de Woo et al.²⁰¹, comprennent ainsi (1) les ressources financières, (2) la professionnalisation de l'équipe, (3) le dévouement de l'équipe, (4) la réputation de l'organisation et (5) la facilité d'accès aux travailleurs migrants. Par ailleurs, ces éléments permettent aux organisations de gagner en légitimité là où il est possiblement difficile d'obtenir une reconnaissance légale. La légitimité devient ainsi un moyen d'action au même titre qu'un pouvoir économique ou politique.

3.2.2 – Le concept d'encadrement idéal

Les idées portées par le *leadership* des OS fournissent les références à leurs actions. L'analyse de l'impact des organisations de défense des travailleurs migrants passe donc par l'étude des différentes idées et représentations co-existantes au sein du milieu et autour desquels sont faits les choix stratégiques et le discours des organisations. Les approches sont fluides entre elles ; il s'agit donc de déceler une tendance plutôt que de catégoriser les organisations dans des carcans idéologiques aux frontières fixes. Trois types d'encadrement s'offrent aux individus et aux groupes désirant travailler à la défense des droits des *mingong* : (1) la défense des droits par un développement harmonieux des relations sociales, (2) la défense des droits par le recours au système juridique institutionnel et (3) la défense des droits par la revendication pour des changements sociaux. Puisque les objectifs des OS sont tout aussi révélateurs que l'étude des

²⁰¹ Woo, Margaret Y.K., et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, pp.117-119.

éléments facilitants et des limites structurelles, chaque représentation permet d'éclairer en partie les intentions des acteurs et l'impact du travail effectué. Les deux variables doivent être étudiées en corrélation²⁰².

a) La défense des droits par un développement harmonieux des relations sociales

Cette première représentation de la défense des droits est directement tirée d'une des idées fondatrices à la base de la vision du développement de la RPC portée par le gouvernement Hu-Wen actuellement. L'harmonie sociale devient un objectif en soi. L'idée d'harmonie est aussi centrale à la culture juridique chinoise, qui mise en partie sur le compromis pour le règlement de différents. Ainsi, aucun parti impliqué ne *perd la face* et les relations sociales sont préservées. De ce point de vue, les visées principales des organisations tiennent à l'apaisement des tensions sociales et à la minimisation des disputes et revendications. Elles orientent ainsi grandement les stratégies et services offerts.

b) La défense des droits par le recours au système juridique institutionnel

Le système juridique chinois connaît une période de réformes soutenue depuis l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping. Le recours au droit et aux institutions du droit devient ainsi partie intégrante du discours étatique pour un développement juste de la société chinoise. Plusieurs y décèlent plutôt une instrumentalisation du droit pour canaliser les mécontentements sociaux et pour faire bonne figure sur la scène internationale²⁰³. N'empêche, le système juridique et le recours aux tribunaux sont de plus en plus perçus, malgré leurs limites évidentes, en tant que moyens privilégiés pour l'émancipation des *mingong* et la défense de leurs droits. Les nombreuses campagnes officielles d'éducation au droit ont longtemps soutenu cette approche.

²⁰² Dans son étude des « encadrements de masses » (*mass frames*), William Hurst avance même que « (frames) ought to be viewed as at least partly structural phenomena ». Voir Hurst, William, « Mass Frames and Worker Protest », in O'Brien, Kevin (dir. publ.), *Popular Protest in China*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008, p.73.

²⁰³ Piquet, Hélène, *op.cit.*, p.75.

c) La défense des droits par la revendication pour des changements sociaux

Parfois influencée par des écoles de pensées liées à l'activisme et à la défense des droits par une variété de moyens, cette idée touche à l'*advocacy*, dans les limites de l'acceptable chinois. Les changements socio-politiques représentent l'unique façon –à long terme- de véritablement défendre les droits des migrants ; le contexte actuel ne permet pas, cependant, l'expression explicite de cette orientation. L'idée maîtresse réside donc en l'autonomisation des travailleurs migrants par leur propre communauté. Les fondements idéationnels des actions et services offerts s'érigent dans la collectivité plutôt que dans l'individu, et l'accent est mis sur le développement d'une conscience identitaire.

3.3- L'analyse des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants : un état des lieux.

3.3.1 Présentation des OS : un portrait

La liste des cinq OS principales étudiées²⁰⁴ tente de brosser les contours d'un portrait des organisations pour la défense des droits des travailleurs migrants sur le territoire continental chinois, d'après les données secondaires présentées, et leur impact. Les profils de ces cinq organisations divergent pour ce qui est de leur degré d'autonomie et de leurs références idéelles. Les données sur chaque groupe proviennent, de manière générale, d'une même source ou d'un même auteur. L'intérêt se trouve ainsi dans la mise en commun comparative et catégorielle de l'ensemble des données, et leur interprétation.

L'échantillon choisi ne représente pas toutes les organisations de défense des droits des travailleurs migrants existant sur le continent chinois.

²⁰⁴ À noter que le nom anglophone officiellement reconnu des organisations a été retenu, à défaut de l'existence d'une dénomination officielle francophone.

a) **Beijing Cultural Communication Center for Facilitator** – Fondé en 2003 par deux transfuges d'une autre organisation de défense des droits des travailleurs migrants, le Migrant Women's Club, le Beijing Culture and Communication Center for Facilitator (CCCCF) est enregistré auprès du Bureau municipal du commerce et de l'industrie²⁰⁵. Cette organisation n'est ainsi parrainée par aucune agence d'État. Par contre, ses fondatrices ont de nombreux liens politiques et médiatiques de par leur emploi en tant que journalistes liées à la Fédération nationale des femmes²⁰⁶. En 2008, le CCCCf rejoint un peu plus de 17 000 *mingong* grâce à ses services d'aide sociale et de groupes de travail (*workshops*) visant l'autonomisation des migrants²⁰⁷. En plus des employés permanents ayant une formation nouvellement acquise en travail social, le CCCCf compte sur l'appui de nombreux bénévoles. Le centre tente de solidifier la professionnalisation de son personnel²⁰⁸, et reçoit de nombreuses subventions à cet effet de la part de bailleurs de fonds internationaux (Ford Foundation, Goldman Sachs) mais aussi de groupes nationaux, tel le China Social Entrepreneur Foundation.

À l'origine de la mise sur pied de cette organisation se trouve le besoin pour les fondatrices de se rapprocher du quotidien des migrants et promouvoir leur participation directe aux projets les concernant²⁰⁹. Les fondatrices trouvent en leurs expériences similaires et solidaires avec les migrants²¹⁰ un gage de leur légitimité et du rôle de l'OS en tant que conseiller de l'État en matière de politiques publiques²¹¹. Pour le CCCCf, un des problèmes majeurs auquel font face les migrants est le manque de solidarité et de conscience identitaire en tant que groupe. L'organisation vise donc à promouvoir une identité *mingong* et à souligner l'importance de leurs droits. Afin de bonifier leur accès à cette population, le CCCCf crée des alliances avec des groupes

²⁰⁵ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.3 ; Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, p.180.

²⁰⁶ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.3.

²⁰⁷ Rapport annuel 2008 sur le travail du CCCCf, disponible au http://www.facilitator.ngo.cn/cn/english_2008niandubaogao.htm ; page consultée le 30 juillet 2009.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Froissart, Chloé, « Escaping from Under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.210.

²¹⁰ Les fondatrices ne possèdent pas de *hukou* pour Beijing, et des membres de leur famille habitent en milieu rural.

²¹¹ Froissart, Chloé, « Escaping from Under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.210.

établis dans des villes près de Beijing, à Nanjing et dans le Delta de la rivière des perles, pour la promotion de nouveaux projets²¹².

Un des apports les plus significatifs du CCCF est de traiter la question de la défense des droits des travailleurs migrants sous un angle élargi, englobant de fait l'aide juridique mais aussi le service social, l'aide psychologique, les ateliers d'anglais, entre autres. La plupart de ces services ne sont pas rendus par l'État. Ils répondent à un ensemble de problèmes vécus par les *mingong* et permettent un encadrement plus complet des besoins de cette population. Par ailleurs, le positionnement privilégié de l'organisation dans de nombreux aspects de la vie de ces travailleurs lui donne une légitimité auprès des instances gouvernementales pour l'informer de la situation des migrants (publications, tables rondes). Ce rôle de conseiller d'État est jumelé à un rôle de négociateur pour une reconnaissance accrue de l'importance de la question des *mingong*.

Cependant, bien que le CCCF soit « techniquement » indépendant de l'État de par son type d'enregistrement, son positionnement de conseiller amène aussi un lot de limites. Tentatives étatiques de gestion corporatiste obligent, les OS sont en processus constant d'autolégitimation auprès des autorités et elles cherchent à développer des liens avec les instances étatiques pour renforcer leur positionnement et leur viabilité. Leur situation est relativement précaire. Le CCCF adopte ainsi souvent une attitude pragmatique (envers l'État) et paternaliste (envers les *mingong*) : il prend le relais de la « gestion » des travailleurs migrants en créant divers projets d'autonomisation, certes, mais tout en perpétuant un statu quo quant à la mise en cause du système économique et socio-politique actuel, et la place des millions de migrants au sein de ce système.

²¹² Rapport annuel 2008 sur le travail du CCCF, disponible au http://www.facilitator.ngo.cn/cn/english_2008niandubaogao.htm ; page consultée le 30 juillet 2009.

b) **Beijing Legal Aid Station for Migrant Workers et le projet « Enhancing Legal Aid Services for Migrant Workers in China »**²¹³ - Établi en septembre 2005, la Beijing Legal Aid Station for Migrant Workers (BLASMW) est bien connu de la communauté migrante chinoise, des autorités gouvernementales et de la communauté internationale. Dirigée par Tong Lihua, avocat et directeur de la Beijing Zhicheng Law Firm, la BLASMW est une organisation non-gouvernementale supervisée par le Bureau juridique de Beijing et reçoit du financement de la part du gouvernement chinois ainsi que de certaines organisations internationales. La reconnaissance gouvernementale et le soutien financier y découlant ne font cependant pas de la BLASMW une organisation officielle ; Tong Lihua prend des cas de conflits du travail considérés comme « politiquement sensibles » et impliquant des institutions gouvernementales ou des entreprises, à la condition qu'ils soient bien fondés. Les relations entre l'organisation et les autorités en est donc une de prudence et de dialogue, dans le contexte actuel. La formation juridique des employés et leur assignation à temps plein sur des cas impliquant la défense de droits des travailleurs migrants permet à l'organisation de gagner la majorité du millier de cas de litiges par année, de nombreux cas impliquant plusieurs travailleurs à la fois. Le fondateur Tong Lihua cadre ainsi son organisation en tant que spécialiste des litiges d'intérêt public (LIP). Jusqu'en 2008, plus de 160 000 travailleurs migrants ont eu recours à la BLASMW cherchant à obtenir ses services d'aide et de représentation juridiques sans frais. Cependant, seulement un cinquième du nombre de migrants ayant approché l'organisation aura été représenté ; la procédure de sélection des cas est très stricte. En 2006, l'organisation fonde une école populaire d'éducation aux droits pour les travailleurs migrants.

Fort de sa réputation, Tong Lihua, en tant que directeur exécutif du comité sur l'aide juridique de la *All-China Lawyers Association* a entrepris une initiative appuyée par des institutions chinoises et internationales. Le projet « Enhancing Legal Aid Services for Migrant Workers in China » entamé début 2007 a permis l'ouverture de plus d'une vingtaine de stations d'aide juridique sans frais pour travailleurs migrants dans plusieurs provinces du pays²¹⁴. Par ailleurs, Tong Lihua cherche à développer un réseau pan national d'avocats spécialistes en défense des droits des

²¹³ Halegua, Aaron, « Getting Paid : Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers », *Berkeley Journal of International Law*, vol.26, no.1, 2008, pp.309-312 ; Xinhua News Agency « Beacon on migrant worker's long, bumpy road », 5 février 2008, disponible au <http://www.china.org.cn/english/China/242161.htm> [page visitée le 20 juillet 2009] ; PNUD-ONU, « UNDP and partners call for alliance to enhance protection of migrant workers' rights », 28 avril 2008, disponible au <http://www.un.org.cn/cms/p/news/27/534/content.html> [page visitée le 20 juillet 2009]

²¹⁴ PNUD-ONU « UNDP and partners call for alliance to enhance protection of migrant workers' rights ».

travailleurs migrants afin de renforcer cette branche du droit du travail et solidifier les acquis en la matière. Le fondateur de la BLASMW est une des figures chinoises les plus connues associées à la protection légale des *mingong*.

Les apports de la BLASMW et du projet « Enhancing Legal Aid Services for Migrant Workers in China » sont indéniables. Le fait d'être chapeauté par des organes gouvernementaux officiels tempère les actions et propos des OS sans toutefois sembler les empêcher de fonctionner selon leur mission : défendre gratuitement les droits des travailleurs migrants au sein des institutions légales chinoises, peu importe la partie adverse, tout en promouvant l'autonomisation (*empowerment*) des migrants et le progrès social. Jouissant d'une importante autonomie, la relation avec les autorités est de l'ordre du dialogue à court et à long terme, et lui permet de se développer horizontalement. Les intervenants reprennent le discours officiel de recours au droit pour la défense de cette population vulnérable. De plus, la spécialisation de la BLASMW vers les LIP renforce son impact dans l'arène publique en faveur de la situation des travailleurs migrants. Son poids politique reste minime, mais il existe, d'autant plus que l'appui international des activités des OS rehausse l'image et l'importance de la défense des droits des *mingong* sur le territoire. Un troisième apport réside en la formation juridique des employés de la boîte, leur affectation à temps plein aux cas de travailleurs migrants et leur dévouement à la cause. Rappelons que le recours au système judiciaire institutionnel passe quasi-systématiquement par l'utilisation de l'aide juridique pour les migrants qui n'ont ni le temps, l'argent ou les connaissances pour entreprendre les procédures par eux-mêmes. Les services offerts répondent à une nécessité. Finalement, l'importance du dirigeant Tong Lihua et son influence sur l'organisation sont marquantes pour la direction que prend le développement de ces stations d'aide juridique. Très charismatique, ce *leader* inspire à l'action et regroupe autour de lui un réseau important de collaborateurs à tous les échelons.

Si l'apport de la BLASMW et du projet « Enhancing Legal Aid Services for Migrant Workers in China » est marquant pour la protection des droits des travailleurs migrants et leur accès au système juridique, il est par contre limité par trois éléments. Premièrement, les *Regulations on Legal Aid* tel que promulgués en juillet 2003 limitent le type de cas que peut

prendre une clinique d'aide juridique²¹⁵. Deuxièmement, les stations limitent elles-mêmes les cas acceptés, suite à un processus de sélection rigoureux basé principalement sur l'existence de documents de preuves. Sans cette documentation –par exemple un contrat de travail écrit– la plupart des organisations d'aide juridique refusent de prendre le cas²¹⁶. Cela s'avère problématique pour la population *mingong* qui travaille souvent sans papiers et sans contrat écrit²¹⁷. Une importante part des travailleurs se voit ainsi exclue du processus juridique. Troisièmement, bien que le réseau des stations d'aide juridique soit présent dans plus de 20 provinces, il existe d'importantes variations régionales quant aux services offerts, aux ressources disponibles. L'impact n'est ainsi pas le même dépendamment de la région géographique.

c) **Chinese Working Women Network (CWWN), Shenzhen** – Depuis 1996, le CWWN est une ONG de Hong Kong implantée à Shenzhen, s'établissant au cœur même des communautés de travailleurs migrants : les lieux de travail et dortoirs²¹⁸. Au fait du contexte chinois, l'organisation cherche le soutien des autorités locales et autres acteurs économiques du Delta de la rivière des perles pour son développement. Les activités et offres de services se déroulent cependant indépendamment des syndicats pour travailleurs officiels. L'État est peu impliqué. Influencées par des activistes de défense des droits du travail de Hong Kong, les deux fondatrices sont entourées de *facilitateurs* basés à Shenzhen et d'une dizaine d'organisatrices terrain, toutes des anciennes travailleuses issues de la migration²¹⁹. Le CWWN s'appuie aussi sur le travail à relais de nombreuses migrantes dans les dortoirs pour la diffusion de son discours d'autonomisation et de défense des droits. La formation des employés et l'expertise derrière les moyens d'action du

²¹⁵ Voir l'article 10 des *Regulations on Legal Aid*, disponible au <http://www.cecc.gov/pages/selectLaws/ResidencySocWelfare/regsLegalAid.php> [page visitée le 30 juillet 2009].

²¹⁶ Ces formalités peuvent s'expliquer en partie par la quasi-impossibilité de gagner, en cour, des affaires civiles, pour l'instant, sans éléments de preuves documentés.

²¹⁷ Soulignons aussi la présence de plus en plus fréquente de compagnies d'embauche intermédiaires qui agissent en tant qu'« agents » des migrants auprès des entreprises. Cet intermédiaire contrôle généralement leurs salaires et devient un acteur central dans la quête de recouvrement des paies des travailleurs migrants. Voir China Labor News Translation, « The 'Migrant Worker Commander'. Zhang Quangshou and the Quanshun Labor Dispatch Company », juillet 2009. Disponible au <http://www.clntranslations.org/article/40/the-migrant-worker-commander-zhang-quanshou-and-the-quanshun-labor-dispatch-company>.

²¹⁸ Ngai, Pun, « China as world factory. New practices and struggles of migrant women workers », *op.cit.*, pp.83-84 ; Ngai, Pun « The making of global dormitory labour regime », *op.cit.*, pp.163-165.

²¹⁹ Ngai, Pun « China as world factory. New practices and struggles of migrant women workers », *op.cit.*, p.98.

centre proviennent de l'expérience d'ONG internationales et de Hong Kong, tout comme le soutien financier et pour les infrastructures²²⁰.

Le CWWN cherche à représenter un « modèle alternatif d'organisation communautaire du travail »²²¹ pour la défense des droits des *mingong*, en dehors des réseaux officiels. Ses interlocuteurs principaux sont donc les entreprises privées qui embauchent les migrants. En plus du soutien juridique et de l'éducation aux droits, l'organisation, à travers ses nombreux projets, vise aussi à offrir des services culturels afin de promouvoir le développement d'une conscience collective chez les travailleurs migrants et de les encourager à une prise en main de leurs droits en tant qu'agents collectifs²²². Les référents guidant cette organisation sont ainsi le changement social et un certain activisme, dans les limites imposées par le contexte sur le continent chinois.

L'accessibilité à une diversité de services constitue un des apports les plus importants de cette organisation. Reconnaisant les éléments liés au style de vie des migrants de Shenzhen²²³ qui font obstacles à leur participation à des activités et services à l'extérieur des zones de travail, la CWWN permet à un nombre accru de *mingong* de jouir de ses services. Implantée au sein même des espaces de travail, et se fiant à l'implication même des travailleurs pour la promotion de son discours, cette organisation a une connaissance profonde des problèmes vécus et occupe une position privilégiée pour défendre les droits de cette population. Appuyée par des groupes de défense des droits de Hong Kong et de la scène internationale, la CWWN représente aussi un véhicule de choix pour l'apport de visions alternatives des relations de travail au sein d'un milieu fermé.

Par contre, comme pour une majorité d'OS chinoises, les limites rencontrées par la CWWN pèsent sur l'impact de son travail. Les obstacles institutionnels, économiques et politiques exigent de l'énergie et de nombreuses ressources pour les dépasser, ce qui diffuse le travail investi pour les projets concrets. Aussi, l'instabilité du financement (sur une période de « x » années, selon les critères changeants de bailleurs de fonds internationaux) ajoute aux difficultés de développement d'une base soutenue de prestation de services. Dans un deuxième

²²⁰ Ngai, Pun, « The making of global dormitory labour regime », *op.cit.*, p.166.

²²¹ Ngai, Pun, « China as world factory. New practices and struggles of migrant women workers », *op.cit.*, p.98.

²²² *Idem* ; Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p. 251.

²²³ Cela s'applique également à tout le secteur manufacturier et industriel retrouvé dans la région du Delta de la rivière des perles.

temps, la stratégie du groupe de se fier largement à l'implication des femmes migrantes elles-mêmes indique une professionnalisation relativement faible de l'organisation. La force peut donc aussi constituer une faiblesse, quand il s'agit de se fier à la population touchée pour l'animation des projets et activités. À cet effet, les travailleurs des zones privilégiées par les projets de la CWWN sont relativement instables et changent souvent de lieux de travail (polymigration). Il devient ainsi difficile de promouvoir une participation soutenue et le développement d'une conscience collective de manière prolongée.

d) Labor Law Service Center for Workers, de la East China University of Politics and Law (ECUPL), Shanghai - Ouvert en 2001 suite à une entente entre un professeur de la ECUPL et le Syndicat de la municipalité de Shanghai, le Labor Law Service Center for Workers (LLSCW) ferme ses portes à peine un an plus tard, accusé de visées politiques par ses partenaires gouvernementaux²²⁴. La réouverture du centre un an plus tard, enregistré en tant qu'organisation étudiante sous la gouvernance de l'université, n'amenuise que partiellement les tensions entre l'organisation sociale universitaire et les centres d'aide juridiques officiels (affiliés au syndicat local). Les relations entre l'OS et les autorités sont ainsi à la fois coopératives et compétitives²²⁵, la coopération représentant cependant ce que recherche l'OS puisque sa survie dépend de ses appuis institutionnels. Devenu aujourd'hui le plus important centre universitaire d'aide juridique pour les travailleurs migrants en Chine, le LLSCW reçoit du financement de l'étranger. Dirigé par le professeur Lu, spécialiste en droit du travail, le centre est surtout composé d'étudiants bénévoles qui font de leur participation une étape dans leur cursus universitaire. De 2002 à 2003, le centre affirme avoir reçu plus de 10 000 visites.

À la base des services offerts par le LLSCW, le professeur Lu cherche à publiquement diffuser l'exercice de la défense des droits des migrants en usant d'une stratégie de sélection des cas basés, en partie, sur le potentiel de publicité publique de la cause²²⁶. Le centre accorde donc une importance au litige d'intérêt public. De par son dévouement à la cause des *mingong*, le directeur du centre combine la pratique privée à son travail d'aide juridique, et refuse toute offre

²²⁴ Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p.208.

²²⁵ *Idem.*

²²⁶ *Idibem*, p.209.

de développement du centre qui irait à l'encontre des intérêts des travailleurs²²⁷. Le centre offre des services de consultation et d'aide à la préparation au tribunal, et dans une moindre mesure, assure la représentation de plus d'une cinquantaine de cas par année, en cours. Le LLSCW s'est aussi longtemps associé aux médias, en publiant un article hebdomadaire sur les revendications des travailleurs migrants.

Associé à l'aide juridique du syndicat municipal de Shanghai par besoin en termes de ressources et de reconnaissance, le LLSCW prend le relais d'une aide juridique officielle inefficace et a un grand impact sur la communauté desservie. Il jouit d'un important accès aux travailleurs migrants, ces derniers étant souvent référés au centre par d'autres instances. Au risque de s'attirer des reproches de ses « partenaires » gouvernementaux, le centre prend souvent des causes difficiles ou politiquement « sensibles », dans le but de faire avancer la législation en droit du travail, en particulier pour les groupes défavorisés. Tout en cherchant la coopération des autorités, le centre n'hésite pas à rendre publique une dénonciation de la situation des migrants et à fortement utiliser des outils de diffusion comme les médias imprimés et Internet. En plus de contribuer à l'avancement politique de la défense des droits des migrants, le LLSCW est une organisation permettant l'autonomisation des *mingong* grâce à l'amélioration de leurs connaissances et réflexes stratégiques juridiques et à leur inclusion au sein d'un réseau social de défense des droits²²⁸. Les apports de l'organisation se situent donc à deux niveaux. De nombreux éléments limitent, par contre, le travail du LLSCW et posent des barrières politiques et économiques non négligeables.

Une première limite structurelle à l'impact de cette organisation est sa fragilité institutionnelle, soutenue, d'une part, par les difficultés de professionnalisation de ses bénévoles/employés qualifiés²²⁹ et, d'autre part, par sa dépendance aux aléas du financement international. D'un point de vue économique, la défense des droits des migrants est une avenue difficile. De plus, le *momentum* du centre semble reposer sur le dynamisme et le dévouement

²²⁷ Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p.216.

²²⁸ Pour Mary E. Gallagher, l'inclusion au sein d'une communauté plus large de défense de droits brise un sentiment de honte lié au recours au tribunal, présent chez certains migrants. Voir Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p.222.

²²⁹ Une majorité d'étudiants ne souhaitent pas continuer à travailler pour la défense des *mingong* car cela est peu payant et peu prestigieux. Voir Woo, et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, p.129.

altruiste de son directeur, empêchant une institutionnalisation plus profonde de l'organisation. L'appui de donateurs internationaux marque une deuxième limite plus politique au bon fonctionnement de l'organisation et à son impact, soit une supervision étatique accentuée. Le LLSCW a depuis ses débuts la réputation d'être une organisation politiquement « sensible » qui doit être surveillée, malgré la volonté exprimée du gouvernement central de bonifier l'accès à la justice pour les *mingong*. À l'interne, cette pression se traduit en une certaine forme de prudence et d'auto-censure. Par ailleurs, la sélection des cas par la clinique universitaire limite l'accès à une aide juridique pour certains travailleurs dont le cas (1) n'est pas d'intérêt public ou représentatif de problèmes partagés ou (2) ne peut servir d'exemple « pratique » aux étudiants bénévoles dans le cadre de leur formation universitaire²³⁰. Ces limites ne peuvent être négligées, puisque l'aide juridique universitaire représente une porte d'entrée sur le système juridique chinois et l'éveil d'une conscience juridique chez les migrants.

e) **Little Bird, Beijing** - Fondée en 1999 par Wei Wei, un travailleur migrant ayant rencontré de nombreux obstacles au cours des années suivant son arrivée dans la capitale, l'organisation Little Bird est enregistrée en 2002 en tant qu'entreprise auprès du bureau local d'industrie et du commerce²³¹. Se voulant au départ un centre d'informations, d'échanges et de counseling pour les travailleurs migrants, Little Bird devient six ans plus tard une organisation se spécialisant en la défense des droits des travailleurs. En 2004, Little Bird obtient un nouveau statut officiel en tant que « Comité de Médiation du Peuple » ; l'organisation devient alors officiellement supervisée par le Bureau de justice de Donghuamen, l'organe gouvernemental du district où est établi l'ONG. Pour Wei Wei, la reconnaissance gouvernementale ainsi que le soutien des autorités locales sont essentiels au bon déroulement de ses activités. Le directeur du centre recherche activement cet appui et se présente stratégiquement lors d'interventions auprès d'employeurs en conflits avec des migrants en tant que représentant d'une autorité gouvernementale officielle²³².

²³⁰ Si cela ne semble pas être le cas pour le LLSCW, il est rapporté que plusieurs cliniques universitaires d'aide juridique choisissent leurs cas traités en fonction des besoins de formation des étudiants, ce qui peut amener à créer de « faux espoirs » et déceptions chez la clientèle migrante pour qui la cause aura des effets importants sur sa vie. Voir Woo, et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *op.cit.*, p.129.

²³¹ Halegua, Aaron, « Getting Paid : Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers », *loc.cit.*, p. 299.

²³² *Ibid*, pp. 303-304.

Aux dires de l'organisation, plusieurs centaines de cas de conflits de travail impliquant des milliers de migrants ont été résolus grâce à leur aide ; une majorité des cas réfère au paiement des salaires dus²³³. Little Bird peut compter sur l'appui financier de donateurs internationaux, dont Oxfam Hong Kong et la Ford Foundation et ses moyens d'actions se centrent autour d'un noyau d'employés n'ayant peu ou pas de formation juridique, ainsi que près d'une centaine d'avocats bénévoles. L'entraînement reçu par les employés et collaborateurs de l'organisation est axé sur le processus de médiation extra-judiciaire, plutôt que sur le système juridique institutionnel²³⁴.

En effet, le fondateur Wei Wei ne préconise pas le recours aux institutions juridiques établies pour régler les conflits de travail pour les travailleurs migrants, le système représentant à ses yeux (1) un mécanisme coûteux (2) aux résultats peu favorables aux migrants et (3) incitant à la confrontation plutôt qu'au règlement de conflit²³⁵. Développant peu de relations avec d'autres organisations pour la défense des migrants, préférant se fier à son statut « semi-officiel », Little Bird cherche à régler les conflits de manière rapide et à travers la médiation, ayant parfois recours aux médias pour faire pression sur un employeur récalcitrant. L'interlocuteur premier de Little Bird est ainsi l'employeur, et les services offerts concernent des questions de conflits « pratiques » (salaires).

Les apports d'une telle organisation sont nombreux. Dans un premier temps, la reconnaissance obtenue auprès de donateurs internationaux, puis auprès des autorités officielles et de nombreux avocats de Beijing a permis à Little Bird de considérablement améliorer son accès aux migrants et aux employeurs. L'organisation connaît ainsi un taux important de demandes et de succès pour le règlement de conflits du travail liés à l'octroi des salaires. Dans un deuxième temps, bien que chapeauté par un organe officiel gouvernemental, Little Bird jouit d'une supervision relativement souple et d'une importante autonomie d'action. Les référents auxquels adhère son fondateur, soit la défense des droits des migrants à travers le processus de médiation et la stabilité sociale, lui permettent d'agir sans entraves majeures. Dans un troisième temps, cette OS apporte un soutien substantiel aux migrants en répondant à des besoins dont ne veulent s'occuper les autorités locales, par manque de ressources ou de volonté. En effet, Little Bird investit temps et argent dans des causes souvent délicates avec des entrepreneurs locaux que les

²³³ Halegua, Aaron, « Getting Paid : Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers », *loc.cit.*, p.300.

²³⁴ *Ibid*, p.304-306.

²³⁵ *Ibidem*, p.306.

autorités ne veulent se mettre à dos. Elle agit ainsi en tant que pont médiateur entre travailleurs, employeurs et autorités locales, et allège un système de justice souvent encombré et peu avenant pour les migrants.

Cependant, le service de médiation offert a ses limites et ne fonctionne qu'avec la coopération volontaire des partis concernés. Sans outils de renforcement officiels, et dans la mesure où le travailleur migrant souffre d'un rapport de force moins important que l'employeur dans une situation de négociations, l'OS ne peut s'en remettre qu'à la bonne volonté de l'employeur et d'un appui d'autorités locales (surtout la police) ou des médias²³⁶. Par ailleurs, la relative autonomie d'actions de Little Bird masque d'importantes limites au niveau de ses moyens d'actions réels. L'organisation concentre en effet ses efforts sur une stratégie de médiation et le règlement de conflits pratiques liés aux salaires, qui, si importants soient-ils, ne couvrent qu'une portion des besoins liés à la défense des droits des travailleurs migrants en Chine. L'impact de cette OS reste ainsi limité à la récupération des salaires, dans le meilleur des cas, et ne vise pas de changements quant au statut social ou juridique des migrants, et encore moins l'autonomisation des travailleurs migrants ou des changements structurels profonds.

f) Les autres organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants

La présentation de ces cinq organisations nous permet d'élaborer un portrait général de la situation des OS de défense des droits des travailleurs migrants sur le continent chinois. Plusieurs autres organisations existent, dont des GONGO (les ONG dites « gouvernementales ») et des groupes de défense des droits créés par les migrants pour les migrants. Reflétant la diversité des services, discours, objectifs et idées des cinq organisations présentées plus en détails, les nombreuses OS du territoire offrent une variété de modes d'appui et de représentations des intérêts de cette population migrante, et présentent un bassin indicateur des apports et limites de leur travail pour la défense des droits des *mingong*.

²³⁶ De nombreuses études démontrent l'impact important du recours aux médias pour l'avancement des causes des OS. Voir par exemple Mertha, Andrew C., *op.cit.*; Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.* Cependant, l'appui des médias reste fonction du degré d'importance accordé par ces médias aux problèmes soulevés par les OS, et de la propre liberté des médias. La relation est fragile.

Si une majorité des OS de défense des droits des travailleurs migrants n'est pas officiellement enregistrée en tant que telle auprès des bureaux des affaires civiles, la plupart d'entre elles jouissent néanmoins d'une reconnaissance et/ou d'un soutien d'organismes gouvernementaux de divers paliers et branches. Les organisations fondées par des cadres de l'État ou sous l'influence des gouvernements locaux - tel le Centre de secours de la Chine de l'Ouest pour les migrants sichuanais et dans une moindre mesure le Migrant Women's Club²³⁷, le Haikou Migrant Workers Management Association et leurs groupes Homes for Migrant Workers, ainsi que le Shenzhen Migrant Workers Association²³⁸ - constituent une extension décentralisée du gouvernement et de ses fonctions. De ce fait, de nombreuses localités ont trouvé leur compte dans les initiatives institutionnelles d'établissement d'organisations de défense des droits des migrants. Comme la survie des OS passe par leur reconnaissance, la tendance principale pour les organisations qui ne sont pas officiellement enregistrées est la recherche du soutien étatique et la coopération. Pour les plus sceptiques, cet état des choses correspond à une acceptation de cooptation venant de l'État, par pragmatisme. Les nombreuses contraintes vécues par les OS fondées par des travailleurs migrants nous rappellent cependant que le gouvernement chinois refuse toujours à ce groupe particulier le droit de se constituer en organisation formelle.

Les tentations corporatistes de l'État, soutenues par l'idée d'harmonie sociale et le statut singulier des *mingong*, constituent des limites structurelles incontournables pour une majorité des organisations de défense des droits axés sur une offre de services plus juridiques, éducatifs et revendicateurs que culturels et sociaux. Ainsi, les OS qui entrent en « compétition » avec les nouveaux rôles de représentation des intérêts *mingong* dévolus aux branches syndicales locales ont tendance à se heurter à de vives dénonciations de la part de ces dernières et risquent la fermeture forcée. C'est ce qui est arrivé à la Migrant Workers Association de Ruian (Zhejiang) qui, malgré l'appui informel des autorités locales, est obligée de mettre la clé sous la porte quatre mois après son ouverture en 2002, suite aux pressions exercées par la *All-China Federation of Trade Unions* (ACFTU)²³⁹. Les difficultés vécues par cette organisation nous confirment deux éléments visant le besoin de relativiser le critère de l'autonomie dans l'étude des OS chinoises: (1) la diversité des relations entre les OS et les divers paliers et branches des organes étatiques et (2) la diversité des relations entre les divers paliers et organes étatiques, entre eux. Une

²³⁷ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, pp.2-3 ; Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, pp.209-210.

²³⁸ Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, pp.182-183.

²³⁹ *Ibid*, p. 187 ; Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, pp.246-247.

organisation locale peut ainsi ne pas être légalement enregistrée auprès du ministère concerné, tout en établissant de très bonnes relations avec certains représentants des autorités locales et jouir d'une autonomie d'action significative. Parallèlement, une organisation jouissant de l'appui de certaines branches étatiques locales peut voir son développement obstrué par des instances étatiques supérieures. De plus, rappelons que l'interlocuteur principal des OS de défense des droits des travailleurs migrants n'est pas l'État, mais bien les entrepreneurs locaux. L'autonomie d'action des OS peut aussi se voir bloquée par ces entrepreneurs, lorsque les autorités locales n'interviennent pas dans les conflits opposant organisations et entreprises, comme c'est le cas pour le Dagongzhe Migrant Worker Centre²⁴⁰. Les entrepreneurs jouissant d'une reconnaissance sociale et d'un rapport de force plus importants que les *mingong* ou les groupes les représentant, les OS sont ainsi limitées par l'inaction ou la violence d'interlocuteurs récalcitrants²⁴¹.

La précarité et l'arbitraire que connaissent les OS dans leurs relations avec les autorités limite leur implantation, leur rapport de force et la professionnalisation de leurs rôles²⁴². Cette « flexibilité relationnelle » représente cependant aussi un atout pour la défense des droits des *mingong*, puisqu'elle permet l'existence-même de ces groupes autrement considérés comme illégaux. À ce titre, la culture des *guanxi* encore bien implantée en Chine est une ressource à double-tranchant, facilitant certains soutiens tout en limitant un développement « équitable » des OS.

Les ressources et moyens d'actions constituent une troisième série d'éléments indicateurs des apports et limites des OS en lien avec leur degré d'autonomie. La majorité des fonds finançant les activités des OS de défense des droits des travailleurs migrants provient de l'étranger. L'habileté de ces organisations à tisser des liens avec des groupes internationaux, à insuffler de nouveaux modes de représentations, à se forger une forte réputation et à rendre publique la cause des travailleurs migrants ne cachent pas néanmoins leur forte dépendance financière auprès de ces institutions bailleurs de fonds ; les OS souffrent d'une instabilité financière qui diffuse leurs énergies et amoindrit leurs capacités d'implantation à long terme. Cela pose une importante limite à leur impact. De même, la précarité et la caractère « sensible » du travail lié à la défense des droits des *mingong* jouent sur les possibilités réelles de formation et de

²⁴⁰ Dangongzhe Migrant Worker Centre, « In Memory of 20 November. Supporting Worker Victims of Violence », *loc. cit.*

²⁴¹ Parmi les pratiques d'intimidation de la part des acteurs privés, soulignons l'embauche de tierce partie par des employeurs pour physiquement intimider des défenseurs des droits des migrants. Les fortes réactions de certains entrepreneurs face aux dénonciations des OS de défense des droits des travailleurs migrants est cependant un indicateur en soi, aussi, de l'importance de leur présence et l'impact possible de leurs actions.

²⁴² Les OS tendent à attirer la sympathie des autorités locales, mais obtiennent peu de coopération réelle.

dynamisation de nouveaux professionnels dans le milieu. Les organisations fondées par des cadres de l'État, des intellectuels sensibilisés à la cause ou des travailleurs migrants auront tendance à centrer la dynamique du groupe autour de la figure du dirigeant/fondateur. Une instabilité d'institutionnalisation fait alors surface, qui pose encore problème à long terme. Comme une majorité des OS ont vu le jour suite au tournant des années 2000, nous pouvons par contre imaginer que cette dépendance au *leadership* vécue chez un grand nombre d'organisations correspond au stade initial de développement et tendra à s'amoinrir avec le temps. Finalement, si les organisations du Delta de la rivière des perles jouissent d'accès privilégiés aux migrants, de par le nombre important de *mingong* dans la région et la longévité de leur présence (et donc de leurs problèmes) dans le Delta, leur impact est limité de par le caractère instable des travailleurs eux-mêmes, qui changent régulièrement d'emploi, de ville ou de vie²⁴³. Les organisations basées à Beijing, où les travailleurs migrants oeuvrent principalement dans le secteur des services et de la construction, connaissent un accès plus régulier et à plus long terme avec les membres de cette population. L'impact de cette situation est double. Si d'une part l'établissement de relations à long terme permet d'approfondir le soutien et bonifier les services offerts, d'autre part, le risque de tomber dans la promotion d'un « statut quo » est plus important.

Au niveau des idées et des représentations à la base des différents rôles de ces organisations sociales, on remarque d'ores et déjà des tendances divergentes distinguant –de manière généralisée- les organisations de Beijing et celles du Delta de la rivière des perles, et de Shenzhen en particulier. Les OS de la capitale, traitant principalement avec des travailleurs issus des services et de la construction, ont tendance à promouvoir une éducation aux droits et une représentation des intérêts liés aux discours publics sur les réformes juridiques et sur la reconnaissance de la population *mingong*. Les organisations de la côte est industrielle, première zone d'attraction des migrants, ont quant à elles tendance à soutenir des idées plus réformistes issues de leur situation particulière. La réalité des migrants étant différente d'une région à l'autre, il apparaît logique de déceler des variations régionales dans le choix des encadrements idéels à la base des rôles et actions des OS. Cependant, bien que les organisations considérées comme les

²⁴³ Chang, Leslie T., *Factory Girls. From Village to City in a Changing China*. New York : Spiegel & Grau, 2008 ; Ngai, Pun, « The making of global dormitory labour regime », *op.cit.* ; Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *op.cit.*

plus « radicales » proviennent de la ville de Shenzhen²⁴⁴, le contexte politique national actuel ne permet pas de radicalisme dans l'action et tend à dépolitiser les débats entourant la défense des droits des travailleurs migrants, partout sur le territoire.

Une instabilité idéologique peut ainsi être décelée chez un grand nombre d'organisations fondées par des intellectuels et autres urbains impliqués dans la défense des droits des *mingong*. En effet, si de nombreuses organisations reprennent le discours étatique du recours au droit pour la défense des intérêts des *mingong*, elles jouent sur les deux niveaux de la rhétorique utilisée : le niveau technique et le niveau normatif, c'est-à-dire le recours au droit comme stabilisateur social ou le recours au droit comme source de changements sociaux. Malgré l'utilisation répandue du terme d'autonomisation (*empowerment*) au sein des objectifs des OS de défense des droits des travailleurs migrants, peu d'entre elles suivent un agenda qui prône de manière substantielle et effective cette autonomisation, selon Chloé Froissart. Ces organisations soutiennent des solutions juridico-administratives aux problèmes des migrants²⁴⁵.

Pour ce qui est des GONGOs, le fondement idéal à la base du type de services offerts et du discours tenu est une préoccupation pour le développement des relations de travail dans l'harmonie et la coopération entre les acteurs impliqués. La préoccupation pour le sort des travailleurs migrants est intimement liée à la stabilité sociale. C'est le cas du Shenzhen Migrant Workers Association, du Centre de secours de la Chine de l'Ouest pour les migrants sichuanais par exemple, ou encore du Hainan Migrant Workers Management Association²⁴⁶. L'impact de leur travail s'avère important au niveau *micro* local, pour le quotidien de nombreux travailleurs (filet de sécurité – compensations possibles) et leur épanouissement personnel. Par contre, l'impact plus général au niveau *macro* est très limité ; la situation des travailleurs migrants n'a pas beaucoup changée depuis les dix dernières années, bien que nombre de lois et politiques en faveur des migrants aient été promulguées, et bien qu'une partie de cette population est aujourd'hui plus consciente de ses droits.

Si l'objectif de défendre les droits des travailleurs migrants animent les OS étudiées dans le cadre de ce travail, une variété de moyens d'y parvenir co-existent : clinique juridique, centres de documentations, écoles du soir, centres de recherches, services de médiation, entre autres. La tendance principale est à la valorisation du discours juridique pour l'émancipation et l'autonomisation des migrants ; cette rhétorique est sous-jacente à au moins une activité/un service offert par toutes les OS étudiées. Les OS participent ainsi de manière soutenue à la

²⁴⁴ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.9.

²⁴⁵ *Ibid*, pp.6; 9.

²⁴⁶ Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, pp. 182-183.

propagation d'une conscience collective chez les migrants de leurs droits ; nous verrons dans le chapitre suivant si cette conscience nouvellement acquise incite réellement ou non à la mobilisation légale et/ou socio-politique.

La création de réseaux d'organisations sociales pour travailleurs migrants n'est pas l'apanage de tous les groupes. Les OS disposant d'un soutien technique et logistique de la part d'organismes étrangers, en plus d'une stricte aide financière, ont tendance à promouvoir le développement horizontal de collaborations avec des organisations similaires. Les apports d'une telle stratégie se situent essentiellement dans la valorisation et la légitimation du travail de ces OS ; de plus, elle facilite la transmission d'idées à grande échelle. Par exemple, le Migrant Workers Community College de l'Institut of Contemporary Observation (ICO) – aidé par Oxfam Hong Kong, l'Université Berkeley et la Ford Foundation- contribue à une plateforme de recherche sur les relations de travail, de formations intégrées au droit et de services pour migrants²⁴⁷. Il est donc important de se demander dans quelle mesure l'implication logistique d'organisations internationales influencent les idées et les valeurs des OS qu'elles soutiennent, et quel impact cela génère. Pour Froissart, « les ONG locales représentent l'une des passerelles privilégiées par lesquelles sont introduites les valeurs de la communauté internationale dans la société chinoise »²⁴⁸. Les limites liées à la culture politique freinent cependant la transmission systématisée de valeurs dites « alternatives »²⁴⁹, tout comme les limites institutionnelles et internes à l'organisation. En effet, la culture politique dominante est reprise par une majorité d'OS de défense des droits des travailleurs migrants qui adoptent un langage souvent conciliateur, parfois technique, mais qui identifient leurs rôles à celui de l'État central bienfaiteur envers une population en quête d'épanouissement et de prospérité. Même des organisations fondées par des *mingong* tel le Home of Fellow Peasants justifient une approche harmonieuse des relations de travail au nom d'une représentation idéale d'une Chine puissante et stable²⁵⁰.

²⁴⁷ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p.239.

²⁴⁸ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.3.

²⁴⁹ Nous n'entrerons pas ici dans le débat sur l'existence d'une dichotomisation entre valeurs occidentales et valeurs asiatiques ; nous souhaitons tout de même souligner que la catégorisation normative en fonction d'aires culturelles ne nous apparaît pas refléter une réalité historique et culturelle vécue en Chine par rapport à des idées, normes et valeurs liées aux expressions de la vie en commun.

²⁵⁰ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.8.

3.3.2 - Classification des OS et typologie suggérée

La présentation d'un portrait des organisations sociales chinoises de défense des droits des travailleurs migrants et l'analyse de leurs apports et de leurs limites selon les variables d'autonomie et d'encadrement idéal nous permet de classer ces OS selon différents cadres de référence co-existants dans le milieu. Ces représentations stratégiques, portées par des diverses formes de *leadership*, sont issues d'interactions diverses entre les éléments structurels liés à l'autonomie des organisations et les idées à la base de leurs actions et référents discursifs²⁵¹. Les deux variables sont mises en corrélation. Cependant, dans le cadre de ce travail, une importance particulière est accordée au rôle des idées et à la légitimité qui leur est associée.

La présence d'organisations sociales de défense d'une population dite vulnérable en Chine provoque, dans les pays occidentaux, des réactions souvent tranchées de scepticisme ou d'enthousiasme. L'étude des idées et des représentations permet de nuancer une vision trop manichéenne du rôle de ces organisations. Elle permet aussi de souligner la diversité des débats, fonctions et objectifs des OS de défense des droits des travailleurs migrants, basée sur leurs interprétations des intérêts des *mingong* et du contexte au sein duquel elles évoluent. De plus, une approche idéale conduit à se pencher sur la production de discours et actions stratégiques des OS qui deviennent, comme le mentionne Constantin, des « instruments de persuasion »²⁵². Cette perspective est particulièrement utile pour l'étude de l'impact de ces organisations sur la mobilisation des travailleurs migrants.

S'ils permettent une nuance accrue dans la compréhension des apports et des limites des OS de défense des *mingong*, les cadres de références n'élucident cependant pas l'ensemble des enjeux entourant ces nouveaux acteurs de l'espace social chinois. Chaque cadre de référence correspond avant tout à une tendance, qui peut être placée sur un axe gradué des différentes conceptions de la défense des droits des travailleurs migrants, par les OS. Tel que le souligne André Laliberté, dans son introduction au numéro spécial de la revue *Politique et Sociétés* sur la Chine, « l'unanimité quant à la définition des problèmes et le choix des solutions à y apporter [est] révolue »²⁵³. Plusieurs explications co-existent.

²⁵¹ Constantin, Christian, « Comprendre la sécurité énergétique chinoise », *loc.cit.*, p.17.

²⁵² *Ibid*, p.25.

²⁵³ Laliberté, André, « La réforme du droit et les transformations de la notion de sécurité en Chine », *loc.cit.* p. 13.

Chaque organisation est confrontée au problème de la représentation des intérêts des travailleurs migrants à travers la défense de leurs droits. Les modes de construction des besoins des *mingong* divergent d'une organisation à l'autre, et les services offerts aux migrants -les solutions proposées- reflètent cette diversité. Le degré d'autonomie dont jouit une organisation joue un rôle d'appui à l'expression des représentations à la base de la sélection d'un cadre de référence. Trois représentations s'offrent aux OS de défense des droits des travailleurs migrants : (1) la défense des droits par un développement harmonieux des relations sociales, (2) la défense des droits par le recours au système juridique institutionnel et (3) la défense des droits par la revendication pour des changements sociaux - et politiques, dans une moindre mesure.

Ainsi, trois cadres de références sous-tendent l'action des OS de défense des droits des travailleurs migrants en Chine. Dans un premier temps, une conception du développement et de la justice selon le principe de l'harmonie sociale. Dans un deuxième temps, l'approche juridique reposant sur l'encouragement officiel du PCC à user du droit. Dans un troisième temps, une approche revendicative pour le changement social et l'autonomisation (*empowerment*) des travailleurs migrants.

a) Une conception du développement et de la justice selon le principe de l'harmonie sociale

À la base d'une conception du « juste » en Chine se retrouve, encore de nos jours, l'idéal confucéen de l'harmonie²⁵⁴. Ainsi, bien que la culture juridique chinoise ne remette aucunement en question l'importance du juridisme et du droit étatique²⁵⁵, elle repose partiellement sur la valeur du compromis (*rang*) et sur l'idée de la résolution de disputes par la stabilisation des relations personnelles²⁵⁶. Cette optique nuance l'adéquation entre la défense des droits et le recours au tribunal, et elle oriente les choix stratégiques de certaines organisations sociales qui voient en l'harmonie le meilleur moyen de rendre justice, en pratique, aux travailleurs migrants.

²⁵⁴ Piquet, Hélène, *op.cit.*, p.37.

²⁵⁵ Huang, Philip C.C., *Code, Custom and Legal Practice in China. The Qing and the Republic Compared*, Stanford : Stanford University Press, 2001.

²⁵⁶ Lubman, Stanley, *Bird in a Cage. Legal Reform in China After Mao*, Stanford : Stanford University Press, 1999, p.304.

Au-delà de la culture juridique, on retrouve le principe de l'harmonie dans la conception étatique du développement social. Afin de répondre à certaines craintes d'instabilité sociale provoquées par le problème incontournable des relations de travail discriminatoires et des conditions de vie difficiles des *mingong*, le gouvernement central adopte dès 2002 un nouveau discours de protection de cette population vulnérable²⁵⁷. La nouvelle représentation des migrants se fait alors toujours dans un langage aux fortes connotations hiérarchiques, mais plutôt que d'être lié aux classes sociales, il se fonde sur des références à la modernisation et au développement économique²⁵⁸ : le statut et la « qualité » du travailleur migrant sont peu élevés, mais ils font partie intégrante de l'essor du pays. Pour la défense de leurs droits, cette rhétorique permet (1) de reconnaître l'importance des problèmes vécus par les migrants et (2) de légitimer les actions entreprises en ce sens.

De ce point de vue, la défense des droits des travailleurs migrants passe par la prise en charge de l'ensemble de leurs problèmes et revendications. Ainsi, la défense des droits devient une question d'éducation, de socialisation, de santé, de médiation, d'estime de soi, de morale et d'émancipation identitaire. Cette émancipation reste cependant rattachée à la sphère privée et à une certaine forme d'« individualité communautaire » ; Froissart souligne à cet effet l'utilisation de termes tels que « foyer », « professeur » ou « mère » pour décrire les interactions au sein des organisations séduites par ce cadre de référence²⁵⁹.

L'optique conciliatrice de la question des travailleurs migrants pose la défense des droits des *mingong* au sein d'un argumentaire de protection. Ces derniers sont identifiés en tant que « catégories sociales affaiblies » (*ruoshi qunti*) pour reprendre l'expression de l'ancien Premier ministre Zhu Rongji, citée par Chloé Froissart²⁶⁰. Les OS reprennent ainsi le flambeau de l'État au moment où celui-ci se départit d'une part de ses responsabilités sociales, au moment des réformes. L'éducation aux droits et l'aide juridique fait souvent partie des services de base offerts par ces organisations. La conscience du droit développée par les migrants associe cependant le système juridique à un système parmi d'autres de protection plutôt qu'à un système d'émancipation. De plus, les tenants de cette conception ancrant leurs discours dans la

²⁵⁷ Pour un résumé d'initiatives inspirées du nouveau positionnement étatique en faveur des *mingong*, voir Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, p.177.

²⁵⁸ Murphy, Rachel, « Turning peasants into modern Chinese citizens: "Population quality" discourse, demographic transition and primary education », *China Quarterly*, no.177, 2004.

²⁵⁹ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, pp.6; 8.

²⁶⁰ *Ibid* p.5.

symbolique étatique pour l'émancipation des travailleurs migrants, leurs actions deviennent également plus symboliques que réformatrices²⁶¹.

De nombreuses organisations étudiées ci-dessus ont pour cadre de référence ce point de vue de la justice et du développement harmonieux. La grande diversité des services offerts, le rôle assumé de « conseiller du Prince » et/ou les solutions visant des règlements « coopératifs » de conflits (médiation extra-judiciaire par exemple) en sont des indicateurs. À la fois des GONGOS, mais aussi des organisations fondées par des travailleurs migrants, adoptent ce cadre de référence, par pragmatisme politico-institutionnel ou par croyance en la force de la médiation et de la coopération sur le recours judiciaire. C'est le cas du CCCF, ou de l'organisation Little Bird.

b) L'approche juridique : le recours aux institutions juridiques pour défendre les droits des travailleurs migrants

L'idée du recours aux institutions juridiques pour la défense des droits des travailleurs migrants est directement influencée par deux éléments: dans un premier temps, les réformes juridiques que connaît la Chine depuis la fin des années 1970 et, dans un deuxième temps, les campagnes d'éducation aux droits visant les populations vulnérables, dont les *mingong*. Selon cette approche, le système juridique constitue le moyen le plus équitable et le plus adéquat pour répondre aux besoins et revendications des migrants.

Tel que vu précédemment, le recours au tribunal et à des formes juridiques de règlement de conflits n'est pas étranger à l'histoire et à la culture juridique chinoise. Cette culture est complexe et non-statique ; elle continue à être influencée par les changements sociaux, politiques et économiques qui marquent le temps²⁶². La destruction du système institutionnel de justice sous Mao, après la Campagne Anti-Droitiers de 1957, et les excès arbitraires qui s'ensuivent, expliquent en partie les motifs à la base du processus étatique de réforme juridique entamé en 1978²⁶³. Hélène Piquet parle d'un processus de « réhabilitation du droit ». Un deuxième élément

²⁶¹ Woo, Margaret et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, p. 135.

²⁶² Lubman, Stanley, *Bird in a Cage*, *op.cit.*, pp.37-38.

²⁶³ Piquet, Hélène, *op.cit.*, p.73 ; Peerenboom, Randall, *China's Long March Toward Rule of Law*, *op.cit.*, p.44 ; Lubman, Stanley, *Bird in a Cage*, *op.cit.*, p. 48.

expliquant la volonté de réforme juridique sous Deng Xiaoping se trouve dans la volonté de développement économique du pays et l'ouverture au monde qui s'en suit ; la Chine se doit d'être « juridiquement sécuritaire » pour l'investissement²⁶⁴. Ainsi, l'avènement d'instruments juridiques, la boulimie de nouvelles lois et le renouvellement d'institutions sont liés à des considérations avant tout pragmatiques de la part de l'État.

La rhétorique juridique est constamment utilisée par les dirigeants chinois pour légitimer le processus d'institutionnalisation mis en place. Bien que le pouvoir juridique demeure dépendant du pouvoir politique²⁶⁵, le système juridique devient graduellement partie intégrante de la gamme de recours disponibles pour répondre aux nombreuses revendications animant la société chinoise. Pour les tenants défenseurs du recours à la justice, ce système et le discours y étant associé restent les moyens les plus justes pour améliorer le statu des migrants, malgré les nombreux obstacles reconnus²⁶⁶.

Les campagnes d'éducation aux droits ainsi que la reconnaissance officielle du gouvernement central de la vulnérabilité des travailleurs migrants, au début des années 2000, marquent des changements législatifs importants pour cette population²⁶⁷. De nouvelles lois et réglementations sont adoptées en faveur des *mingong*, et elles sont largement publicisées au sein de discours officiels²⁶⁸. L'État prône l'accès aux instances et à l'aide juridiques pour cette population, dans l'objectif d'améliorer son sort. Le discours encourage des améliorations des statuts politiques et juridiques, et l'éducation populaire.

L'argumentaire juridique étatique, en plus des facteurs culturels légitimant, dans une certaine mesure, le recours aux tribunaux, a su convaincre un important nombre d'organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants. Celui-ci est repris par des cliniques professionnelles et universitaires d'aide juridique, par des groupes jouissant de l'appui bénévole d'avocats, professeurs de droits et étudiants, par des organisations qui n'hésitent pas à aller devant les tribunaux pour défendre les droits de leur « clientèle ».

²⁶⁴ Piquet, Hélène, *op.cit.*, pp.73-76.

²⁶⁵ Lam, Willy Wo-Lap, « La politisation de l'appareil policier et judiciaire », *Perspectives chinoises*, no.2, 2009.

²⁶⁶ Parmi les obstacles reconnus, notons en premier lieu les difficultés pour la mise en œuvre du droit et de l'application des lois *en pratique*. Voir Piquet, Hélène, *op.cit.*, p. 77.

²⁶⁷ Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.200.

²⁶⁸ Lan, Na, « Is There Hope in Labor Rights Protection for Chinese Migrant Workers ? », *Asian-Pacific Law & Policy Journal*, vol.10, no.2, 2009.

Les fondements idéationnels de cette conception de la défense des droits des *mingong* orientent donc le choix des stratégies de l'organisme, les services offerts, les intentions du dirigeant et le développement de relations avec d'autres acteurs/organismes (*networking*). Une des orientations communes principales des OS adoptant la perspective juridique est la professionnalisation de l'organisation, ou du moins la volonté du développement d'une expertise professionnelle dans la défense des droits spécifiques des travailleurs migrants. Par exemple, c'est le cas de la Beijing Legal Aid Station for Migrant Workers et du projet « Enhancing Legal Aid Services for Migrant Workers in China », supervisé par Tong Lihai, ou de la clinique juridique de la East China University of Politics and Law²⁶⁹. La rhétorique utilisée devient ainsi plus technique que normative, bien que ces OS soient plus souvent qu'autrement très critiques des limitations du système judiciaire actuel. À cet effet, les tenants d'une cette approche plus juridique de la défense des droits des travailleurs vont recommander, dans de nombreux cas, le règlement de conflit en dehors des tribunaux.

Par contre, de nombreux observateurs jugent le discours juridique officiel étatique comme émanant d'une stratégie visant la stabilité sociale avant tout. Cette approche peut donc aussi être comprise par l'envers de sa médaille, soit la récupération du discours officiel par les organisations sociales pour *réellement* tenter de régler les différents au sein de canaux institutionnels. Le discours officiel est ainsi pris au mot, une stratégie consciente des OS visant (1) à légitimer les revendications et (2) à diminuer le caractère de confrontation. Un degré de normativité se cache alors sous les propos techniques des OS. Les litiges d'intérêts publics intentés par certaines OS en sont un bon exemple.

c) L'approche revendicatrice pour le changement social et l'autonomisation (*empowerment*) des travailleurs migrants.

Si toutes les OS de défense des droits des travailleurs migrants écoutent les revendications de ces derniers et y réagissent en leur proposant différentes solutions sociales,

²⁶⁹ Rappelons que la classification reflète ici des tendances et non pas des groupes aux frontières strictes. Ainsi, bien que le Labor Law Service Center for Workers de la East China University of Politics and Law soit souvent perçu comme revendicateur de changements profonds et politiquement « sensible », son cadre de référence principal reste une croyance –critique– en le système de justice.

culturelles, politiques ou légales, peu d'entre elles vont reprendre ces revendications pour en faire les leurs. Les OS encadrant leurs discours selon l'approche revendicatrice prennent un rôle allant au-delà de la représentation des intérêts des *mingong* pour exiger le changement social au sein du système juridique certes, mais aussi en dehors de celui-ci. Cette grille de lecture plus « activiste » de la défense des droits des travailleurs migrants ne cherche donc pas à canaliser les revendications mais à les mettre en commun pour ultimement « changer le système politique en s'appuyant sur des actions collectives »²⁷⁰. Nous pouvons alors faire une analogie avec la mouvance plus revendicatrice du *weiquan*, ce mouvement pour la protection des droits apparu en Chine dans les années 1990²⁷¹.

Les événements de la place Tiananmen en 1989 représentent un moment marquant dans le développement des référents des OS chinoises. La répression étatique violente des revendications de différents groupes, menés par les étudiants, rend risquée l'expression publique de revendications pour des changements socio-politiques depuis trente ans, partout au pays. Les OS ne pouvant ouvertement se faire porte-étendards de causes qui seraient perçues comme « radicales », elles optent pour des stratégies ciblées – encourager les poursuites des employeurs par les migrants²⁷² – et pratiquent fortement l'auto-censure de leurs propos, actions et relations²⁷³. En effet, si les OS développant leurs activités et services selon ce cadre de référence présentent d'emblée leur objectif de création d'une conscience identitaire collective *mingong*, elles se refusent toute mention de « mobilisation » (*dongyuan*). Ce terme a une connotation péjorative et peut amener à la répression. Les OS ont tendance à ne pas développer trop de réseaux de coordination horizontale, dans le cadre de cette perspective²⁷⁴. Leur position est fragile et leur spectre d'actions limité, à court terme.

²⁷⁰ Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.9.

²⁷¹ Fu, Hualing and Cullen, Richard, « *Weiquan* (Rights Protection) Lawyering in an Authoritarian State: Toward Critical Lawyering », 15 janvier 2008, p.6. Disponible au SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1083925>. Les auteurs utilisent le terme "radical" pour définir le niveau le plus revendicateur des *weiquan* (aux côtés des modérés et des critiques).

²⁷² Ching Kwan Lee parle de « local and cellular activism ». Voir Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p.238 ; Voir aussi Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *loc.cit.*, p.10.

²⁷³ Pour les quelques organisations qui ne souhaitent porter le masque de l'auto-censure, elles doivent s'assurer de rester sous le radar des employeurs et des autorités. Elles existent, mais nous en savons très peu sur elles de par leur caractère clandestin. Voir Ching Kwan Lee, « Is Labor a Political Force in China », *op.cit.*, p.248.

²⁷⁴ Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, p.189 ; Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p. 212.

L'accent est alors posé sur la nécessité d'offrir des services essentiels pour l'autonomisation des migrants mais sans connotation politique évidente. Les OS misent sur des programmes d'éducation, de services et d'aide juridique –pour reprendre les catégories de soutien « officiels »- tout en érigeant les rapports dans la collectivité, plutôt que sur des bases individuelles.

Si la plupart des organisations utilisant ce cadre de référence sont fondées par des membres d'organisations de l'étranger (Hong Kong), comme pour la CWWN, ou par des travailleurs migrants eux-mêmes, nous ne pouvons associer cet encadrement exclusivement à un *leadership mingong* ou étranger. Un certain nombre d'OS dont les dirigeants sont d'anciens travailleurs migrants, par exemple Little Bird, ne cadrent aucunement leurs objectifs et activités dans une perspective activiste de revendications ou d'autonomisation effective des migrants, comme nous l'avons vu²⁷⁵.

Des trois approches de défense des droits des travailleurs migrants, l'approche revendicatrice est celle qui est la moins présente chez les OS étudiées. Il en existerait moins d'une dizaine, principalement concentrées dans la région du Delta de la rivière des perles, et Shenzhen en particulier. Les chercheurs expliquent cet état de faits par la proximité géographique de cette zone de l'influente Hong Kong et son éloignement de la capitale, ainsi que par le principal modèle de travail qu'on y retrouve²⁷⁶. Si les deux autres cadres de référence y sont aussi présents en toile de fond pour orienter le développement des OS de défense des droits des travailleurs migrants du Delta, on les retrouve massivement à Shanghai, Beijing et dans les autres centres urbains attirant une population *mingong*.

d) Typologie proposée

Ces cadres de références représentent trois orientations pour la défense des droits des travailleurs migrants et trois expressions différentes du rôle des OS pour migrants actuellement en Chine, et de leurs apports et limites. Nous proposons donc une typologie de ces organisations

²⁷⁵ Halegua, Aaron, « Getting Paid : Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers », *loc.cit.*

²⁷⁶ Pun Ngai surnomme ce modèle le « *dormitory labor regime* ». Voir Ngai, Pun, « The making of global dormitory labour regime », *op.cit.*

selon les trois tendances, comme suit : (1) les OS conciliatrices, (2) les OS juridiques et (3) les OS revendicatrices.

Cette typologie ne respecte pas de frontières fixes entre les trois tendances présentées, car les orientations, tout comme les interactions avec le système, évoluent au fil du développement des organisations. Elle permet cependant de mieux conceptualiser une réalité aux contours plus flous. À cet effet, les OS adoptant une approche plutôt conciliatrices entre les entrepreneurs privés et les *mingong* sont axées sur l'aménagement du statu quo afin de préserver l'harmonie en résolvant les conflits qui y portent atteinte. Elles servent à la fois les *mingong* et l'ordre établi. Les OS plutôt juridiques vont quant à elles faire appel à une lecture technique du droit, dénuée de revendication politique ou sociale. Le but énoncé est d'amener les parties en violation à respecter le droit existant du travail, quel que soit le point précis en cause (salaire impayé, indemnisation en cas d'accident, etc). En s'appuyant sur le droit existant, elles ne font pas des demandes « menaçantes » qui chercheraient à modifier les paramètres du système. Par contre, la lecture technique et littérale des lois, politiques et règlements est elle-même souvent une technique pour se situer strictement dans le système. Finalement, les OS plutôt revendicatrices voient dans le droit un outil de contestation des paramètres du système, d'où le caractère « sensible » de leur travail. Leur lecture va au-delà de la lettre et leur recours au système de justice ne représente qu'un moyen parmi d'autres pour tenter de rendre justice aux *mingong*.

Reflétant les orientations et cadres de référence principaux des OS pour *mingong* du territoire continental chinois, et leurs interactions avec le système, cette typologie nous aidera à mieux ainsi à cerner l'impact du travail de ces organisations sur la mobilisation des travailleurs. Quel type d'organisation est plus apte à la mobilisation et à l'action collective des migrants, et pourquoi ? Dans quelle mesure les travailleurs seront-ils plus réceptifs à une rhétorique plutôt qu'une autre ? Comment comprendre la mobilisation des travailleurs migrants dans le contexte d'un régime autoritaire, où les OS restent inévitablement co-optées par un État à forte tendance corporatiste envers ce groupe ?

CHAPITRE 4

Dans son introduction à l'ouvrage collectif *Popular Protest in China*, Sydney Tarrow inclut les études du développement des OS et les analyses de l'augmentation du recours au système de justice au sein d'un large éventail renouvelé d'études dans le domaine de la politique de contention²⁷⁷. Une nouvelle génération de chercheurs, selon lui, investit de nouveaux objets de recherche pour bonifier les perspectives associées à la mobilisation et approfondir le spectre des explications de ce phénomène dans divers contextes politiques.

Est-il possible de déceler des éléments de contention au sein des OS de défense des droits des *mingong* ? En quoi la littérature sur la politique de contention et les mouvements sociaux peut-elle nous aider à comprendre l'impact des OS de défense des droits des travailleurs migrants sur leur(s) mobilisation(s) ? Quels types d'OS représentent un frein ou un tremplin à l'action collective, et comment sont reçues et interprétées leurs actions ? Peut-on parler de l'émergence d'un mouvement social de travailleurs migrants, comme le suggère Chloé Froissart dans son article « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Workers' Striving for Autonomy » ?

Les formes de contention en régime autoritaire ont souvent été associées à la transgression²⁷⁸, ou sont perçues comme inexistantes. Cette vision des relations État-société en régime autoritaire pose donc les acteurs sociaux en tant qu'objets conflictuels et aux frontières définies. Le portrait de la Chine actuelle est plus nuancé, l'État chinois n'étant ni unitaire, ni omnipotent. Les relations dynamiques, éclectiques et plurielles existant entre les autorités, les

²⁷⁷ Tarrow, Sydney, « Prologue : The New Contentious Politics in China : Poor and Blank or Rich and Complex? », dans Kevin J. O'Brien (dir. publ.), *Popular Protest in China*, op.cit., pp.1-10

²⁷⁸ McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly, « Comparative Perspectives on Contentious Politics », dans Mark Lichbach et Alan Zuckerman (dir. publ.), *Comparative Politics: Rationality, Culture, and Structure: Advancing Theory in Comparative Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, p.24.

organisations sociales, les entrepreneurs et les travailleurs migrants nourriront notre réflexion sur l'impact du rôle des OS sur la mobilisation de cette population migrante. Dans un premier temps, il est impératif de déconstruire une image unitaire et linéaire de l'État chinois, tout en rappelant les fondements corporatistes qui régulent, en toile de fond, les relations entre les autorités et les OS.

4.1- L'État chinois et les relations État-société : fragmentation et dynamisme

Si l'État chinois a longtemps été anthropomorphisé, lui étant attribué des capacités de choix rationnels et une unité de comportement, on reconnaît aujourd'hui la pluralité des acteurs et stratégies en son sein. Ainsi, le processus de décentralisation des structures de gouvernance entamé par Deng Xiaoping dans les années 1980 multiplie les centres d'autorité ; les nouveaux acteurs locaux prennent conscience de leur pouvoir et ne représentent plus des courroies de transmissions passives des dictats du Centre²⁷⁹. De fait, plus on s'éloigne géographiquement de Beijing, moins on retrouve de conformisme politique au sein des élites²⁸⁰. Pour Tony Saich, plusieurs identités culturelles et discours alternatifs à celui de Zhongnanhai se développent simultanément sur le territoire chinois, basés sur des critères non seulement ethniques mais aussi géographiques²⁸¹. Les forces du marché accentuent ces différences géographiques, et sont à la base de nombreuses disparités dans le traitement des travailleurs migrants sur le territoire chinois²⁸² : « These divisions lead to new implicit coalitions and alliances for or against migrants, as well as new found market-driven competition not just among bureaucratic offices but also among various provincial and urban jurisdictions, and between administrative echelons within the same bureaucracy »²⁸³. Il en va de même pour les organisations sociales, tel que vu précédemment.

²⁷⁹ Gries, Peter Hayes et Stanley Rosen, « Introduction : popular protest and state legitimation in 21st-century China », *op.cit.*, p.5. Voir aussi Howell, Jude, *Governance in China*, *op.cit.*; Chan, Anita « Revolution or Corporatism ? Workers and Trade Unions in Post-Mao China », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, no.29, janvier 1993, p.34; Mertha, Andrew C., *op.cit.*, p.3.

²⁸⁰ Saich, Tony, *Governance and Politics of China*, *op.cit.*, p.226.

²⁸¹ *Ibid*, p.224.

²⁸² Les milieux de vie et de travail des migrants est avant tout centré autour du « Marché » et de la localité au sein de laquelle ils se retrouvent.

²⁸³ Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China*, *op.cit.*, pp.61; 71-84.

Ainsi, à partir de ce constat de pluralité de l'État chinois, ce dernier ne peut plus être pensé uniquement comme une institution omnipotente « au-dessus » de la société, ni essentiellement divisée selon une dichotomie gouvernement central/gouvernements locaux. Les divisions se créent entre une myriade d'agences institutionnelles à différents échelons. Le pluralisme des relations politiques fait écho à un pluralisme des relations entre les autorités et la société. Les dynamiques d'interactions sont hétérogènes, éclectiques, et ne sont pas unidirectionnelles²⁸⁴ ; les OS de défense des droits des travailleurs migrants ont autant besoin d'une forme de soutien étatique que les administrations gouvernementales ont besoin des OS pour les informations qu'elles leur fournissent et le lien privilégié qu'elles établissent avec les *mingong*. Certaines organisations jouissent cependant d'un appui privilégié, de par leur *guanxi*, alors que d'autres se voient mises à l'index de la surveillance. Nous pouvons associer ces relations à un rapport de clientélisme.

En toile de fond, le corporatisme continue de guider le développement général des régulations et lois sur les OS. Anita Chan et Jonathan Unger proposent la notion de « corporatisme régional » pour décrire cette situation où le corporatisme ne sert dorénavant plus seulement les instances étatiques supérieures mais aussi les « petits empires » locaux des échelons inférieurs²⁸⁵. Ainsi, malgré une diminution de la poignée autoritaire sur le processus de décisions politiques²⁸⁶, les dynamiques d'interactions des instances du pouvoir avec les acteurs sociaux restent ancrées dans une logique de contrôle et de légitimation. Cela étant, il ne faut pas diminuer l'importance du pouvoir de l'État-parti dans la détermination des règles du jeu quant au développement des droits des *mingong* et du nouvel « espace social » ; une place très ambiguë est laissée à l'action populaire collective bien que les portes aient été ouvertes à la négociation avec les organisations sociales²⁸⁷.

²⁸⁴ Saich, Tony, *Governance and Politics of China*, *op.cit.*, p.231.

²⁸⁵ Unger, Jonathan et Anita Chan, « Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », *op.cit.*, p.61.

²⁸⁶ Mertha, Andrew C., *op.cit.*, pp.5-6.

²⁸⁷ Par exemple, peu de références à des droits collectifs sont mentionnés ou applicables au sein de la législation nationale du travail ; l'État mise sur une rhétorique légale individualiste. Voir aussi O'Brien et Li, *Rightful Resistance in China*, *op.cit.*, pp.31-33 pour un portrait de l'ambiguïté des discours étatiques sur le recours à la mobilisation populaire et Tony Saich, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », *op.cit.*, sur les possibilités de négociation.

4.2. Les OS de défense des droits des travailleurs migrants et la mobilisation

Comme nous l'avons vu précédemment, la défense des droits de travailleurs migrants en Chine par des organisations sociales n'équivaut pas systématiquement à des actions de revendications ou à l'autonomisation de cette population. Au contraire, il existe plusieurs cadres de références qui caractérisent les actions des OS et leurs impacts, allant d'une conciliation stabilisatrice à la revendication publique. On ne peut ainsi imputer de fonction unique à ces acteurs au nom d'un « nouvel espace social », et encore moins prendre pour acquis l'expression d'une fonction mobilisatrice au sein de ces groupes. Il est donc important de retourner à ces cadres de références pour mesurer le comportement politique d'une OS et son impact sur la mobilisation des travailleurs qu'elle défend.

Quels sont les processus de constructions sociales qui contribuent ou limitent la mobilisation des *mingong* ? Quel est le sens des actions des OS de défense des droits des travailleurs ? Quelle réception font les migrants des différents apports et limites des OS ?

4.2.1- Les formes de mobilisation

En sciences sociales, la mobilisation est généralement perçue comme un processus de mise en ensemble intentionnel, selon des croyances et une logique de revendication²⁸⁸. Une mobilisation peut être spontanée, ou développée à long terme.

L'étude de la mobilisation politique implique de porter attention à une combinaison de trois facteurs : (1) les opportunités politiques, (2) la structure de mobilisation et (3) le processus d'encadrement²⁸⁹. Plus particulièrement, le modèle de processus politique (*political process model*), qui attache une importance à la fois à la structure de mobilisation (i.e. le rôle

²⁸⁸ Neveu, Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : édition La Découverte, 1996, chapitre un.

²⁸⁹ McAdam, Doug et al., « Comparative Perspectives on Contentious Politics », *op.cit.*, p.5.

d'institutions locales de regroupement pour l'émergence de mouvements sociaux, par exemple) et aux idées et cadres de référence dans le processus d'action collective, réfère avant tout à la primauté de la perception d'opportunités politiques et économiques²⁹⁰. L'identification des interlocuteurs principaux visés par la mobilisation devient ainsi primordiale. Par ailleurs, la mobilisation de type politique peut être circonscrite à un lieu déterminé, et non pas généralisée à tout un groupe ou un mouvement. Nous parlons ici de mobilisation localisée (*workplace mobilization*).

De nombreux chercheurs se penchent aussi sur la notion de mobilisation juridique (*legal mobilization*), dont Margaret Woo et al., Neil Diamant, Stanley Lubman et Kevin O'Brien, et Mary Gallagher. La mobilisation juridique se comprend en tant que processus d'invocation et d'utilisation des normes légales pour défendre ses droits et ses intérêts, ou pour transformer un besoin en revendication²⁹¹. Par ailleurs, citant les travaux de Charles Epp, Margaret Woo et al. ajoutent que la mobilisation juridique « requires a support structure of rights advocacy organizations, sympathetic government agencies, and eager lawyers capable of strategic and sustained litigation, not simply constitutional guarantees or an activist judiciary »²⁹². Ainsi, l'étude des structures de support tels les OS ou les médias jouent un rôle important pour l'analyse de la mobilisation légale en Chine ; en quoi ces structures permettent-elles d'une part, la création d'une identité commune de revendications légales²⁹³ et d'autre part, un tremplin à l'action collective grâce, notamment, aux litiges d'intérêts publics (LIP) ? À la lumière de ces interrogations, la mobilisation légale nous apparaît représenter une forme de participation politique.

Cependant, il est aussi important de se demander quelles formes prend la mobilisation dans un contexte spécifiquement non-démocratique. Quelle définition donner à la « participation politique » et à la contestation sous un régime autoritaire ? Le caractère intentionnel de l'acte est-il nécessairement un élément central pour la compréhension de l'action protestataire ? Il s'agit ici

²⁹⁰ McAdam, Doug et al., « Comparative Perspectives on Contentious Politics », *op.cit.*, pp.4-8. Voir aussi Wesoky, Sharon, *Chinese Feminism Faces Globalization*, New, York : Routledge, 2002, p.139.

²⁹¹ Kahn Zemans, Frances, « Legal Mobilization: The Neglected Role of the Law in the Political System », *The American Political Science Review*, vol.27, no.3 (septembre 1983), pp.693-694 ; Diamant, Neil J., Stanley Lubman et Kevin O'Brien (dir. publ.), *Engaging the Law in China*, Stanford : Stanford University Press, 2005, p.4 ; Gallagher, Mary E., « Mobilizing the Law in China: "Informed Disenchantment" and the Development of Legal Consciousness », *Law and Society Review*, vol.40, no.4 (décembre 2006), p.783-816.

²⁹² Woo et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, p.107.

²⁹³ Diamant, Neil J., et al., *op.cit.*, p.11.

de comprendre les formes de mobilisations plus ou moins organisées et plus ou moins visibles²⁹⁴. À cet effet, les écrits de James Scott sont très éclairants. Selon ce chercheur, la mobilisation peut être un processus calme et atomisé ; il peut y avoir coordination de formes de résistance malgré l'absence de structures organisées ou d'actions collectives concertées visibles²⁹⁵. Cette mobilisation voilée serait l'apanage des groupes sociaux les plus défavorisés, qui « throughout most of history have rarely been afforded the luxury of open, organized, political activity »²⁹⁶. La force de ce type de mobilisation est à interpréter dans le long terme, puisqu'elle sert de fondement à la création de mouvements sociaux, au moment opportun²⁹⁷.

L'étude de la mobilisation implique finalement aussi de poser un regard sur les facteurs de démobilisation, juridique ou politique. Nous identifierons ainsi les éléments propres aux cadres de références des OS qui limitent la mobilisation des travailleurs.

4.2.2 – L'impact des OS de défense des droits des travailleurs migrants sur leur(s) mobilisation(s) : une portée certaine mais limitée

Les OS de défense des droits, telles que présentées dans leur diversité, ne constituent qu'un recours parmi d'autres options qui s'offrent aux travailleurs migrants confrontés à problème sur le lieu de travail. Les *mingong* ont tendance à approcher les différents moyens de défense qui leur sont disponibles comme un « buffet », allant d'une tactique à une autre pour maximiser leurs chances de succès²⁹⁸. Cette approche suit une gradation dans l'interprétation et la sélection des tactiques choisies²⁹⁹. Les OS n'ont donc pas le monopole de la défense de droits des migrants, et ces derniers ne sont pas des acteurs passifs dans le processus. Quelle place occupe donc les OS dans la mobilisation des travailleurs migrants, et quel type d'organisation se démarque à cet égard ?

²⁹⁴ Bennani-Chraïbi, Mounia et Olivier Fillieule (dir. publ.), *op.cit.*, p.39.

²⁹⁵ Scott, James, *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven : Yale University Press, 1985.

²⁹⁶ *Ibid.*, p.xv.

²⁹⁷ Neveu, Erik, *op.cit.*, p.32.

²⁹⁸ Woo et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, p.140 ; Cai, Yongshun « Civil Resistance and Rule of Law in China. The Defense of Homeowners' Rights », *op.cit.*, p.185.

²⁹⁹ À titre de comparaison avec les formes de résistance des paysans chinois en milieu rural, voir O'Brien et Li, *Rightful Resistance in China*, *op.cit.*

a) Les organisations sociales conciliatrices

En cadrant leur vision du développement au sein d'une approche harmonieuse des relations sociales et de la défense des droits des travailleurs migrants, les organisations sociales à tendance conciliatrice jouent un rôle de médiateur social. Leurs interlocuteurs principaux sont les entreprises, sources premières des revendications des *mingong*, mais aussi le gouvernement local. Par exemple, elles peuvent venir en appui à des actions indépendantes de leur organisation (i.e grèves, pétitions, sorties médiatiques, etc) pour tempérer la réaction gouvernementale envers ces demandes publiques³⁰⁰. De même, elles soutiennent l'importance des campagnes d'éducation au droit et de l'offre de services sociaux pour les migrants. Elles ne privilégient cependant pas le recours au tribunal, le jugeant inefficace pour une défense des droits de cette population, et optent pour le règlement de conflits le plus rapidement possible et grâce à des moyens comme la médiation. Si le rôle de ces organisations permet une relative prise de conscience des migrants de leurs droits, et une amélioration certaine de leur estime de soi et d'une conscience collective, il n'est pas conducteur de formes de mobilisation réelles. Les actions de ces OS ont ainsi plutôt un potentiel de reproduction et non de transformation des rapports sociaux. Ils représentent une forme de gestion des affaires des migrants avant tout, et n'inspirent pas à l'action collective.

Les *guanxi* et autres liens privilégiés avec les instances gouvernementales représentent une caractéristique fondamentale des relations entre les OS conciliatrices et ses différents interlocuteurs. Qu'elles aient été initiées par le gouvernement ou par des acteurs *grassroots* de la société, ces OS ne sont pas nécessairement inhibées par cet appui, puisqu'il permet un accès à des ressources (espace de travail, réseau de contacts), une protection face à des détracteurs (médias, autres organisations, entrepreneurs) ou obstacles institutionnels. Cela permet ainsi à certaines organisations de mettre plus d'énergie à l'élaboration et promulgation des services pour migrants. Les travailleurs migrants jouissent alors de meilleurs services, et l'impact de l'OS sur leurs consciences légale et identitaire est non négligeable.

³⁰⁰ Voir l'exemple de la Shenzhen Institute of Contemporary Observation. Cité dans Froissart, Chloé, « Escaping from Under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.205.

Par contre, pour de nombreuses organisations, leur relation avec le gouvernement devient rapidement prioritaire, au détriment de celle avec les travailleurs migrants eux-mêmes³⁰¹. En effet, les OS les plus dépendantes d'une reconnaissance étatique locale se voient constamment impliquées dans un processus de séduction et de légitimation auprès du gouvernement ; pour leurs dirigeants, la raison d'être des OS devient leur survie, et non la défense des droits des *mingong*. Les relations clientélistes entre OS de défense des droits et les représentants étatiques ont donc un effet de « neutralisation » sur les possibles élans de revendications et mobilisations des OS et des migrants qu'ils représentent. Suivant la réflexion de James Scott sur les paysans philippins, le clientélisme et ses formes de protection et parrainage constituent une force démobilisatrice cruciale, puisque le bien-être de l'organisation est redevable à une unité individuelle de supervision gouvernementale « protectrice »³⁰².

La protection gouvernementale des OS n'est non plus un gage de la qualité des services offerts ; au contraire, l'appui officiel permet de mieux étouffer des scandales de corruption, malversations ou de médiocrité des services, qui sont monnaie courante en Chine depuis les réformes³⁰³. Malgré ces problèmes, les instances gouvernementales n'ont souvent pas intérêt à contrôler les OS qui offrent des services sociaux aux migrants ; les agences étatiques concernées ne veulent pas devoir prendre la relève³⁰⁴. Ce type de relation privilégiée avec des agences gouvernementales pose donc une autre limite à la mobilisation des travailleurs migrants.

Le *leadership* d'une organisation et ses motivations influencent grandement l'impact des actions de l'OS, et leurs donnent sens³⁰⁵. Les motivations à la base des actions des fondateurs et dirigeants des organisations de type conciliateur ont tendance à se situer au sein d'objectifs de réalisation personnelle et professionnelle et/ou de reconnaissance sociale. Si l'on reconnaît d'emblée que la plupart des dirigeants de ces OS croient en la cause de la défense des droits des migrants et travaillent sincèrement à l'amélioration du sort de cette population, les motivations profondes de l'implication ne sont cependant pas issues de valeurs ou d'idéaux³⁰⁶. De fait, en plus d'établir la légitimité des organisations dans leur communauté, la présentation officielle de

³⁰¹ Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China*, *op.cit.*, p.117.

³⁰² Scott, James, *Moral Economy of the Peasant*, *op.cit.*, pp.216-217.

³⁰³ Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China*, *op.cit.*, pp.112-113.

³⁰⁴ *Idem*.

³⁰⁵ *Ibidem*, p.121.

³⁰⁶ Cette distinction reflète les observations d'Eva Pils, dans son article sur les *weiquan* ; l'activisme de la défense des droits en Chine est divisé entre tenants plus « prudents » de la défense des droits et les plus « radicaux », dont la motivation d'agir se fonde sur une obligation morale, non-négociable. Voir Pils, Eva, « Asking the Tiger for His Skin: Rights Activism in China », *Fordham International Law Journal*, vol.30, 2007, p.1209-1287.

l'orientation idéale de l'organisation doit refléter la rhétorique accompagnant les subventions financières d'organismes étrangers³⁰⁷. Nous pouvons en déduire qu'une partie du point de vue et du discours des dirigeants est inspirée du discours international des programmes de défense des populations vulnérables et des droits de la personne, bien qu'ils ne correspondent pas aux motivations initiales des dirigeants. Ainsi, les visées d'autonomisation des travailleurs, pourtant souhaitées rhétoriquement, sont minées par l'attitude parfois paternaliste adoptée par des dirigeants. Ce paternalisme, si bien intentionné soit-il, ne laisse pas de place aux migrants pour (1) le développement d'un point de vue alternatif au discours officiel de l'harmonie sociale, pour la défense de leurs droits et pour (2) la perception des opportunités politiques et économiques de changements sociaux. Une représentation idéale peu inspirée par des fortes croyances et la défense d'idéaux peut aussi être à la source de problèmes organisationnels internes, un *leadership* peu inspiré provoquant une offre de service peu inspirante pour les employés/bénévoles³⁰⁸. Les vues des dirigeants d'une organisation ont ainsi une incidence directe sur son comportement. La tendance décelée au sein des OS conciliatrices est une source de démobilisation, d'autant que l'orientation politique du *leadership* contribue à la perpétuation d'une vision de l'« harmonie sociale » basé sur l'ordre existant, le statu quo³⁰⁹.

Finalement, la culture politique imprégnant le cadre de référence des OS de type conciliateur apporte deux limites supplémentaires à l'impact des OS sur la mobilisation des migrants. Lu Yiyi met en garde contre les défauts de l'approche culturelle pour brosser le portrait d'un objet de recherche, car elle tombe facilement dans l'expression de généralités « essentialisées »³¹⁰. Pour cela, nous présentons plutôt des tendances culturelles qui sont évolutives mais représentatives de certains comportements actuels. La croyance populaire associe d'emblée la culture politique chinoise à une culture allant à l'encontre de l'action collective et de la mobilisation. Cette position est à nuancer, bien que certains éléments liés à la notion d'harmonie sociale contribuent à un pessimisme face à la réalité des retombées de la mobilisation politique et juridique. Les OS plutôt conciliatrices vont préférer miser sur des objectifs réalistes et dans le court terme, qui ne divergent pas des politiques publiques existantes. Cela est plus pratique pour régler les problèmes de défense de droits le plus rapidement possible, ce qui est à la fois bénéfique pour l'harmonie sociale et souvent aussi pour les migrants, qui ne jouissent pas du

³⁰⁷ Rappelons qu'une majorité d'OS de défense des droits des travailleurs migrants reçoivent un soutien financier considérable de bailleurs de fonds étrangers.

³⁰⁸ Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China*, *op.cit.*, p. 121.

³⁰⁹ Froissart, Chloé, « Escaping from Under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*

³¹⁰ Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China*, *op.cit.*, p. 128.

luxu du temps pour mener à bien leurs revendications, et qui vivent des préoccupations liées à leur survie quotidienne, donc aussi plutôt à court terme³¹¹. Par contre, cela n'encourage aucunement la mobilisation des travailleurs pour la défense de leurs droits, au-delà de leur problème particulier.

b) Les organisations sociales juridiques

En incitant les travailleurs migrants à recourir au système juridique pour répondre à leurs revendications, le gouvernement chinois opte pour une stratégie de judiciarisation d'une question politique sensible. Le problème politique devient un problème technique, et la défense des droits des migrants devient institutionnalisée. Les revendications gardent ainsi toute leur légitimité, bien qu'elles deviennent apolitiques. Les OS de défense des droits des travailleurs migrants de type juridique assurent une mise en œuvre technique de l'émancipation juridique des *mingong* et contribuent au perfectionnement du système de justice chinois en le confrontant sur son propre terrain. Ces OS adoptent un cadre de référence qui reconnaît l'institutionnalisation du recours juridique pour la défense des droits des *mingong* et qui y attribue une légitimité malgré ses limites. Dans quelle mesure la formalisation de la défense des droits représente-t-elle un outil de mobilisation juridique ou politique pour les travailleurs migrants ?

Le débat sur la nécessité de processus d'institutionnalisations pour la survie d'un régime autoritaire pose deux dimensions utiles à la compréhension de l'impact des OS de type juridique sur la mobilisation. D'une part, tel que cité par Mary Gallagher dans son chapitre « Hope for Protection and Hopeless Choices », Andrew Nathan reprend l'argumentaire de Samuel Huntington pour montrer en quoi l'institutionnalisation des processus de recours politique et juridique sert d'outil de légitimation du régime actuel³¹². De ce point de vue, le rôle indirect des OS est de canaliser les revendications et ainsi empêcher toute forme de mobilisation des migrants. Le recours au système court-circuite les élans d'action collective. De plus, les réformes du système juridique ont incité une professionnalisation du travail juridique qui ne met pas en valeur

³¹¹ Xi, Chen « Between Defiance and Obedience: Protest Opportunism in China », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *op.cit.*, p.275.

³¹² Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p. 226.

l'altruisme et le dévouement³¹³. Ainsi, même si de nombreux avocats urbains sont impliqués en tant que bénévoles pour des OS de défense des droits des travailleurs migrants et sont très accommodants de leurs besoins, peu d'entre eux sont enclins à pousser leur implication jusqu'à l'action collective³¹⁴. L'implication reste professionnelle et le rapport avec les migrants en est un de clientèle. Parallèlement, de nombreux étudiants en droit, stagiaires au sein de cliniques d'aide juridique tel le Labor Law Service Center for Workers de la East China University of Politics and Law, affirment ne pas vouloir continuer à travailler pour les cliniques juridiques pour migrants une fois avocats³¹⁵. La formalisation du système représente donc bien un frein à l'impact des OS sur la mobilisation des travailleurs migrants.

Le financement des activités des OS par des sources étrangères représente aussi, dans une moindre mesure, une limite à la portée mobilisatrice de ces organisations puisque ces bailleurs de fonds exigent souvent une « opérationnalisation » du travail et des services, selon des données quantifiables³¹⁶.

Finalement, en appuyant leur clientèle *mingong* dans leurs démarches juridiques, les OS de défense des droits des travailleurs migrants de type juridique participent au processus de « désenchantement informé »³¹⁷, pour reprendre l'expression de Mary Gallagher. Le litige représente généralement la troisième étape d'un processus de règlement de différend lié au droit du travail, précédé de la médiation et de l'arbitration. Ce processus est souvent inefficace et tend à diviser et individualiser les conflits du travail³¹⁸. De plus, les coûts financiers et émotionnels d'un recours aux tribunaux sont immenses pour un travailleur migrant. Les nombreuses frustrations issues du processus de plainte juridique (délais, obstacles administratifs, corruption, échec), l'inégalité des services offerts par les différentes OS et les « faux espoirs » associés à une première tentative de recours au système contribuent à ce désenchantement et donc à une démobilisation. Cependant, comme le recours à l'aide d'une organisation sociale n'est qu'une étape parmi d'autres, les OS ne portent seules le blâme du désenchantement et, leur présence agit même en tant qu'antidote, dans une certaine mesure, à une démobilisation massive.

³¹³ Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*, p.199.

³¹⁴ Michelson, Ethan, « The Practice of Law as an Obstacle to Justice: Chinese Lawyers at Work », *loc.cit.*; Woo et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, p.140.

³¹⁵ Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*

³¹⁶ Paquerot, Sylvie, « Société civile, acteurs, espaces dans la globalisation : ce que nous apprend le débat mondial sur l'eau », *loc.cit.*, p. 41.

³¹⁷ Gallagher, Mary E., « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », *op.cit.*

³¹⁸ *Ibid*, p.11.

En effet, la présence des OS de type juridique permet aux travailleurs migrants (1) de développer une meilleure connaissance accompagnée d'un sens critique plus aiguisé du système de justice chinois, et (2) de réaliser qu'ils font partie d'un large réseau d'individus vivant les mêmes problèmes. L'action des OS brise ainsi la tendance à la division et à l'individualisation des conflits du travail. Ce point de vue permet de réfuter l'argument selon lequel l'institutionnalisation du droit conduit systématiquement à la légitimation du régime du PCC, et à une utilisation « technique » du droit. Cette utilisation technique constitue ainsi parfois un moyen de neutraliser les soupçons d'activisme tout en faisant appliquer le droit au bénéfice des justiciables.

Un bon indicateur de la mobilisation légale est le nombre de recours aux tribunaux. À cet effet, la hausse des conflits en droit du travail³¹⁹ nous indique que les Chinois, dont les travailleurs migrants, ne renoncent pas à la défense de leurs droits au nom d'une logique de compromis et de relations harmonieuses³²⁰. La perception du sens du « juste » qui prévaut au sein de la culture juridique chinoise, soit l'adage « *heqing, heli, hefa* », inclut donc l'ordre légal et le droit (*hefa*)³²¹. Comme le recours au système juridique est complexe et fastidieux, le rôle des OS devient essentiel et l'impact de leur travail important dans le processus de mobilisation légale des *mingong*.

Les dirigeants et fondateurs des OS juridiques sont tout aussi désenchantés et encore plus informés que les migrants du système dans lequel ils évoluent, professionnellement. Leurs motivations oscillent entre la prudence, la reconnaissance sociale et l'appel moral. Ils utilisent ainsi majoritairement le discours étatique officiel du recours au droit pour l'envers de sa médaille. Cette stratégie appuie les observations de James Scott sur l'utilisation de la rhétorique, des termes et des idées à la base du discours dominant par les groupes subordonnés, dans un objectif « voilé » d'appels à un perfectionnement du système et de légitimation réelle des revendications de leur clientèle. Scott parle ainsi du « talon d'Achille » du pouvoir³²². L'encadrement des actions dans une rhétorique légale minimise ainsi le processus de mobilisation juridique des *mingong* qui

³¹⁹ Piquet, Hélène, *op.cit.*, p.68 ; Woo et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*

³²⁰ Thireau, Isabelle et Hua Linshan, « New Institutions in Practice: Migrant Workers and Their Mobilization of the Labor Law », in Wenfang Tang et Burkart Holzner (dir. publ.), *Social change in contemporary China: C.K. Yang and the concept of institutional diffusion*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2007 ; Thireau, Isabelle et Hua Linshan, « Ouvriers migrants et "écoles du soir" à Shenzhen », *Perspectives chinoises*, no.65 (mai-juin 2001), pp.36-48.

³²¹ Piquet, Hélène, *op.cit.*, pp.57-59.

³²² Scott, James, *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven : Yale University Press, 1990, p.105.

se crée entre les lignes de ce discours « technique ». Les travailleurs migrants n'étant pas des acteurs passifs dans le processus, ils se mobilisent ainsi de plus en plus dans un état d'esprit alliant la peur des représailles et l'audace. Cette attitude reflète le « *rightful resistance* » des populations rurales étudiées par Kevin O'Brien et Lianjiang Li, c'est-à-dire le combat pour la reconnaissance de droits leur étant déjà attribués par la Loi ou autres règlements³²³. Cependant, il n'y a pas adéquation entre la mobilisation juridique, vue comme une forme de participation politique, et l'action collective. Le cadre de référence associé à l'approche juridique garde les revendications des *mingong* dans le cadre du système déjà établi ; le sens des actions et des orientations des OS juridiques et leurs dirigeants s'interprète dans une visée de perfectionnement du système existant, et non sa transformation.

c) Les organisations sociales revendicatrices

Le potentiel de transformation des rapports sociaux est un potentiel plus limité, mais plus explicite que le potentiel de reproduction de ces rapports. Pour Ching Kwan Lee, les conjonctures actuelles ne favorisent pas la mobilisation politique. Cependant, pour la chercheuse, la capacité d'organisation autonome de la société chinoise est indéniable³²⁴. Il existe donc un certain espace pour la mobilisation en Chine³²⁵.

Dans un premier temps, ne pourrait-on voir la création des OS de type revendicatrice comme une forme en soi de mobilisation des travailleurs migrants ? Confrontés à d'énormes obstacles et parfois même des actes de représailles et de violence de la part de leurs interlocuteurs des entreprises³²⁶, les dirigeants et fondateurs de ces OS donnent un sens d'obligation morale à la défense des droits des travailleurs migrants. Leurs motivations basées sur des idéaux de justice ne peuvent souffrir de compromis, bien que l'environnement au sein duquel ils évoluent les oblige à la négociation avec les acteurs locaux du milieu du travail. Pour plusieurs dirigeants, leur

³²³ O'Brien et Li, *op.cit.*

³²⁴ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*

³²⁵ Cai, Yongshun « Civil Resistance and Rule of Law in China. The Defense of Homeowners' Rights », *op.cit.*, p.18.

³²⁶ Dangongzhe Migrant Worker Centre, « In Memory of 20 November. Supporting Worker Victims of Violence », *loc.cit.*

implication équivaut à une « carrière militante ». La présence et les vues de ce *leadership* permet aux OS de type revendicatrice d'être source d'inspiration pour la mobilisation des migrants, contrairement au *leadership* conciliant. Les services offerts par des deux types d'organisations peuvent paraître similaires à priori, mais les orientations réelles des dirigeants exercent une influence déterminante sur le comportement politique de l'organisation et son impact sur les *mingong*. Par exemple, Chloé Froissart décrit les orientations d'une OS de type revendicatrice, basée à Shenzhen, comme suit : « The organization mainly spreads legal and job security information among workers (...) But the ultimate aim of this association is to help migrant workers gradually unite and organize to eventually change the political system through collective actions »³²⁷. L'organisation vise la mobilisation politique, graduellement et au moment opportun. Dans le cas des OS revendicatrices, la mobilisation conduit éventuellement à l'action collective.

Par ailleurs, des éléments liés à l'identité culturelle territoriale d'une majorité des OS de type revendicatrice facilitent l'impact des OS sur la mobilisation des travailleurs. Tel qu'avancé par Chloé Froissart, un « radicalisme »³²⁸ des actions d'OS de défense des droits des travailleurs migrants serait associé à la zone de la côte Sud-Est, et particulièrement la ville de Shenzhen³²⁹. L'histoire du développement économique et politique de cette zone ainsi que sa proximité de Hong Kong en font un lieu particulièrement propice à une l'adoption d'une méthode de défense des droits et des intérêts plus activiste, moins axée dans une logique de prudence. Cette tendance reste cependant balisée dans les limites de ce qui est acceptable par les instances gouvernementales locales. Le « régime des usines dortoirs », caractéristique des milieux de travail dans cette région, représente une autre source d'influence permettant un accroissement de l'impact du travail des OS sur la mobilisation des *mingong*. En effet,

dormitories for migrant workers in export factories are geographically close to the factories, forming self-contained, all-encompassing communities where production and social activities take place. They facilitate communications and the aggregation of interests, especially at the moment of mass layoffs. They provide readily available organizational

³²⁷ Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc. cit.*, p.211. L'auteur tient à garder l'anonymat de cette OS pour des questions de sécurité.

³²⁸ Nous reprenons ici le terme « radicalisme », utilisé par Froissart et d'autres auteurs s'étant penchés sur la question de la défense des droits (Fu et Cullen, Pils), pour exprimer un degré de revendication élevé au sein des actions/demandes de ces OS, comparativement au degré de revendication peu élevé des actions/demandes des OS de type conciliatrice, par exemple. Nous n'apposons pas de jugement normatif au terme, et l'expression du degré de revendication se fait exclusivement par rapport aux autres organisations de défense des droits des *mingong* sur le continent chinois.

³²⁹ Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc. cit.*, p. 211.

*resources by communities centered around the workplace*³³⁰.

Ces organisations sont ainsi les plus aptes à percevoir et saisir les opportunités politiques et économiques permettant la mobilisation, souvent ponctuelle et cellulaire, des migrants. La mobilisation est localisée, et les interlocuteurs principaux sont les entrepreneurs privés locaux.

Par contre, de par leur proximité des lieux de vie et de travail des *mingong* et l'utilisation de stratégies de défense des droits visant des transformations systémiques -engendrant des formes de mobilisation localisées et peu organisées- les OS de type revendicatrice se retrouvent être la cible d'une surveillance accrue et de tentatives de co-optation³³¹. Bien que l'on reconnaisse le dynamisme des relations État-société en Chine aujourd'hui, le rapport de force entre les OS et les autorités reste inégal, en faveur du pouvoir. L'influence réelle des OS sur les instances gouvernementales n'est pas significative, et ces organisations ne peuvent dépasser les limites de ce qui est acceptable sans se heurter à l'échec³³². Les OS plutôt revendicatrices jouissent ainsi d'une autonomie d'actions moins grande que les autres types d'organisations, ce qui nuit à sa capacité de mobilisation des travailleurs.

D'un autre côté, les travailleurs migrants eux-mêmes mettent parfois un frein aux élans mobilisateurs des OS de type revendicatrice. Nous avons reconnu précédemment que les Chinois ne sont pas muets devant la violation de leurs droits. Ils ne sont non plus ni nostalgiques du socialisme urbain -duquel ils étaient exclus- ni d'un confucianisme essentialisé³³³. Cependant, le terme « mobilisation » prend souvent une connotation négative ; les migrants essaient généralement de s'en dissocier³³⁴. Par peur des représailles ou par conviction de l'inefficacité des stratégies de confrontation, une majorité des *mingong* rejette l'action collective ou les actions radicales dirigées contre l'État³³⁵. Elle va préférer se fier à d'autres stratégies, comme ses propres

³³⁰ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p. 238.

³³¹ Béjà, Jean-Philippe, « The changing aspects of civil society in China », *loc.cit.*, p.17.

³³² Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China*, *op.cit.*, pp.115-116.

³³³ Piquet, Hélène, *op.cit.*, pp.70-71.

³³⁴ Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p.240.

³³⁵ Xi, Chen, « Between Defiance and Obedience: Protest Opportunism in China », *op.cit.*

réseaux « informels » liés à la ville natale (*hometown networks*), pour la défense de ses intérêts³³⁶. Il ne faut en aucun cas surestimer le facteur de solidarité entre les migrants³³⁷.

Le rythme de vie de nombreux travailleurs migrants dans le Delta de la rivière des perles est caractérisé par la précarité. Leur travail en usine est souvent temporaire et de transition vers une autre usine; Laurence Roulleau-Berger et Shi Lu parlent de « plurimigration » et de « pluriactivité »³³⁸. De plus, la migration interne chinoise est cyclique, c'est-à-dire une migration qui revient à son point de départ en zone rurale une fois le cycle de travail en milieu urbain terminé³³⁹. L'aspect temporaire et transitoire de la migration interne et de la présence urbaine des travailleurs migrants constitue un obstacle significatif auquel font face les OS revendicatrices dans leur objectif d'émancipation collective de cette population.

Les incitatifs à la mobilisation des migrants sont variables, et il semble que les OS revendicatrices ont donc un impact mitigé sur les actions des travailleurs migrants. Afin de saisir cet impact, il importe de se rappeler que les OS ne représentent qu'un acteur parmi d'autres pour la défense de leurs intérêts. Le cadre de référence alternatif proposé par ces OS le distingue des autres organisations, plus nombreuses, mais il peine actuellement à participer à l'évolution des priorités des *mingong*. Nous pouvons aussi élaborer sur les recherches d'Eva Pils et affirmer que comme pour l'activisme *weiquan*, les OS de défense des travailleurs migrants s'interpellent entre elles et les OS de types revendicatrices risquent d'être blâmées de nuire à la cause des migrants avec leurs orientations visant des changements plus structurels³⁴⁰.

d) D'autres acteurs de défense des droits des travailleurs

Pour de nombreux migrants, ni les canaux institutionnels ni les organisations sociales de

³³⁶ Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China*, *op.cit.*, p.131. Pour une étude sur les apports et les limites de ces réseaux « informels » sur la mobilisation des migrants, voir Morbrand, Erik, « Politics of Cityward Migration: An Overview of China in International Perspective », *Habitat International*, vol. 30, no. 2 (juin 2006).

³³⁷ Cai, Yongshun, « Civil Resistance and Rule of Law in China. The Defense of Homeowners' Rights », *op.cit.*, p.185 ; Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*, p.238 ; Guang, Lei « Guerilla Workfare : Migrant Renovators, State Power, and Informal Work in Urban China », *loc.cit.*

³³⁸ Laurence Roulleau-Berger et Lu Shi, « Les travailleurs migrants à Shanghai », *Perspectives chinoises*, no.87, 2005. Voir aussi Ngai, Pun « The making of global dormitory labour regime », *op.cit.* et Chang, Leslie T., *op.cit.*

³³⁹ Cai, Fang, « Institutional Barriers in Two Processes of Rural Labor Migration in China », *loc.cit.*, p.10.

³⁴⁰ Pils, Eva, « Asking the Tiger for His Skin: Rights Activism in China », *loc.cit.*

défense de leurs droits ne répondent adéquatement à leurs besoins. Ils remettent en question la légitimité de ces organisations de représenter leurs intérêts³⁴¹ ou voient un besoin pour la mise sur pied de services d'assistance intermédiaires, plus près de leur réalité quotidienne³⁴². Dans le cadre de cette mouvance, des initiatives voient le jour dans les grands centre urbains, tel l'instauration d'une ligne téléphonique pour migrants (*hotline*) à Beijing en 2003³⁴³, ou l'apparition des « citizens' agents », ces migrants auto-éduqués devenus représentants juridiques indépendants et qui représentent les intérêts des travailleurs. Un de ces agents affirme que « even though I'm only primary school educated, my knowledge of filing labor disputes is better than some professional lawyer's »³⁴⁴. On compterait plus de 500 "citizens' agents" dans le Delta de la rivière des perles.

Les difficultés d'organisation autonome des travailleurs migrants amenuisent les élans de mobilisation. Les actions collectives se retrouvent ainsi souvent localisées au milieu de travail, et spontanées (manifestation, grève, etc)³⁴⁵. Avec le nombre élevé et sans cesse grandissant d'incidents liés au travail et de recours juridiques rapportés, les travailleurs migrants arrivent-ils à passer outre la mobilisation localisée pour représenter une forme d'« action collective concertée en faveur d'une cause », un mouvement social³⁴⁶.

4.2.3 – Sommes-nous en présence d'un mouvement social des travailleurs migrants ?

L'étude des mobilisations et de la politique de contention en Chine fait l'objet d'une littérature riche et complexe. Depuis les années 1990, elle ne cesse de foisonner et présente de nouveaux outils d'analyse, s'intéresse à une diversité d'acteurs et intègre de nouvelles approches issues de courants de recherches de disciplines connexes. Trois éléments caractérisent la recherche de la période antérieure (1) une perspective largement historique (2) un accent mis sur les révolutions sociales et rébellions de grande envergure (3) une approche structuraliste de la

³⁴¹ Froissart, Chloé, « Escaping from Under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.* p. 213.

³⁴² Woo, Margaret et al., « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *loc.cit.*, p. 132.

³⁴³ *Idem.*

³⁴⁴ Zhang, Junqin, « Debate Over the Pros and Cons of Citizens' Agents », *Outlook*, 30 octobre 2007, p.1. Disponible sur le site du China Labor News Translations au <http://www.clntranslations.org>; page visitée le 25 janvier 2009.

³⁴⁵ Howell, Jude, « Civil society and migrants in China », *op.cit.*, p.187.

³⁴⁶ Neveu, Érik, *op.cit.*, p.10.

question des mobilisations³⁴⁷. Bien que ces caractéristiques présentent un intérêt certain pour le champ des études de la politique chinoise, et constituent le fondement incontournable des études récentes sur la contention dans le contexte chinois, les recherches des dernières deux décennies ont commencé à combler les lacunes associées à ces tendances analytiques et tentent de répondre au besoin d'aller au-delà d'une vision de l'exception chinoise. Une tendance marquée à cet égard est le recours de plus en plus fréquent à la littérature sur les mouvements sociaux³⁴⁸, une littérature largement développée en contexte de démocratie-libérale et sur des contextes de démocratie-libérale, mais qui depuis quelques années sert à l'analyse de nouvelles aires culturelles³⁴⁹, en plus de repousser les limites des frontières de l'objet ontologique³⁵⁰.

Les apports de la création de ponts entre différentes disciplines et divers contextes pour l'étude de la transformation des revendications en action collective et des mouvements sociaux ne sont plus à prouver. La sociologie des mouvements sociaux occupe aujourd'hui une niche bien distincte au sein des études politiques, sociologiques, anthropologiques, psychologiques, entre autres, et inversement, se nourrit de toutes ces disciplines pour devenir un sous-champ dynamique et foisonnant. Cependant, le périmètre d'étude de la discipline semble cloisonné dans un raisonnement en termes de « parenthèses protestataires », sans « réinsérer leur action dans une problématique plus vaste de construction des problèmes sociaux »³⁵¹. C'est dans cette optique d'ouverture et de décroisement que nous avons approché la question du potentiel de mobilisation des travailleurs migrants en tant que mouvement social.

Pour Ching Kwan Lee, bien que les migrants expriment de plus en plus ouvertement leurs revendications, cela relève plus de l'impulsion non organisée que du mouvement social³⁵². Par contre, dans un article publié dans la revue *Social Research* au printemps 2006, la chercheuse Chloé Froissart présente l'apparition de mouvements sociaux au sein de la population des travailleurs migrants au début des années 2000. Reprenant une définition de Charles Tilly, Froissart se garde bien d'assimiler mouvement social et groupe social. Les mouvements sociaux

³⁴⁷ Tarrow, Sydney, « Prologue : The New Contentious Politics in China : Poor and Blank or Rich and Complex ? », *op.cit.*, p. 3.

³⁴⁸ O'Brien, Kevin et Rachel Stern, « Introduction : Studying Contention in Contemporary China », in Kevin O'Brien (dir. publ.), *Popular Protest in China*, *op.cit.*, p. 13.

³⁴⁹ Neveu, Érik, *op.cit.*, 2005.

³⁵⁰ Dufour, Pascale et Érik Agrokiliansky, « Les frontières des mouvements sociaux/Les mouvements sociaux aux frontières », *Politique et Sociétés*, vol.28, no.1, 2009, p.3-11.

³⁵¹ Neveu, Érik, *op.cit.*, p.109.

³⁵² Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », *op.cit.*

seraient d'avantage « historically specific clusters of political performances »³⁵³. Pour Froissart, l'évolution du discours étatique en faveur du recours au droit des *mingong* a contribué, au départ, à l'émergence des mouvements sociaux migrants. Ces mouvements sont façonnés par le désenchantement de leur expérience avec le système de justice, d'une part, et le recours à de nouveaux répertoires de contention par l'entremise de la rhétorique officielle du recours à la justice, d'autre part. En effet, dans les grands centres urbains, « migrants' repertoire of contention refers to the same values held by the state that are either questioned or reassessed in an attempt to compel authorities to comply with them »³⁵⁴. Pour ces mouvements, les organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants sont une arme à double-tranchant ; l'autonomisation effective des migrants est limitée, puisqu'une majorité d'entre elles adoptent un comportement politique neutre ou de mise avec le système du PCC actuel.

L'article de Froissart est intéressant à plusieurs égards, d'autant qu'il pousse à la réflexion sur le lien entre organisations sociales et mouvement social en Chine. La définition de mouvements sociaux choisie par Froissart nous semble cependant inadéquate, dans la mesure où elle ne nous permet pas de distinguer le mouvement social d'autres formes d'action collective (grèves, mobilisations légales, etc). La chercheuse admet elle-même les limites de cette affirmation à la fin de son article, nuanciant la concordance entre la définition de Tilly et la cas chinois : (1) l'autonomisation des *mingong* n'est pas encore une réalité et (2) l'espace pour faire (*perform*) des actes de revendications politiques est trop restreint³⁵⁵.

L'approche qui nous semble la plus utile pour tenter de voir si nous sommes en présence d'un mouvement social des travailleurs migrants est l'étude des moyens d'actions, dans une perspective de promotion d'un changement social. Nous avons vu en quoi, pour aborder les *mingong*, ni les relations au pouvoir, ni les organisations qui les soutiennent ne peuvent constituer des critères de définition. Ainsi, le critère d'opposition à l'État ne tient pas compte du dynamisme des relations État-société, ni de la présence d'un acteur social central vers qui est dirigée une majorité des revendications, soit les entreprises privées. Le critère d'organisation ne saurait, non plus, à lui seul cerner la présence de mouvements sociaux chez les migrants puisque cette population observe des rapports d'interactions plutôt fluides, spontanés, et peu concertés.

³⁵³ Froissart, Chloé, « Escaping from Under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *loc.cit.*, p.198.

³⁵⁴ *Ibid*, p.204.

³⁵⁵ *Ibidem*, p.212.

En se penchant sur les stratégies d'action des travailleurs migrants, dans une perspective de changements sociaux, nous sommes plus à même de comprendre (1) les possibilités de moyens d'action en contexte corporatiste, (2) l'articulation de ces actions entre elles et (3) la place des OS de défense des droits des migrants au sein de ces moyens d'action. Les effets de possibilités de répression (réelle ou perçue) jouent aussi sur le répertoire disponible. Les travailleurs migrants des grands centres urbains chinois ont recours à une variété de moyens d'actions protestataires, dirigées envers les responsables des entreprises locales pour exprimer leurs revendications ciblées. Cependant, comme nous l'avons vu précédemment, le recours à la protestation publique n'est pas le moyen le plus populaire pour la défense des droits, chez les migrants. Ces derniers intègrent avant tout les processus institutionnalisés de revendication. Les travaux de James Scott éclairent le caractère protestataire sous-jacent du recours aux institutions et à la rhétorique officielle, chez les groupes subordonnés. Les mouvements sociaux peuvent émerger de ce type de mobilisation voilée, mais ils ne s'articulent pas en ce sens³⁵⁶. De plus, les *mingong* refusent presque systématiquement une mise en commun de leurs revendications – minimisant ainsi l'articulation concertée des différentes actions entreprises. En visant avant tout leurs employeurs, dans différentes villes et différents milieux de travail, les actions protestataires et recours à la justice restent encore aujourd'hui localisés et cellulaires. Il faut ainsi prendre garde de ne pas faire de tous les épisodes de contestation le fondement de mouvements sociaux. Finalement, la place des OS de défense des droits des migrants au sein du spectre de moyens d'action s'avère, comme nous l'avons vu, un choix parmi d'autres. On ne pourrait associer un « mouvement *mingong* » à ces organisations sociales. L'impact des activités d'une majorité de ces OS limite d'autant plus l'autonomisation des travailleurs, en canalisant une partie des revendications au sein d'un processus de défense des droits intégré au système socio-politique. La présence d'OS de type revendicatrice permet cependant d'affirmer que les germes d'un désir d'organisation et de mise en action collective des revendications des travailleurs migrants ne sont pas inexistantes.

³⁵⁶ Neveu, Érik, *op.cit.*, p.32.

CONCLUSION

La fin des années 1970 en Chine a vu l'apparition d'un espace social nouveau, investi par une variété d'organisations sociales créées par différents acteurs, selon différents objectifs. Perçues comme un signe de l'effervescence d'une vie associative et de l'émergence d'une « société civile », ou plutôt comme un élément de continuité des mécanismes de contrôle corporatistes exercés par l'État sur la société chinoise, les réformes sociales entamées par Deng Xiaoping ont alimenté les débats académiques occidentaux et chinois sur l'impact de cette ouverture sur l'avenir du pays. Nous avons voulu comprendre, dans un premier temps, l'utilité des concepts et théories occidentales pour l'étude de la Chine. Sans conclure à une exceptionnalité du cas chinois, qui reste tout à fait pertinent en politique comparée, et sans opposer la « pensée occidentale » à la « pensée chinoise » pour la compréhension du pays, certaines particularités conduisent à nuancer les grilles de lecture occidentales et à tenter d'élaborer de nouveaux cadres d'analyse plus syncrétiques.

Le développement des organisations sociales chinoises au moment des réformes ne semble être représentatif de la trajectoire de ces organisations ailleurs, en Europe de l'Est par exemple. Trente ans plus tard, ces organisations sont partie intégrante de la vie socio-politique chinoise et deviennent des acteurs de négociation entre les autorités au pouvoir et des groupes, des causes et des intérêts de la société. Émanant d'instances gouvernementales, de cercles intellectuels, de milieux professionnels, de groupes *grassroots*, entre autres, les OS chinoises participent au dynamisme des interactions entre un État pluriel et décentralisé, et une société composée d'acteurs économiques, d'acteurs sociaux, de médias. Par contre, si certaines organisations jouissent d'un degré d'autonomie relativement élevé, citons les OS environnementales, les OS représentant les intérêts d'acteurs perçus comme une source potentielle d'instabilité sociale, comme les travailleurs migrants, restent sujettes à un contrôle corporatiste plus serré. À cet effet, les campagnes massives d'éducation au droit et les politiques gouvernementales favorables à l'accès à la justice pour les *mingong* tentent de canaliser les revendications de cette population vulnérable au sein du système de justice institutionnel.

Dans ce contexte, nous nous sommes demandé quelle pouvait être la portée réelle des OS de défense des droits des travailleurs migrants et, quel impact elle revêtent sur la mobilisation de ces travailleurs. Nous avons été amené à questionner (1) les catégories d'acteurs utilisés dans la littérature (2) la place prédominante des explications structurelles aux apports et limites des OS et (3) les liens établis entre organisations sociales et mobilisation. Ainsi, nous avons élaboré une typologie des OS de défense des travailleurs migrants à partir des cadres de référence divergents à la base des idées et stratégies d'actions de ces organisations. Trois types se dégagent de cette classification : (1) les organisations plutôt conciliatrices, (2) les organisations plutôt juridiques et (3) les organisations plutôt revendicatrices. Si les limites et les apports d'une majorité d'organisations sur la mobilisation des travailleurs traduisent une tendance à la représentation des intérêts des *mingong* à l'intérieur même du système politique et juridique, une deuxième tendance reflétant l'idée d'un militantisme juridique gagne du terrain. En effet, l'ouverture du système de justice aux cas des travailleurs migrants représente à la fois un moyen de contrôle mais aussi, dans une certaine mesure, une opportunité politique pour les OS et les travailleurs migrants qu'ils défendent. Ainsi, la « judiciarisation des questions politiques » peut être plutôt interprétée comme une « politisation des questions juridiques »³⁵⁷.

Les litiges d'intérêt public (LIP) sont représentatifs de cette tendance de nouveau militantisme juridique, et politique, en Chine. De fait, ce recours au système juridique dans une perspective de changements sociaux appuie l'idée selon laquelle une cause non politique « (peut) avoir une signification politique » non négligeable³⁵⁸. À cet effet, même une cause perdue devant les tribunaux a un potentiel de gain social et politique puisque ces causes sont grandement publicisées. Certaines limites du système juridique sont ainsi contrebalancées par le rôle sans cesse grandissant des médias dans des causes sociales d'intérêt public. Des LIP ont déjà été intentés pour la défense des droits de travailleurs migrants. Par exemple, le Bureau d'aide juridique pour les travailleurs migrants de Beijing, dirigé par Tong Lihua, ont rendu public en 2005 le cas d'un ancien employé de la société Kentucky Fried Chicken (KFC) soulignant les méthodes d'embauche douteuses, par l'entremise d'agences de placement, qui touchent un grand nombre de travailleurs migrants³⁵⁹.

³⁵⁷ Lu, Yiyi, « Les litiges d'intérêt public et le militantisme politique en Chine », *loc.cit.*, p.25

³⁵⁸ *Ibid*, p.26. Voir aussi Fu, Hualing and Cullen, Richard, « The Development of Public Interest Litigation in China », 23 novembre 2009, disponible au SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1512085>.

³⁵⁹ Lu, Yiyi, « Les litiges d'intérêt public et le militantisme politique en Chine », *loc.cit.*, p.13.

Nous avons souhaité contribuer, à partir de notre objet précis de recherche, soit les OS de défense des droits des travailleurs migrants, à la réflexion entourant d'une part (1) vie associative chinoise, (2) le recours au système de justice en Chine pour les populations dites vulnérables et (3) l'impact réel de ces OS sur les formes de mobilisation des *mingong*. Si d'une part, l'impact général des OS sur la mobilisation des migrants semble certain, mais limité, les organisations juridiques qui vont au-delà de considérations « techniques » pour reprendre le discours étatique des droits auront vraisemblablement l'impact le plus important sur la mobilisation. En ayant recours au système de justice, ces organisations ont su développer des moyens d'actions qui, d'une part, protègent les droits des *mingong*, tout en se situant « dans le système ». Dans un contexte où le slogan de l'harmonie sociale implique « l'élimination des conflits et contradictions au sein de la société »³⁶⁰, c'est ce positionnement au sein du système qui fait la force des organisations juridiques. Elles permettent d'éviter d'« aborder de front des questions délicates sur le plan politique »³⁶¹ et peuvent agir de manière plus autonome que les organisations revendicatrices. En effet, dans la mouvance du *weiquan*, les OS revendicatrices s'exposent à des représailles et donc à se faire mettre hors d'état d'agir, vu les rapports de force déséquilibrés entre l'État et les organisations sociales. Cette situation n'est pas souhaitable pour la défense des droits des *mingong*, ni pour aucun autre justiciable chinois, par ailleurs. Il convient ainsi d'apprécier les actions des OS juridiques à leur juste valeur. Elles n'ont ni la mission ni l'ambition de changer le régime. Rappelons que les acteurs principaux des droits des travailleurs migrants sont les entrepreneurs privés, chinois et/ou occidentaux, et non pas l'État. Dans ce contexte, les OS juridiques jouent un rôle important en leur imposant le respect des règles³⁶². Ne pouvant compenser pour des problèmes systémiques du droit du travail, dont l'absence de véritables syndicats libres pour *mingong*, les OS juridiques sortent tout de même les *mingong* du néant juridique pour les amener à faire des gains à la fois « pratiques » (i.e la récupération des salaires, la compensation pour un accident du travail, etc) et « psychologiques » (i.e mobilisation juridique, sortir les migrants de l'isolation de leurs causes individuelles, minimiser leur exclusion sociale et juridique, etc). Soulignons que les *mingong* n'aspirent pas à contester ou à vivre hors du système; ils n'ont pas choisi de s'en exclure, ils en ont été exclus par des mesures tel le *hukou*, le manque de protection au sein du droit du travail jusqu'en 2003, entre autres.

³⁶⁰ Lam, Willy Wo-Lap, « Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao: la construction d'une "société harmonieuse" est-elle possible sans réformes politiques ? », *Perspectives chinoises*, no.3, 2007, p.6.

³⁶¹ Lu, Yiyi « Les litiges d'intérêt public et le militantisme politique en Chine », *loc.cit.*, p.25.

³⁶² À cet effet, l'effet du droit et des décisions prises par les tribunaux auront un impact à plus long terme.

En testant les limites du système juridique, les OS juridiques instaurent une tendance de mobilisation juridique « aux frontières », sans jamais basculer dans des demandes de changements structurels. Leur impact se verra ainsi à long terme car, comme nous l'avons vu, le nombre de cas reste aujourd'hui limité.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

Anagnost, Ann, *National past-times: Narrative, representation and power in modern China*. Durham: Duke University Press, 1997, 240 p.

Béjà, Jean-Philippe, *À la recherche d'une ombre chinoise*, Paris : Éditions du Seuil, 2004, 288 p.

Bennani-Chraïbi, Mounia et Olivier Fillieule (dir. publ.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science Po., 2003, 424 p.

Brodsgaard, Kjeld Erik et David Strand (dir. publ.), *Reconstructing Twentieth-Century China. State Control, Civil Society and National Identity*, Oxford: Clarendon Press, 1998, 350 p.

Brook, Timothy, et Michael B. Frolic (dir. publ.), *Civil Society in China*, Armonk: M.E. Sharpe, 1997, 288 p.

Brubaker, Rogers, *Ethnicity Without Groups*, Cambridge : Harvard University Press, 2004, 296 p.

Cheng, Li (dir. pub.), *China's Changing Political Landscape*, Washington : Brookings Institution Press, 2008, 342 p.

Diamant, Neil J., Stanley Lubman et Kevin O'Brien (dir. publ.), *Engaging the Law in China*, Stanford : Stanford University Press, 2005, 256 p.

Gazibou, Mamoudou et Jane Jenson, *La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2004, 322 p.

Gries, Peter Hays et Stanley Rosen (dir. publ.), *State and Society in 21st Century China*, New York : Routledge Curzon, 2004, 280 p.

Habermas, Jurgen, *The Structural Transformation of the Public Sphere*, Cambridge : MIT Press, 1989, 301 p.

He, Baogang, *The Democratic Implications of Civil Society in China*, New York : St-Martin's Press, 1997, 212 p.

Ho, Peter et Richard Louis Edmonds (dir. publ.), *China's Embedded Activism. Opportunities and constraints of a social movement*, New York : Routledge, 2008, 288 p.

Howell, Jude (dir. publ.), *Governance in China*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2004, 304 p.

Huang, Philip C.C., *Code, Custom and Legal Practice in China. The Qing and the Republic Compared*, Stanford : Stanford University Press, 2001, 264 p.

Fewsmith, Joseph, *China Since Tiananmen : The Politics of Transition*, Cambridge : Cambridge University Press, 2001, 332 p.

Kwan Lee, Ching, *Against the Law : Labour Protests in China's Rustbelt and Sunbelt*, University of California Press, 2007, 340 p.

L'Écuyer, René, *Méthodologie de l'analyse développementale de contenu. Méthode GPS et concept de soi*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1990, 472 p.

Li, Yuwen (dir. publ.), *Freedom of Association in China and Europe : Comparative Perspectives in Law and Practice*, Leiden : Koninklijke Brill NV, 2005, 448 p.

Lubman, Stanley, *Bird in a Cage. Legal Reform in China After Mao*, Stanford : Stanford University Press, 1999, 472 p.

Lu, Yiyi, *Non-Governmental Organisations in China. The rise of dependent autonomy*, New York : Routledge, 2009, 172 p.

Ma, Qiusha, *Nongovernmental Organizations in Contemporary China*, New York : Routledge, 2006, 256 p.

McAdam, Doug, John McCarthy et Mayer N. Zald (dir. publ.), *Comparative perspectives on social movements. Political opportunities, mobilizing structures and cultural framing*, New York : Cambridge University Press, 1996, 442 p.

Mendes, Errol P. et Sakunthala Srighantan (dir.), *Confronting Discrimination and Inequality in China. Chinese and Canadian Perspectives*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 438 p.

Mertha, Andrew C., *China's Water Warriors. Citizen Action and Policy Change*, Ithica : Cornell University Press, 2008, 168 p.

Migdal, Joel S., Atul Kohli et Vivienne Shue (dir. publ.), *State power and social forces. Domination and transformation in the Third World*, New York : Cambridge University Press, 1994, 348 p.

Murphy, Rachel (dir. publ.), *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, New York : Routledge, 2009, 224 p.

Neveu, Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Éditions La Découverte, 1996, 125 p.

O'Brien, Kevin J. et Li Lianjiang, *Rightful Resistance in Rural China*, New York : Cambridge University Press, 2006, 200 p.

O'Brien, Kevin (dir. publ.), *Popular Protest in China*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008, 288 p.

Pearson, Margaret, *China's New Business Elite: The Political Consequences of Economic Reform*, Berkeley : University of California Press, 1997, 217 p.

- Peerenboom, Randall, *China's Long March Toward Rule of Law*, New York : Cambridge University Press, 2002, 692 p.
- Perry, Elizabeth et Mark Selden (dir. publ.), *Chinese Society, 2nd Edition. Change, conflict and resistance*, New York : RoutledgeCurzon, 2003, 320 p.
- Perry, Elizabeth et Merle Goldman (dir. publ.), *Grassroots Political Reform in Contemporary China*, Cambridge : Harvard University Press, 2007, 416 p.
- Piquet, Hélène, *La Chine au carrefour des traditions juridiques*, Bruxelles : Bruylant, 2005, 332 p.
- Rocca, Jean-Louis (dir. publ.), *La société chinoise vue par ses sociologues : Migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*, Paris : Les Presses de Science Po, 2008, 319 p.
- Saich, Tony, *Governance and Politics of China*, 2^e éd., New York : Palgrave Macmillan, 2004, 408 p.
- Scott, James, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven : Yale University Press, 1976, 254 p.
- , *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven : Yale University Press, 1985, 392 p.
- , *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven : Yale University Press, 1990, 251 p.
- Shambaugh, David, *China's Communist Party. Atrophy and Adaptation*, Berkeley : University of California Press, 2008, 256 p.
- Solinger, Dorothy, *Contesting Citizenship in Urban China. Peasant Migrants, the State, and the Logic of the Market*, Berkeley : University of California Press, 1999, 463 p.
- Stewart, David, *Secondary Research, Information Sources and Methods*, Newbury Park : Sage Publications, 1984, 168 p.
- Unger, Jonathan (dir. publ.), *Associations and the Chinese State. Contested Spaces*, M.E.Sharpe, 2008, 288 p.
- Vandermeersch, Léon, *La formation du légisme*, Paris : École française d'Extrême-Orient, 1965, 300 p.
- Wesoky, Sharon, *Chinese Feminism Faces Globalization*, New York : Routledge, 2002, 208 p.
- White, Gordon, Jude A. Howell et Shang Xiaoyuan (dir. publ.), *In Search of Civil Society. Market Reform and Social Change in Contemporary China*, Clarendon : Oxford University Press, 1996, 248 p.
- Yu, Keping, *Globalization and Changes in China's Governance*, Boston : Brill, 2008, 278 p.

Zheng, Yongnian et Joseph Fewsmith (dir. publ.), *China's Opening Society. The non-state sector and governance*, New York : Routledge, 2008, 256 p.

Articles et chapitres d'ouvrages

Baum, Richard et Alexei Shevchenko, « The 'State of the State' », in Merle Goldman et Roderick MacFarquhar (dir. publ.), *The Paradox of Reform of China's Post-Mao Reforms*, Cambridge : Harvard University Press, 1999, p. 333-362.

Béjà, Jean-Philippe, « The changing aspects of civil society in China », *Social Research*, vol. 73, no.1 (printemps 2006), p. 53-76.

Brook, Timothy et Michael B. Frolic, « The Ambiguous Challenge of Civil Society », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *Civil Society in China*, Armonk : NY, Sharpe, 1997, p. 3-16.

Brook, Timothy, « Auto-organization in Chinese Society », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *Civil Society in China*, Armonk : NY, Sharpe, 1997, p. 19-45.

Bunce, Valérie et John M. Echols III, « Soviet Politics in the Brezhnev Era : Pluralism or Corporatism ? », in Donald Kelly (dir. publ.), *Soviet Politics in the Brezhnev Era*, New York : Praeger Press, 1980, p. 1-26.

Büsgen, Michael, « NGOs and the Search for Chinese Civil Society Environmental Non-Governmental Organizations in the Nujiang Campaign », La Haye : Institute of Social Studies, Working Paper Series No.422, février 2006, 55 p.

Cai, Fang, « Institutional Barriers in Two Processes of Rural Labor Migration in China », 工作论文系列九, Working Paper Series No. 9, avril 2001, 23 p.

Cai, Yongshun, « Civil Resistance and Rule of Law in China. The Defense of Homeowners' Rights », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *Grassroots Political Reform in Contemporary China*, Cambridge : Harvard University Press, 2007, p. 174-194.

Chan, Adrian, « In Search of a Civil Society in China », *Journal of Contemporary Asia*, vol.27, no.2, 1997, p. 242-252.

Chan, Anita, « Revolution or Corporatism ? Workers and Trade Unions in Post-Mao China », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, no.29 (janvier 1993), p. 31-61.

----- et Jonathan Unger, « Corporatism in China : A Developmental State in an East-Asian Context », in Barrett McCormick et Jonathan Unger (dir. publ.), *China After Socialism : In the Footsteps of Eastern Europe or East Asia ?*, Armonk : NY, Sharpe, 1996, p. 95-128.

Chen, Jie, « ONG et société civile transnationale », *Perspectives chinoises*, no.97, septembre-décembre 2006, p. 31-43.

Chen, Weixing, « Statecraft in an Era of Change : Building a Harmonious Society », in Hua Shiping et Guo Sujian (dir. publ.), *China in the Twenty-First Century. Challenges and Opportunities*, New York : Palgrave Macmillan, 2006, p. 13-24.

Chen, Xinxin « Research on China's Civic Environmental Protection Organisations », in Li Yuwen (dir. publ.), *Freedom of Association in China and Europe : Comparative Perspectives in Law and Practice*, Leiden : Koninklijke Brill NV, 2005, p. 189-217.

Cheng, Li « Introduction : Assessing China's Political Development », in Cheng Li (dir. publ.), *China's Changing Political Landscape*, Washington : Brookings Institution Press, 2008, p. 1-22.

Choukroune, Leïla et Antoine Garapon, « Les normes de l'harmonie chinoise », *Perspectives chinoises*, no.3, 2007.

Collier, David, « Trajectory of a Concept : Corporatism in the Study of Latin American Politics », in Peter H. Smith, *Comparative Perspectives on Latin America : New Approaches in Methods and Analysis*, Boulder : Westview Press, 1995, p. 135-162.

Constantin, Christian, « Comprendre la sécurité énergétique chinoise », *Politique et Sociétés*, Vol.25, no.2-3, 2006, p. 15-45.

Cook, Sarah, « From Rice Bowl to Safety Net : Insecurity and Social Protection during China's Transition », *Development Policy Review*, Vol.20, no.5, 2002, p. 615-635.

Cui, Chuanyi et Cui Xiaoli, « Changing the Policy Paradigm on Chinese Migrant Workers. Towards Balanced Urban and Rural Development, People-Oriented, Equal Treatment and Consultative Management », in Errol P. Mendes et Sakunthala Srighantan (dir. publ.), *Confronting Discrimination and Inequality in China. Chinese and Canadian Perspectives*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2009.

David, Martin, « The Science of Data Sharing : Documentation », in Joan Sieber, *Sharing Social Science Data*, Newbury Park : Sage Publications, 1991, p. 91-114.

Des Forges, Roger V., « States, Societies and Civil Societies in Chinese History », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *Civil Society in China*, Armonk : NY, Sharpe, 1997, p. 68-96.

Diamond, Larry, « Toward Democratic Consolidation », *Journal of Democracy*, vol. 5, no.3 (juillet 1994), p. 4-17.

Ding, Yijiang, « Corporatism and Civil Society in China: An Overview of the Debate in Recent Years », *China Information*, vol.12, no.4 (printemps 1998), p. 44-67.

Dittmer, Lowell et William Hurst, « Contemporary Chinese Politics Amid the Maturation of Reform », in Lowell Dittmer et Liu Guoli (dir. publ.), *China's Deep Reform. Domestic Politics in Transition*, Lanham : Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2006, p. 25-46.

Dore, Ronald, « Japan : A Nation Made for Corporatism ? », in Colin Crouch et Ronald Dore (dir. publ.), *Corporatism and Accountability : Organized Interests in British Public Life*, Oxford : Clarendon Press, 1990, p. 45-62.

- Dufour, Pascale et Érik Agrokiliansky, « Les frontières des mouvements sociaux/Les mouvements sociaux aux frontières », *Politique et Sociétés*, vol.28, no.1, 2009, p.3-11.
- Fewsmith, Joseph, « Staying in Power : What Does the Chinese Communist Party Have to Do ? », in Cheng Li (dir. publ.), *China's Changing Political Landscape*, Washington : Brookings Institution Press, 2008, p. 121-226.
- Fillieule, Olivier, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politique et Sociétés*, vol.28, no.1, 2009, p. 15-36.
- Froissart, Chloé, « Escaping from under the Party's Thumb : A Few Examples of Migrant Worker's Strivings for Autonomy », *Social Research*, vol.73, no.1 (printemps 2009), p. 197- 218.
- Frolic, Michael B., « State-Led Civil Society », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *Civil Society in China*, Armonk : NY, Sharpe, 1997, p. 46-66.
- Fu, Hualing and Cullen, Richard, « *Weiquan* (Rights Protection) Lawyering in an Authoritarian State: Toward Critical Lawyering », 15 janvier 2008, disponible au SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1083925>.
- , « The Development of Public Interest Litigation in China », 23 novembre 2009, disponible au SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1512085>.
- Gallagher, Mary E., « Mobilizing the Law in China: "Informed Disenchantment" and the Development of Legal Consciousness », *Law and Society Review*, vol.40, no.4 (décembre 2006), p.783-816.
- , « 'Hope for Protection and Hopeless Choices' : Labor Legal Aid in the PRC », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *Grassroots Political Reform in Contemporary China*, Cambridge : Harvard University Press, 2007, p. 196-226.
- Gauthier, Benoît et Jean Turgeon, « Les données secondaires », in Benoît Gauthier (dir. publ.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1998.
- Ge, Yunsong, « On the Establishment of Social Organizations Under Chinese Law », *International Journal of Not-for-Profit Law*, Vol.2, no.3, 2000. Disponible au http://www.icnl.org/knowledge/ijnl/vol2iss3/art_2.htm, page visitée le 5 juillet 2009.
- Goetze, Catherine, « Whose civil society is it anyway ? », in Zheng Yongnian et Joseph Fewsmith (dir. publ.), *China's Opening Society. The non-state sector and governance*, New York : Routledge, 2008
- Gold, Thomas « Bases for Civil Society in Reform China », in Kjeld Erik Brodsgaard et David Strand (dir. publ.), *Reconstructing Twentieth-Century China. State Control, Civil Society and National Identity*. Oxford : Clarendon Press, 1998.
- Gries, Peter Hayes et Stanley Rosen, « Introduction : popular protest and state legitimation in 21st-century China », in Peter Hays Gries et Stanley Rosen (dir. publ.), *State and Society in 21st-century China. Crisis, contention and legitimation*, New York : RoutledgeCurzon, 2004.

Gu, Xin, « Review Article : A Civil Society and Public Sphere in Post-Mao China ? An Overview of Western Publications », *China Information*, vol.8, 1993.

Guang, Lei, « Guerilla Workfare : Migrant Renovators, State Power, and Informal Work in Urban China », *Politics & Society*, no.33, 2005.

Halegua, Aaron, « Getting Paid : Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers » *Berkely Journal of International Law*, vol.26, no.1, 2008.

Hjellum, Torstein « Is a Participant Culture Emerging in China ? », in Kjeld Erik Brodsgaard et David Strand (dir. publ.), *Reconstructing Twentieth-Century China. State Control, Civil Society and National Identity*. Oxford : Clarendon Press, 1998.

Ho, Peter, « Introduction : Embedded activism and political change in a semi-authoritarian context », in Peter Ho et Richard Louis Edmonds (dir. publ.), *China's Embedded Activism. Opportunities and constraints of a social movement*, New York : Routledge, 2008.

-----, « Self-imposed censorship and de-politicized politics in China. Green activism or a color revolution ? », dans Peter Ho et Richard Louis Edmonds (dir. publ.), *China's Embedded Activism. Opportunities and constraints of a social movement*, New York : Routledge, 2008.

Howell, Jude, « An Unholy Trinity ? Civil Society, Economic Liberalization and Democratization in post-Mao China », *Government and Opposition*, vol.33, no.1, 1998.

-----, « Civil society and migrants in China », in Rachel Murphy (dir. publ.) *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, New York, Routledge, 2009.

Hurst, William, « Mass Frames and Worker Protest », in O'Brien, Kevin (dir. publ.), *Popular Protest in China*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008.

Jiang, Wenran, « Prosperity at the Expense of Equality. Migrant Workers are Falling Behind in Urban Chinese Rise », in Errol P. Mendes et Sakunthala Srighantan (dir. publ.), *Confronting Discrimination and Inequality in China. Chinese and Canadian Perspectives*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2009.

Kahn Zemans, Frances, « Legal Mobilization: The Neglected Role of the Law in the Political System », *The American Political Science Review*, vol.27, no.3 (septembre 1983), p.690-703.

Kochan, Dror, « Visual Representation of Internal Migration and Social Change in China », *China Information*, vol.23, 2009.

Kwan Lee, Ching, « Is Labor a Political Force in China ? », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *Grassroots Political Reform in Contemporary China*, Cambridge : Harvard University Press, 2007.

Laliberté, André, « La réforme du droit et les transformations de la notion de sécurité en Chine », *Politique et Sociétés*, vol.25, no.2-3, 2006, p. 3-14.

Lam, Willy Wo-Lap, « Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao: la construction d'une "société harmonieuse" est-elle possible sans réformes politiques ? », *Perspectives chinoises*, n°2007/3, 2007.

-----, « La politisation de l'appareil policier et judiciaire », *Perspectives chinoises*, no.2, 2009.

Lan, Na, « Is There Hope in Labor Rights Protection for Chinese Migrant Workers ? », *Asian-Pacific Law & Policy Journal*, vol.10, no.2, 2009.

Landry, Réjean, « L'analyse de contenu », dans Benoît Gauthier (dir. publ.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Presses de l'Université du Québec, 1998.

Li, Chunling, « Migrations villes-campagnes et mobilité sociale », dans Jean-Louis Rocca (dir. publ.), *La société chinoise vue par ses sociologues : Migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*, Paris : Les Presses de Science Po, 2008.

Li, Yuwen « A Critical Examination of the Legal Environment for Social Organisations in China », dans Li Yuwen (dir. publ.), *Freedom of Association in China and Europe : Comparative Perspectives in Law and Practice*, Leiden : Koninklijke Brill NV, 2005, p. 17-69.

Ling, Li, « Note, Towards a More Civil Society: Mingong and Expanding Social Space in Reform-Era China », *Columbia Human Rights Law Review*, vol.149, no.33, 2001.

Liu, Peifeng, « Approval and Non-interference in the Management of Social Organisations: An Examination of Theory and Practice », in Li Yuwen (dir. publ.), *Freedom of Association in China and Europe : Comparative Perspectives in Law and Practice*, Leiden : Koninklijke Brill NV, 2005, p. 151-187.

Liu, Xiaobo, « Reform in China: The Role of Civil Society », *Social Research*, vol. 73, 2006.

Lu, Yiyi, « The Autonomy of Chinese NGOs: A New Perspective », *China: an International Journal*, vol.5, no.2, septembre 2007.

-----, « NGOs in China. Development dynamics and challenges », dans Zheng Yongnian et Joseph Fewsmith (dir. publ.), *China's Opening Society. The non-state sector and governance*, New York, Routledge, 2008.

Ma, Qiusha, « Defining Chinese Nongovernmental Organizations », *Voluntas*, Vol.13, no.2, juin 2002.

Ma, Shu-yun, « The Chinese Discourse on Civil Society », *China Quarterly*, vol.137, 1994, p.180-192.

Madsen, Richard, « The Public Sphere, Civil Society and Moral Community: A Research Agenda for Contemporary China Studies », *Modern China*, vol.19, no.2, 1993.

Mallee, Hein « Migration, *hukou*, and resistance in reform China », in Elizabeth Perry et Mark Selden (dir. publ.), *Chinese Society, Change, conflict and resistance*, 2^{ème} édition, New York : RoutledgeCurzon, 2003.

McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly, « Comparative Perspectives on Contentious Politics », in Mark Lichbach et Alan Zuckerman (dir. publ.), *Comparative Politics: Rationality, Culture, and Structure: Advancing Theory in Comparative Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007.

Metzger, Thomas, « Modern Chinese Utopianism and the Western Concept of Civil Society », *Asian Perspectives*, vol.18, no.1 (printemps/été 1994), p. 1-6.

Michelson, Ethan, « The Practice of Law as an Obstacle to Justice: Chinese Lawyers at Work », *Law and Society Review*, vol. 40, 2006.

Mobrand, Erik, « Politics of Cityward Migration: An Overview of China in International Perspective », *Habitat International*, vol. 30, no. 2 (juin 2006).

Mobrand, Erik, « Mobilization or Repression of Migrants in Urban China? Hometown networks, leadership, and lessons from international and historical comparisons », *The Journal of Comparative Asian Development*, vol.6, no.2 (automne 2007).

Murphy, Rachel, « Turning peasants into modern Chinese citizens: "Population quality" discourse, demographic transition and primary education », *China Quarterly*, no.177, 2004.

-----, « Introduction. Labour migration and social development in China », in Rachel Murphy (dir. publ.), *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, New York : Routledge, 2009.

Ngai, Pun, « China as world factory. New practices and struggles of migrant women workers », in Martha Chen, Renana Jhabvala, Ravi Kanbur et Carol Richards (dir. publ.), *Membership-Based Organizations of the Poor*, New York : Routledge, 2007.

Ngai, Pun, « The making of global dormitory labour regime », in Rachel Murphy (dir. publ.), *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, New York : Routledge, 2009.

O'Brien, Kevin J., « Discovery, Research (Re)Design, and Theory Building », in Maria Heimer and Stig Thøgersen (dir. publ.), *Doing Fieldwork in China*, Honolulu: University of Hawaii Press, 2006, p. 27-41. Disponible sur SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1104758>.

Oi, Jean, « Reform and Urban Bias in China », *Journal of Development Studies*, vol.29, no.4, 1993.

Paquerot, Sylvie, « Société civile, acteurs, espaces dans la globalisation : ce que nous apprend le débat mondial sur l'eau », *Politique et Sociétés*, Vol.28, no.2, 2009, p. 25-51.

Peerenboom, Randall, « Social Networks, Civil Society, Democracy and Rule of Law: A New Conceptual Framework », in Chair Hahm, Chaibong Hahm et Daniel Bell (dir. publ.) *The Politics of Relationality: Civil Society, Economics and Law in East Asia*, Rowan & Littlefield, 2003. Disponible sur SSRN: http://ssrn.com/abstract_id=372680. Page visitée le 7 mai 2009.

Pei, Minxin, « Rights and Resistance. The Changing Context of the Dissident Movement », in Elizabeth Perry et Mark Selden (dir. publ.), *Chinese Society. Change, conflict and resistance*, 2^{ème} édition, New York : RoutledgeCurzon, 2003.

Perry, Elizabeth, « Trends in the study of Chinese politics : state-society relations », *China Quarterly*, no.139, 1994.

Perry, Elizabeth et Mark Selden « Introduction. Reform and resistance in contemporary China », in Elizabeth Perry et Mark Selden (dir. publ.), *Chinese Society. Change, conflict and resistance*, 2^{ème} édition, New York : RoutledgeCurzon, 2003.

Pils, Eva, « Asking the Tiger for His Skin: Rights Activism in China », *Fordham International Law Journal*, vol.30, 2007, p.1209-1287.

Rankin, Mary Backus, « Some Observations on a Chinese Public Sphere », *Modern China*, vol.19, 1993.

Read, Benjamin L., « Inadvertent Political Reform via Private Associations : Assessing Homeowners's Groups in New Neighborhoods », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *Grassroots Political Reform in Contemporary China*, Cambridge : Harvard University Press, 2007.

Roberts, Kenneth D., « China's 'Tidal Wave' of Migrant Labor : What Can We Learn From Mexican Undocumented Migration to the United States ? », *International Migration Review*, vol.31, no.2 (été 1997).

Rouleau-Berger, Laurence et Lu Shi, « Routes migratoires et circulations en Chine : entre mobilités intracontinentales et transnationalisme », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20 , no.3, 2004.

-----, « Les travailleurs migrants à Shanghai », *Perspectives chinoises*, no.87, 2005.

Ru, Jiang et Leonard Ortolano, « Corporatist control of environmental non-governmental organizations. A State perspective », in Peter Ho et Richard Louis Edmonds (dir. publ.), *China's Embedded Activism. Opportunities and constraints of a social movement*, New York : Routledge, 2008.

Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », in Lowell Dittmer et Liu Guoli (dir. publ.), *China's Deep Reform. Domestic Politics in Transition*, Lanham : Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2006.

Schmitter, Phillipe, « Still the Century of Corporatism? », in Frederick Pike et Thomas Stritch (dir. publ.), *The New Corporatism*, Notre Dame : University of Notre Dame Press, 1974.

Shen, Yuan, « L'hégémonie fondée sur les relations dans l'industrie du bâtiment », dans Jean-Louis Rocca (dir. publ.), *La société chinoise vue par ses sociologues : Migrations, villes. classe moyenne, drogue, sida*, Paris : Les Presses de Science Po, 2008.

Shue, Vivienne, « State Power and Social Organization in China », in Joel S. Migdal, Atul Kohli et Vivienne Shue (dir. publ.), *State power and social forces. Domination and transformation in the Third World*, New York : Cambridge University Press, 1994.

Solinger, Dorothy, « Human Rights Issues in China's Internal Migration : Insights from the Comparisons with Germany and Japan », in *The East Asian Challenge for Human Rights*, Joanne R. Bauer et Daniel A. Bell (dir. publ.), New-York : Cambridge University Press, 1999.

Solinger, Dorothy, « The Political Implications of China's Social Future : Complacency, Scorn and the Forlorn » in Cheng Li (dir. publ.), *China's Changing Political Landscape*, Washington : Brookings Institution Press, 2008.

Tarrow, Sydney, « Prologue : The New Contentious Politics in China : Poor and Blank or Rich and Complex? », in Kevin J. O'Brien (dir. publ.), *Popular Protest in China*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008, p.1-11.

Taylor-Cooper, Samm, « Promoting Rights Consciousness Among China's Migrant Workers », *China Rights Forum*, no.3, 2006.

Thireau, Isabelle et Hua Linshan, « Ouvriers migrants et "écoles du soir" à Shenzhen », *Perspectives chinoises*, no.65, mai-juin 2001.

-----, « New Institutions in Practice: Migrant Workers and Their Mobilization of the Labor Law », in Wenfang Tang et Burkart Holzner (dir. publ.), *Social change in contemporary China: C.K. Yang and the concept of institutional diffusion*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2007.

Unger, Jonathan, « 'Bridges' : Private Business, the Chinese Government and the Rise of New Associations », *The China Quarterly*, no.147, septembre 1996.

----- et Anita Chan, « Associations in a Bind: The Rise of Political Corporatism in China », in Jonathan Unger (dir. publ.), *Associations and the Chinese State: Contested Spaces*, Armonk, NY: M. E. Sharpe, 2008.

Wang, Chunguang, « The Changing Situation of Migrant Labor », *Social Research*, vol. 73, 2006.

Whiting, Susan H., « The politics of NGO development in China », *Voluntas*, vol.2, no.2, 1991.

Wiktorowicz, Quintan, « Introduction. Islamic Activism and Social Movement Theory », in Quintan Wiktorowicz (dir. publ.), *Islamic Activism. A Social Movement Theory Approach*, Bloomington: Indiana University Press, 2004.

Woo, Margaret Y.K., Christopher Day et Joel Hugenberger, « Migrant Access to Civil Justice in Beijing », *Loyola University Chicago International Law Review*, vol.4, no.2, 2005.

Wu, Yuzhang, « Government Administration of Social Organisations –Its Model and Effects », in Li Yuwen (dir. publ.), *Freedom of Association in China and Europe : Comparative Perspectives in Law and Practice*, Leiden, Koninklijke Brill NV, 2005, p. 71-101.

Xi, Chen, « Between Defiance and Obedience: Protest Opportunism in China », in Elizabeth Perry et Merle Goldman (dir. publ.), *Grassroots Political Reform in Contemporary China*, Harvard University Press, Cambridge, 2007.

Xie, Haiding « The Dilemma of Legitimacy Facing China's Civil Society Organizations », in Li Yuwen (dir. publ.), *Freedom of Association in China and Europe : Comparative Perspectives in Law and Practice*, Leiden : Koninklijke Brill NV, 2005.

Xin Frank He, « Sporadic Law Enforcement Campaigns as a Means of Social Control: A Case Study from a Rural-Urban Migrant Enclave in Beijing », *Columbia Journal of Asian Law*, vol.17, 2003, p. 121.

Yang, Guobin, « Environmental NGOs and Institutional Dynamics in China », *The China Quarterly*, 2005.

Yep, Ray, « The limitations of corporatism for understanding reforming China: an empirical analysis in a rural county », *Journal of Contemporary China*, vol.9, 2000.

Zhang, Yunqiu, « From State Corporatism to Social Representation: Local Trade Unions in the Reform Years », in Timothy Brook et Michael B. Frolic, *Civil Society in China*, Armonk : NY, Sharpe, 1997.

Zhao, Yaohui, « The Role of Migrant Networks in Labor Migration : The Case of China », *Contemporary Economic Policy*, 2003.

Zheng, Yongnian, « Du gouvernement par la loi à l'État de droit ? L'évolution de l'environnement juridique en Chine », *Perspectives chinoises*, no.54, 1999, p.31-43.

-----, « The state, firms and corporate social responsibility in China », in Zheng Yongnian et Joseph Fewsmith (dir. publ.), *China's Opening Society. The non-state sector and governance*, New York : Routledge, 2008.

----- et Joseph Fewsmith, « Introduction », in Zheng Yongnian et Joseph Fewsmith (dir. publ.), *China's Opening Society. The non-state sector and governance*, New York : Routledge, 2008.

Législation et règlements de la République populaire de Chine

Law of the People's Republic of China on Labor Dispute Mediation and Arbitration, promulguée en mai 2008. Disponible en anglais au www.chinalawinfo.com

Provisionnal Regulations for the Registration and Management of Popular Non-Enterprise Work Units, promulgué le 25 octobre 1998. Disponible en anglais sur le site China Development Brief, au <http://www.chinadevelopmentbrief.com/node/300>

Regulation on Registration and Administration of Social Organizations, promulguée le 25 septembre 1998, disponible en anglais sur www.lawchinainfo.com

Regulations on Legal Aid, promulgué en juillet 2003. Disponible en anglais au www.chinalawinfo.com

Conférences

Béjà, Jean-Philippe, « Le Parti communiste chinois : comment arrive-t-il encore à faire tenir le pays ? », conférence dans le cadre des écoles d'été 2006 du CÉRIUM, 4 juillet 2006. Disponible au <http://www.cerium.ca/article2919.html>

Froissart, Chloé, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine ? L'exemple des ONG au service des travailleurs migrants ». Communication présentée dans le cadre du 2^{ème} Congrès de Réseau Asie, Paris, septembre 2005. Disponible au www.reseau-asie.com; page visitée le 3 février 2009.

Laliberté, André, « La Chine après le XVII^e Congrès du Parti communiste chinois. Vers une harmonie sociale ? », conférence de l'IEIM, 28 novembre 2007

Mobrand, Erik « Beyond Household Registers and Floating Populations: Migration controls and their demise in China », communication présentée à la conférence Cities in China: The next generation of urban research du Urban China Research Network. Hong Kong Baptist University, 12-14 décembre 2004.

Reny, Marie-Ève « Bringing the Disaggregated State Back into the Study of Collective Protests in China », conférence dans le cadre du symposium *Political Change in China*, organisé par le Munk Centre for International Studies, Université de Toronto, 7 mars 2009

Rapports d'organisations non-gouvernementales

Amnesty International, « People's Republic of China. Internal migrants : Discrimination and abuse. The human cost of an economic 'miracle' », mars 2007. Disponible au <http://www.amnesty.org/en/library/info/ASA17/008/2007>; page visitée le 29 mai 2009.

Beijing Cultural Communication Center for Facilitators, « Rapport annuel 2008 sur le travail du CCCF », disponible au http://www.facilitator.ngo.cn/cn/english_2008niandubaogao.htm; page visitée le 30 juillet 2009.

China Labour Bulletin, « Migrant Workers in China », juin 2008. Disponible au <http://www.china-labour.org.hk/en/node/100259>; page visitée le 25 janvier 2009.

Dangongzhe Migrant Worker Centre, « In Memory of 20 November. Supporting Worker Victims of Violence », 20 novembre 2009, disponible sur China Labor News Translation au <http://www.clntranslations.org/article/50/dagongzhe-migrant-workers-centre-fights-on-despite-violent-attack>; page visitée le 15 décembre 2009.

Lu, Yiyi « Les litiges d'intérêt public et le militantisme politique en Chine », pour Droits et Démocratie, 2008. Disponible au http://www.ichrdd.ca/site/_PDF/publications/devDemo/Litiges%20Chine%204.pdf, page visitée le 18 juin 2008.

Articles de journaux et ouvrages non scientifiques

Chang, Leslie T. *Factory Girls. From Village to City in a Changing China*. New York, Spiegel & Grau, 2008.

Chen, Guidi et Wu Chuntao, *Will the Boat Sink the Water ? The Life of China's Peasants*, PublicAffairs, New York, 2006

China Labor News Translation, « The 'Migrant Worker Commander'. Zhang Quangshou and the Quanshun Labor Dispatch Company », Juillet 2009. Disponible au <http://www.clntranslations.org/article/40/the-migrant-worker-commander-zhang-quanshou-and-the-quanshun-labor-dispatch-company>; page visitée le 20 juillet 2009

Huang An, « Workers' "Self-Help" Efforts Under Globalisation », *South Wind Window*, Novembre 2007. Disponible sur le site du China Labor News Translations au <http://www.clntranslations.org>; page visitée le 25 janvier 2009.

PNUD-ONU « UNDP and partners call for alliance to enhance protection of migrant workers' rights », 28 avril 2008, disponible au <http://www.un.org.cn/cms/p/news/27/534/content.html>; page visitée le 20 juillet 2009.

Xinhua News Agency « Beacon on migrant worker's long, bumpy road », 5 février 2008, disponible au <http://www.china.org.cn/english/China/242161.htm>; page visitée le 20 juillet 2009.

Zhang, Junqin, « Debate Over the Pros and Cons of Citizens' Agents », *Outlook*, 30 octobre 2007. Disponible sur le site du China Labor News Translations au <http://www.clntranslations.org>; page visitée le 25 janvier 2009.